



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction des affaires civiles et du sceau

# **STATISTIQUE SUR LA PROFESSION D'AVOCAT**

Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2020

Janvier 2021

# STATISTIQUE SUR LA PROFESSION D'AVOCAT

## - Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2020 -

### TABLE DES MATIERES

<b>AVERTISSEMENT .....</b>	<b>3</b>
<b>RESUME DES PRINCIPAUX RESULTATS .....</b>	<b>4</b>
<b>STATISTIQUES 2020 DE LA PROFESSION D'AVOCATS.....</b>	<b>6</b>
<b>1 Nombre d'avocats .....</b>	<b>6</b>
1.1 Les avocats inscrits au tableau au 1er janvier 2020 .....	6
1.2 Nombre d'avocats pour 10 000 habitants par département.....	7
1.3 Proportion de femmes.....	9
1.4 Les avocats : une population plus jeune que les autres professions judiciaires et juridiques réglementées.....	12
1.5 Evolution 2010-2020 du nombre d'avocats .....	13
1.6 Nouvelles inscriptions et désinscriptions au cours de l'année 2019 .....	16
1.7 Les avocats honoraires.....	18
<b>2 Les modes d'exercice .....</b>	<b>18</b>
2.1 La majorité des avocats exercent à titre individuel .....	18
2.2 Le barreau de Paris.....	20
2.3 Les autres barreaux (hors Paris) .....	22
2.4 Des disparités d'un barreau à l'autre.....	23
<b>3 Les groupements d'exercice .....</b>	<b>24</b>
<b>4 Les sociétés de participations financières de profession libérale .....</b>	<b>27</b>
<b>5 Les mentions de spécialisation.....</b>	<b>28</b>
5.1 Forte concentration des mentions de spécialisation.....	28
5.2 Proportion d'avocats titulaires d'une mention de spécialisation .....	29
5.3 Un nombre de mentions de spécialisation qui varie.....	29
<b>6 Les avocats étrangers inscrits à un barreau français .....</b>	<b>30</b>
6.1 La répartition géographique des avocats étrangers .....	30
6.2 Exercice de la profession d'avocat par les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne selon qu'ils exercent sous le titre français d'avocat ou leur titre d'origine .....	33
<b>7 Les avocats de nationalité française également inscrits à un barreau étranger.....</b>	<b>34</b>
<b>8 Les bureaux secondaires et sociétés inter-barreaux .....</b>	<b>35</b>
8.1 Bureaux secondaires ouverts dans le ressort des barreaux par des avocats non-inscrits à ces barreaux.....	36
8.2 Bureaux secondaires ouverts dans le ressort des barreaux par des avocats inscrits à ces barreaux.....	37
8.3 Bureaux secondaires ouverts dans d'autres barreaux par des avocats inscrits à ces barreaux.....	37
8.4 Sociétés inter-barreaux inscrites au tableau .....	38

<b>9</b>	<b>La discipline des avocats</b> .....	<b>39</b>
9.1	Les enquêtes déontologiques .....	39
9.2	Saisines de l'instance disciplinaire et décisions rendues.....	40
	<b>ANNEXE 1 - Liste de correspondance de noms des barreaux</b> .....	<b>41</b>
	<b>ANNEXE 2 - Source statistique</b> .....	<b>46</b>
	<b>ANNEXE 3 - Questionnaire 2020</b> .....	<b>47</b>
	<b>ANNEXE 4 - Tableaux annexes</b> .....	<b>58</b>

## **AVERTISSEMENT**

*Pour toutes les données d'évolution, les statistiques des barreaux supprimés entre 2011 et 2013 ont été agrégées à celles de leur barreau de rattachement.*

*En 2015, les statistiques des barreaux de Saumur, Tulle et Saint-Gaudens ont été réintégrées, suite à la réouverture de ces barreaux au 1<sup>er</sup> septembre 2014.*

*Le nom des barreaux retenu dans les tableaux statistiques de cette étude est celui validé par le CNB dans le cadre de la communication électronique (voir annexe 1 – Liste de correspondance de noms des barreaux).*

## RESUME DES PRINCIPAUX RESULTATS

### □ **NOMBRE D'AVOCATS**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, **70 073** avocats ont été recensés sur l'ensemble du territoire national contre 51 758 dix ans plus tôt (+35%). Avec 29 865 avocats, le barreau de Paris concentre à lui seul 43% de l'effectif total.

Au cours de l'année 2019, on dénombre 5 059 nouvelles inscriptions à un barreau, parallèlement à 3 545 désinscriptions.

La profession d'avocat poursuit sa féminisation. En 2009, la proportion de femmes dépassait pour la première fois celle des hommes. Elle atteint en 2020, 56,8% contre 50,5% onze ans auparavant.

### □ **LES MODES D'EXERCICE**

En 2020, plus d'un tiers des avocats exercent à titre individuel (36%). 60% se partagent de manière égale entre ceux exerçant en qualité d'associé et ceux exerçant en qualité de collaborateur. Les salariés représentent 4%.

Le profil du barreau de Paris est différent des autres barreaux puisque la majorité des avocats exercent en qualité de collaborateurs (40%). Dans les autres barreaux, cette proportion n'atteint que 22% en moyenne.

### □ **LES GROUPEMENTS D'EXERCICE**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, on compte 10 557 groupements d'exercice, contre 6 066 en 2010. Les sociétés d'exercice libéral à responsabilité limitée (SELARL) arrivent en première position représentant 56% des groupements, suivies par les sociétés civiles professionnelles (SCP) – (19%) - et les associations – (12%) -.

Cette répartition s'est modifiée au cours de la dernière décennie. La part des SCP est passée de 36% à 19%. Parallèlement, la part des SEL, toutes formes confondues a connu une progression importante, passant de 48% en 2010 à 64% en 2020.

Seulement 37 sociétés pluri-professionnelles ont été recensées – dont 13 SAS, 10 SELARL-, soit 0,4% de l'ensemble des sociétés.

### □ **LES MENTIONS DE SPECIALISATION**

L'arrêté du 28 décembre 2011 fixe la liste des mentions de spécialisation en usage dans la profession d'avocat.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, 7 990 mentions de spécialisation ont été recensées au niveau national. Plus de la moitié des mentions sont concentrées sur cinq spécialités. Le droit du travail arrive en première position, représentant 18,3% des mentions, suivi du droit fiscal et douanier (11%), du droit des sociétés (9,1%), du droit de la sécurité sociale (8,9%) et enfin du droit de la famille et des personnes (8,3%)

#### ❑ **LES AVOCATS ETRANGERS INSCRITS A UN BARREAU FRANCAIS**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, 2 579 avocats étrangers ont été recensés sur l'ensemble du territoire, dont plus des trois-quarts sont inscrits au barreau de Paris (1 950). Avec 3,4%, le barreau des Hauts de Seine arrive en seconde position (88) -

Parmi les 2 579 avocats étrangers recensés en 2020, 1 190 sont originaires d'un pays de l'Union européenne (46%), pour la plus grande part d'Allemagne (8,4%) et du Royaume-Uni (8,2%). Hors Union européenne, les avocats sont principalement originaires d'un pays d'Afrique (29%) et d'Amérique du Nord (8,6%).

#### ❑ **LES AVOCATS DE NATIONALITE FRANCAISE EGALEMENT INSCRITS A UN BARREAU ETRANGER**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, 3 033 avocats sont inscrits à la fois à un barreau français et à un barreau étranger, soit 4,3% des avocats. La quasi-totalité d'entre eux sont inscrits au barreau de Paris (96%).

Un quart d'entre eux sont inscrits à un barreau d'Amérique du Nord et 22% dans un barreau du Royaume-Uni.

#### ❑ **LES BUREAUX SECONDAIRES ET SOCIETES INTER-BARREAUX**

Le nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort des barreaux par des avocats non-inscrits à ces barreaux, s'élève à 1 330 au 1<sup>er</sup> janvier 2020, soit 37% de plus que dix ans plus tôt.

Le nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort des barreaux par des avocats inscrits à ces barreaux s'élève à 1 866.

Le nombre de bureaux secondaires ouverts dans d'autres barreaux par des avocats inscrits à ces barreaux s'élève à 1 806. 53% d'entre eux ont été ouverts dans le barreau de Paris.

Enfin, les sociétés inter-barreaux sont au nombre de 1 058 au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

#### ❑ **LA DISCIPLINE DES AVOCATS**

Au cours de l'année 2019, 204 enquêtes déontologiques ont été initiées, soit par le Bâtonnier dans la grande majorité des cas (93%), soit à la demande du Procureur général (7%).

80% des enquêtes clôturées en 2019 ont donné lieu à un classement et 19% ont abouti à l'ouverture d'une procédure disciplinaire.

Les saisines du conseil de discipline sont à l'initiative du Bâtonnier dans 95% des cas.

Parmi les décisions prononcées, 9% aboutissent à une relaxe. Enfin, lorsqu'une sanction est prononcée, dans 35% des cas, il s'agit d'une interdiction temporaire (avec ou sans sursis) et dans plus d'un quart des cas d'une peine assortie d'une privation.

## STATISTIQUES 2020 DE LA PROFESSION D'AVOCATS

### 1 Nombre d'avocats

#### 1.1 Les avocats inscrits au tableau au 1er janvier 2020

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, **70 073** avocats ont été recensés sur l'ensemble du territoire national. Les deux tiers d'entre eux sont répartis sur onze barreaux et la moitié sur trois barreaux. Avec 29 865 avocats, le barreau de Paris concentre à lui seul près de 43% de l'effectif total. Les trois barreaux suivants (Lyon, Hauts de Seine et Marseille) totalisent 8 041 avocats (11,5%). Cet effectif, très inférieur à celui du barreau de Paris, témoigne de l'importance du poids de ce dernier dans l'ensemble - **Tableau 1** -.

**Tableau 1**  
**Nombre total d'avocats inscrits au tableau**  
**Onze barreaux concentrent les deux tiers des avocats**

Barreau	Nombre total d'avocats au 1 <sup>er</sup> janvier 2020	%	Cumul (%)
<b>TOTAL</b>	<b>70 073</b>	<b>100,0</b>	
<i>dont :</i>			
PARIS	29 865	42,6	42,6
LYON	3 438	4,9	47,5
HAUTS DE SEINE	2 358	3,4	50,9
MARSEILLE	2 245	3,2	54,1
BORDEAUX	1 732	2,5	56,6
TOULOUSE	1 636	2,3	58,9
LILLE	1 249	1,8	60,7
NANTES	1 116	1,6	62,3
MONTPELLIER	1 113	1,6	63,9
NICE	1 102	1,6	65,4
STRASBOURG	1 002	1,4	66,9
<i>Les statistiques détaillées sur le nombre d'avocats par barreau et ressort de cour d'appel sont présentées en annexe 3 (tableau A1).</i>			

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

- **Une majorité de barreaux de petite taille**

Dans plus de la moitié des barreaux, le nombre d'avocats est inférieur à cent (86 barreaux) et dans seulement dix-neuf barreaux, il est supérieur à cinq cents. Les écarts de taille sont considérables variant de 29 865 pour le barreau de Paris à 15 pour celui de la Creuse - **Tableau 2** -.

**Tableau 2**  
**Répartition des barreaux selon leur taille au 1<sup>er</sup> janvier 2020**

Taille des barreaux (nombre d'avocats)	Nombre de barreaux	%	Cumul (%)
<b>TOTAL</b>	<b>164</b>	<b>100,0</b>	
Moins de 50	40	24,4	24,4
De 50 à 99	46	28,0	52,4
De 100 à 249	37	22,6	75,0
De 250 à 499	22	13,4	88,4
De 500 à 999	8	4,9	93,3
De 1 000 à 3 500	10	6,1	99,4
29 865 (PARIS)	1	0,6	100,0

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1<sup>er</sup> janvier 2020 -"

## 1.2 Nombre d'avocats pour 10 000 habitants par département

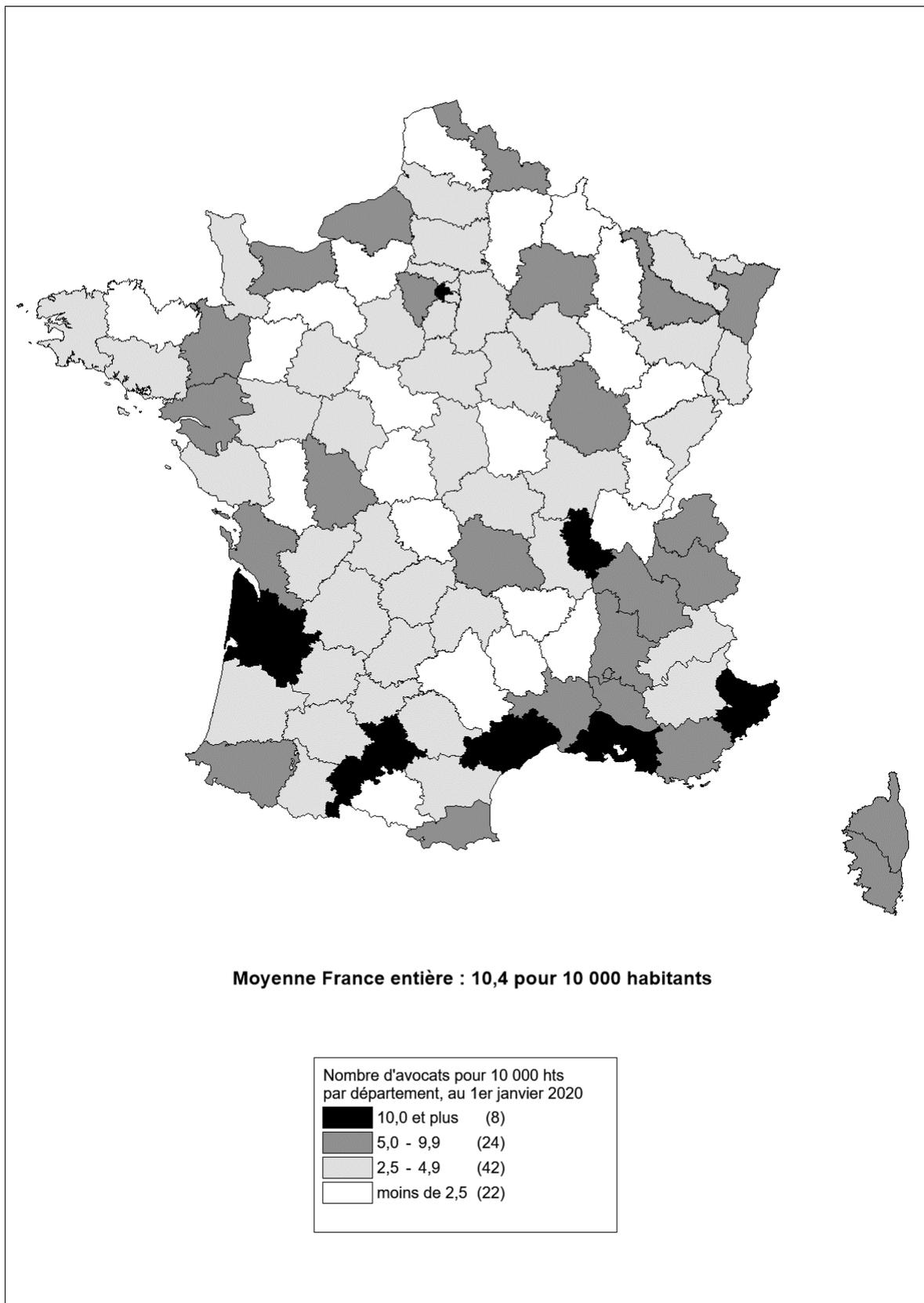
Le taux d'avocats par habitant a été calculé en rapportant le nombre d'avocats au 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la population totale estimée en 2020<sup>1</sup>.

Au niveau national, on compte dix avocat pour 10 000 habitants en moyenne, mais ce taux varie beaucoup d'un département à l'autre. Les valeurs extrêmes concernent les départements de Paris et de la Meuse où l'on relève respectivement des taux de 139 (soit plus d'un avocat pour 100 habitants) et 1,2 pour 10 000 - **Figure 1** -.

Sur l'ensemble des départements français, huit seulement présentent des taux supérieurs à la moyenne nationale. Six sont situés dans le sud de la France, deux en région parisienne (Barreaux de Paris et des Hauts-de-Seine) - **Tableau 3** -.

<sup>1</sup> Source : INSEE, Estimations de population au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Figure 1 - Nombre d'avocats pour 10 000 habitants par département (2020)



**Tableau 3**  
**Taux d'avocat pour 10 000 habitants dans les huit départements où ces taux sont supérieurs à la moyenne nationale**

Département	Population au 1er janvier 2020	Nombre d'avocats au 1er janvier 2020	Nombre d'avocats pour 10 000 habitants
<b>TOTAL FRANCE ENTIERE</b>	<b>67 611 028</b>	<b>70 073</b>	<b>10,4</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>64 897 954</b>	<b>68 909</b>	<b>10,6</b>
<i>dont :</i>			
PARIS	2 148 271	29 865	139,0
RHONE	1 876 051	3 494	18,6
ALPES-MARITIMES	1 079 396	1 700	15,7
BOUCHES-DU-RHONE	2 034 469	3 156	15,5
HAUTS-DE-SEINE	1 613 762	2 358	14,6
HAUTE-GARONNE	1 400 935	1 653	11,8
GIRONDE	1 633 440	1 800	11,0
HERAULT	1 176 145	1 281	10,9

*Les statistiques détaillées par département sont présentées en annexe 1 tableau A2.*

*Sources : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -" et INSEE, Estimations de population au 1er janvier 2020, \*recensement de population 2017, \*\*recensement de population 2019.*

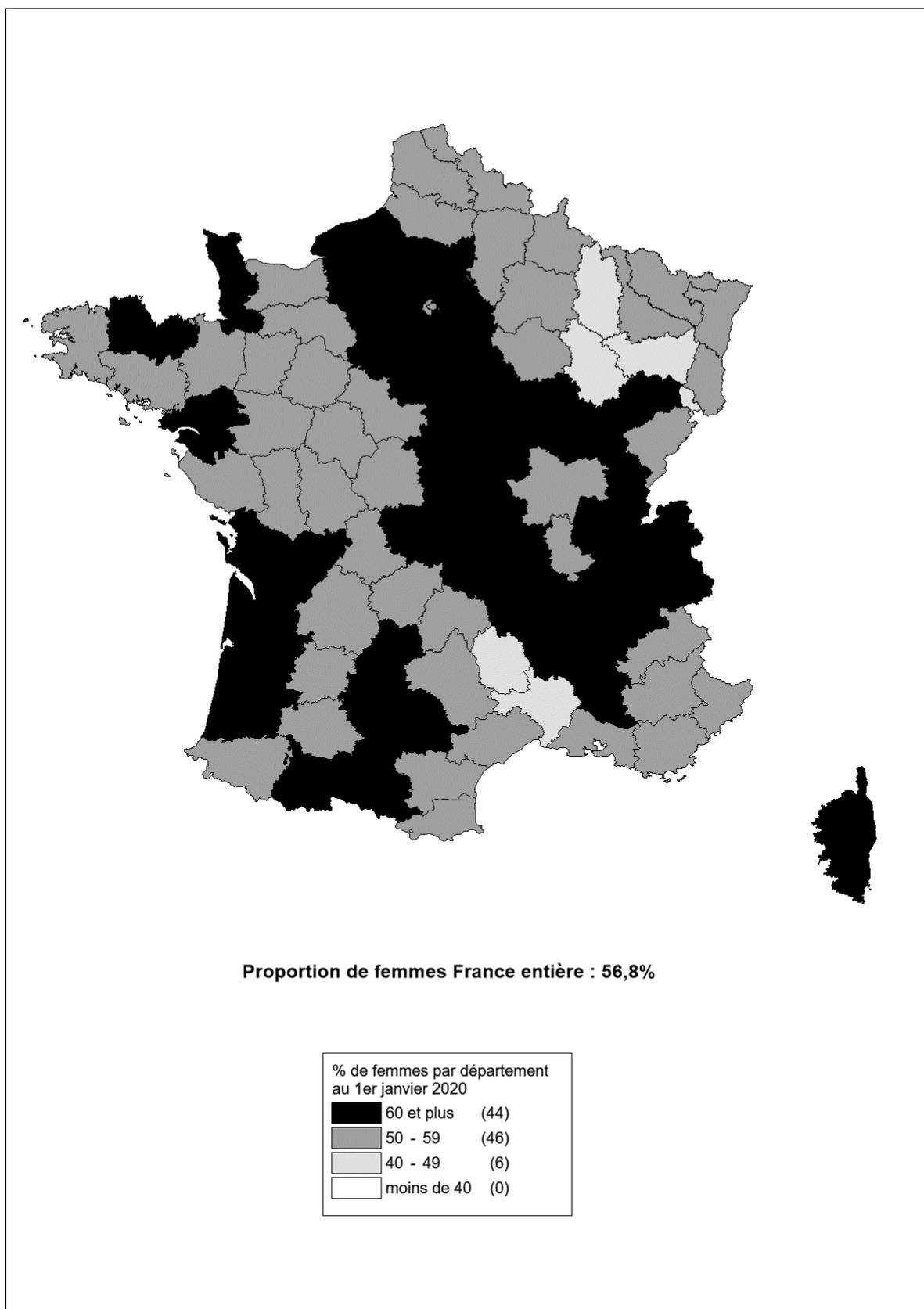
Dans la moitié des départements, le taux d'avocat par habitant atteint 3,6 pour 10 000 et dans les trois quarts d'entre eux, il se situe autour de 5,7 pour 10 000. Les taux les plus faibles sont observés devant les départements de Mayotte (1,1), la Meuse (1,2), de la Haute-Saône (1,3) et de la Creuse (1,3).

### 1.3 Proportion de femmes

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, les femmes représentent 56,8% de l'ensemble des avocats (39 769 contre 30 304 hommes). Cette proportion varie notablement d'un barreau à l'autre. Parmi les onze plus grands barreaux, elle atteint un maximum à Bordeaux avec 61,8% et à Toulouse (61,2%), et un minimum devant le barreau de Nice avec 52,6% (580 femmes contre 522 hommes).

Le nombre de femmes est supérieur à celui des hommes dans cent quarante-huit barreaux, soit 90% d'entre eux - **Figure 2** -. La proportion de femmes est indépendante de la taille des barreaux. En effet, certains barreaux de petite taille comptent une majorité de femmes ; c'est le cas par exemple des barreaux de Carpentras et de Sens dans lesquels cette proportion atteint un maximum : 72,4%. A l'inverse, d'autres barreaux comptent une faible proportion de femmes, tels que ceux de la Nouvelle-Calédonie (27,2%) et de Mayotte (30%).

Figure 2 - Proportion de femmes par département (%)  
(2020)



Les deux tiers des avocates se répartissent sur douze barreaux dont 40,7% sont inscrites dans le seul barreau de Paris -**Tableau 4** -.

**Tableau 4**  
**Nombre et proportion de femmes par barreau**  
**Douze barreaux concentrent les deux tiers des femmes**

Barreau	Nombre total d'avocats	Nombre de femmes			Proportion de femmes (%)
		Nombre	%	Cumul (%)	
<b>TOTAL</b>	<b>70 073</b>	<b>39 769</b>	<b>100,0</b>		<b>56,8</b>
<i>dont :</i>					
PARIS	29 865	16 181	40,7	40,7	54,2
LYON	3 438	1 975	5,0	45,7	57,4
HAUTS DE SEINE	2 358	1 337	3,4	49,0	56,7
MARSEILLE	2 245	1 252	3,1	52,2	55,8
BORDEAUX	1 732	1 070	2,7	54,9	61,8
TOULOUSE	1 636	1 001	2,5	57,4	61,2
NANTES	1 116	666	1,7	59,0	59,7
LILLE	1 249	663	1,7	60,7	53,1
MONTPELLIER	1 113	652	1,6	62,4	58,6
NICE	1 102	580	1,5	63,8	52,6
STRASBOURG	1 002	571	1,4	65,2	57,0
AIX-en-PROVENCE	830	523	1,3	66,6	63,0

*Les statistiques détaillées sur la proportion de femmes par barreau et ressort de cour d'appel sont présentées en annexe 4 (tableau A3).*

*Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"*

Comparée aux autres professions judiciaires et juridiques réglementées, la profession d'avocat est la seule qui compte une majorité de femmes. En effet, au 1<sup>er</sup> janvier 2019<sup>2</sup>, la proportion de femmes des autres professions varie de 48% pour les notaires à 27% pour les avocats au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation. Pour les autres, cette proportion atteint 39% pour les greffiers des tribunaux de commerce, 37,7% pour les huissiers de justice et 27,4% pour les commissaires-priseurs judiciaires<sup>3</sup> - **Tableau 5** -.

<sup>2</sup> Dernière année disponible.

<sup>3</sup> Source : Ministère de la justice, DACS-M2-PEJC, SSI – statistiques au 1<sup>er</sup> janvier 2019 -.

#### 1.4 Les avocats: une population plus jeune que les autres professions judiciaires et juridiques réglementées

En moyenne, les avocats en exercice ont 43,8 ans (46,9 ans pour les hommes et 41,6 ans pour les femmes). Comparée aux officiers publics et ministériels, la profession d’avocat est plus jeune. En effet, les notaires, pourtant les plus jeunes parmi ces professions, ont en moyenne 46 ans, soit deux ans de plus que les avocats. Les huissiers ont en moyenne, 48 ans. Les greffiers des tribunaux de commerce et les commissaires-priseurs judiciaires ont pour leur part un âge moyen intermédiaire – respectivement de 50,4 ans et 49,4 ans-. Enfin, les plus âgés sont les avocats au Conseil d’Etat et à la Cour de cassation, avec un âge moyen de 54,1 ans - **Tableau 5** -.

**Tableau 5**  
**Nombre et âge moyen des avocats et des officiers publics et ministériels**  
**- % de femmes -**

Professions	Nombre	% de femmes	Age moyen		
			Total	Hommes	Femmes
<b>Avocats*</b>	<b>70 073</b>	<b>56,8</b>	<b>43,8</b>	<b>46,9</b>	<b>41,6</b>
<b>Ensemble des OPM**</b>	<b>17 260</b>	<b>45,1</b>	<b>46,6</b>	<b>48,6</b>	<b>44,0</b>
Notaires	13 253	47,8	46,0	48,0	43,7
Huissiers de justice	3 239	37,7	48,0	50,2	44,5
Commissaires-priseurs judiciaires	416	27,4	49,4	51,1	45,9
Greffiers des tribunaux de commerce	230	39,1	50,4	51,1	49,2
Avocats aux Conseils	122	27,0	54,1	54,5	53,1

Sources : \*Pour l’âge moyen des avocats : CNBF- Rapport d’activité 2019 version provisoire (Statistiques au 31 décembre 2019), \*\*Ministère de la justice, DACS-PEJC, SSI – statistiques au 1er janvier 2019.

Dans l’ensemble des professions judiciaires et juridiques réglementées, les femmes sont plus jeunes que les hommes, de 5,3 ans pour les avocats et de 4,6 ans pour les OPM.

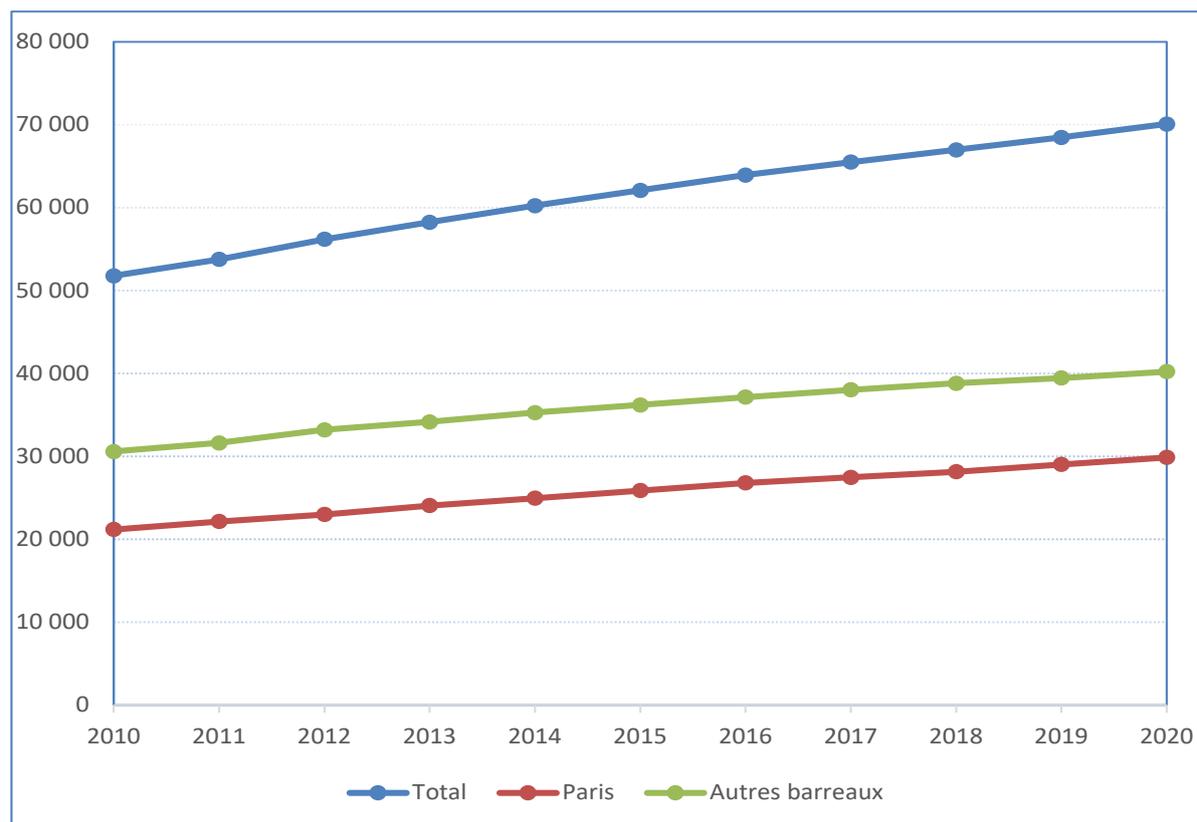
## 1.5 Evolution 2010-2020 du nombre d'avocats

Entre 2010 et 2020, la population totale des avocats s'est accrue de 35,4%, passant de 51 758 à 70 073 - **Figure 3** -.

Les effectifs ont augmenté dans 138 barreaux, ils ont diminué dans dix-neuf autres et sont restés stables dans les trois derniers.

Le barreau de Paris a largement contribué à l'augmentation de l'effectif total. En effet, sur les 18 315 avocats supplémentaires recensés sur l'ensemble du territoire, 8 679 sont inscrits au barreau de Paris. Il contribue ainsi à la hausse totale enregistrée entre 2010 et 2020 à hauteur de 47%. Avec 1 214 avocats de plus, le barreau de Lyon n'y contribue qu'à hauteur de 6,6% - **Tableau 6** -.

**Figure 3**  
**Evolution du nombre d'avocats entre 2010 et 2020**



Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

Les effectifs des onze plus grands barreaux ont tous augmenté entre 2010 et 2020. L'accroissement relatif le plus important est observé devant le barreau de Nantes qui compte 415 avocats supplémentaires (+59%), suivi par celui de Bordeaux (+57,5%). Parallèlement l'augmentation relative la moins importante concerne le barreau des Hauts-de-Seine (+23,5%) - **voir annexe 4, tableau A6** -.

**Tableau 6**  
**Nombre d'avocats supplémentaires et contribution à la hausse totale enregistrée**  
**entre 2010 et 2020**

Barreau	Nombre d'avocats supplémentaires	Contribution à la hausse (%)
<b>TOTAL</b>	<b>18 315</b>	<b>100,0</b>
<i>dont :</i>		
PARIS	8 679	47,4
LYON	1 214	6,6
MARSEILLE	651	3,6
BORDEAUX	632	3,5
TOULOUSE	505	2,8
HAUTS DE SEINE	448	2,4
NANTES	415	2,3
LILLE	348	1,9
RENNES	321	1,8
MONTPELLIER	311	1,7
STRASBOURG	288	1,6
NICE	239	1,3
AIX-en-PROVENCE	234	1,3
VERSAILLES	147	0,8
SEINE-SAINT-DENIS	120	0,7
TOULON	120	0,7
GRENOBLE	111	0,6
ROUEN	109	0,6
VAL DE MARNE	103	0,6
NIMES	101	0,6

*Les vingt barreaux présentés dans ce tableau sont ceux dont le nombre d'avocats supplémentaires enregistré entre 2010 et 2020 dépasse 100.*

*Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"*

### **Une augmentation plus sensible pour les femmes**

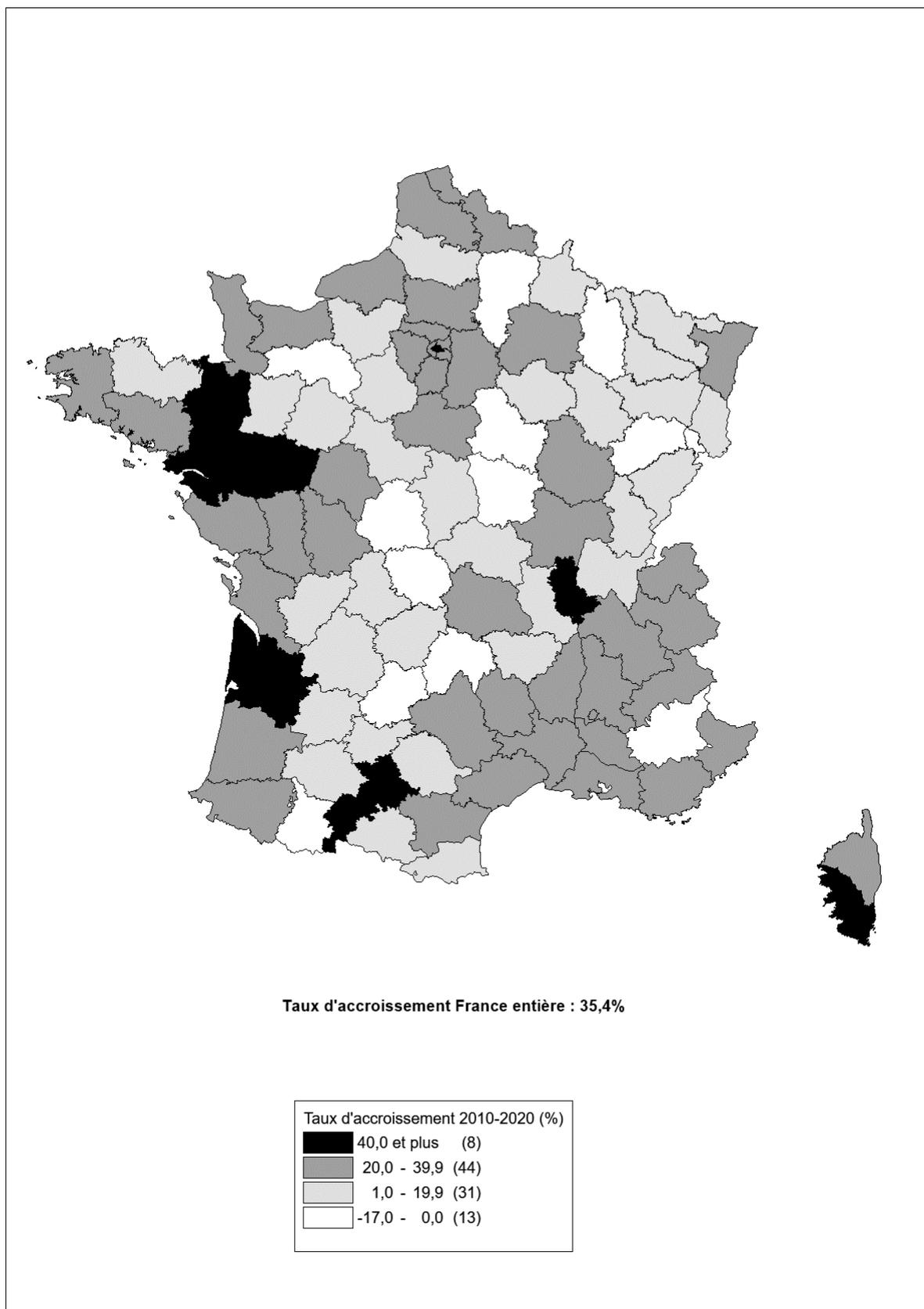
Au niveau national, l'augmentation du nombre des avocats a été beaucoup plus sensible pour les femmes. En effet, leur nombre a progressé de 50%, contre 20% pour les hommes – **Tableau 7** -. Elles ont ainsi contribué à hauteur de 73% à l'augmentation globale relevée entre 2010 et 2020 (13 288 femmes supplémentaires contre 5 027 hommes).

**Tableau 7**  
**Evolution du nombre d'avocats inscrits au barreau**  
**selon le sexe entre 2010 et 2020**  
**Variation 2010-2020 (%)**

Sexe	2010	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2010-2020 (%)
<b>TOTAL</b>	<b>51 758</b>	<b>62 073</b>	<b>63 923</b>	<b>65 480</b>	<b>66 958</b>	<b>68 464</b>	<b>70 073</b>	<b>35,4</b>
Hommes	25 277	28 301	28 711	29 177	29 700	29 835	30 304	19,9
Femmes	26 481	33 772	35 212	36 303	37 258	38 629	39 769	50,2

*Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"*

**Figure 4 - Evolution du nombre d'avocats par département  
- Taux d'accroissement 2010-2020 (%) -**



## 1.6 Nouvelles inscriptions et désinscriptions au cours de l'année 2019

### 1.6.1 Nouvelles inscriptions au tableau au cours de l'année 2019

Au cours de l'année 2019, plus de 5 000 avocats se sont inscrits à un barreau soit pour la première fois, soit pour un autre motif. La moitié d'entre eux se sont inscrits au barreau de Paris et un quart dans six autres barreaux, notamment celui des Hauts-de-Seine, de Lyon et de Bordeaux – **Tableau 8** -. Parmi les 164 barreaux, cent onze ont recensé moins de dix nouvelles inscriptions en 2019, dont aucune dans vingt-trois barreaux. Comme attendu, cette concentration géographique dans les plus grandes métropoles françaises est comparable à celle observée pour la répartition de l'ensemble des avocats recensés au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

**Tableau 8**  
Nombre de nouvelles inscriptions à un barreau au cours de l'année 2019

Barreau	Nombre	%	Cumul (%)
<b>TOTAL</b>	<b>5 059</b>	<b>100,0</b>	
PARIS	2 560	50,6	50,6
HAUTS DE SEINE	316	6,2	56,8
LYON	264	5,2	62,1
BORDEAUX	211	4,2	66,2
NANTES	179	3,5	69,8
MARSEILLE	161	3,2	73,0
TOULOUSE	112	2,2	75,2

Les statistiques détaillées sur les nouveaux inscrits par barreau et ressort de cour d'appel sont présentées en annexe 4 (tableau A2).

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

Dans plus des deux-tiers des cas, les nouvelles inscriptions à un barreau concernent des nouveaux titulaires du CAPA. En seconde position arrivent des avocats provenant d'un autre barreau (ils représentent 20% des nouveaux inscrits). Les inscriptions particulières liées à des activités précédemment exercées sont beaucoup plus rares.

**Tableau 9**  
Motifs des nouvelles inscriptions au cours de l'année 2019

Motifs d'inscription	Nombre	%
<b>TOTAL*</b>	<b>5 059</b>	<b>100,0</b>
Sous-total nouveaux avocats	3 731	73,7
-Titulaire du CAPA (première inscription à un barreau)	3 417	67,5
-Article 98 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat (passerelles-autres professionnels)	162	3,2
-Article 100 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat (qualité d'avocat hors l'UE)	116	2,3
-Article 99 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat (qualité d'avocat UE)	24	0,5
-Article 97 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat (passerelles - magistrats, professeurs d'universités, avocats aux conseils, anciens avoués et anciens conseils juridiques)	12	0,2
En provenance d'un autre barreau	990	19,6
Autres	303	6,0

\*hors nd

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

## 1.6.2 Désinscriptions du tableau au cours de l'année 2019

Parallèlement aux nouvelles inscriptions, 3 545 avocats ont quitté le barreau. Près de la moitié d'entre eux étaient inscrits au barreau de Paris (46%). Ils sont suivis des barreaux des Hauts-de-Seine et de Lyon qui représentent, respectivement, 7% et 4,6% des avocats ayant quitté un barreau au cours de l'année 2019.

Parmi les 164 barreaux, cent trente-deux dénombrent moins de dix départs en 2019, dont aucun dans vingt-et-un barreaux.

**Tableau 10**  
**Nombre de désinscriptions à un barreau au cours de l'année 2019**

Barreau	Nombre	%	Cumul (%)
<b>TOTAL</b>	<b>3 545</b>	<b>100,0</b>	
PARIS	1 633	46,1	46,1
HAUTS DE SEINE	252	7,1	53,2
LYON	164	4,6	57,8
MARSEILLE	107	3,0	60,8
BORDEAUX	82	2,3	63,1
LILLE	61	1,7	64,9
TOULOUSE	60	1,7	66,5

*Les statistiques détaillées sur les désinscriptions par barreau et ressort de cour d'appel sont présentées en annexe 4 (tableau A3).*

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat -situation au 1er janvier 2020-"

Les deux causes de désinscription les plus fréquentes sont la démission (56%) et l'omission volontaire (37%). Ces deux causes de départ d'un barreau peuvent avoir un caractère temporaire.

L'omission forcée (1,7%) et la radiation (0,4%) se révèlent beaucoup plus rares.

**Tableau 11**  
**Motifs des désinscriptions au cours de l'année 2019**

Motifs de désinscription	Nombre	%
<b>TOTAL*</b>	<b>3 545</b>	<b>100,0</b>
Démission	1 991	56,2
Omission volontaire	1 315	37,1
Omission forcée	59	1,7
Radiation	13	0,4
Autres	160	4,5

*\*hors nd*

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat -situation au 1er janvier 2020-"

## 1.7 Les avocats honoraires

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, 6 318 avocats honoraires ont été recensés sur l'ensemble du territoire. Le barreau de Paris en regroupe à lui seul 28% (1 781) et la moitié se répartissent sur dix barreaux (voir annexe 4, tableau A7). Quarante-sept barreaux recensent moins de dix avocats honoraires et neuf n'en comptent aucun.

Près des deux-tiers des avocats honoraires sont des hommes (65%). Parmi les dix barreaux qui regroupent la moitié des avocats honoraires, c'est dans celui de Bordeaux que la proportion de femmes est la plus élevée (48%) et dans celui de Lyon qu'elle est la plus faible (31%)

- **Tableau 12** -

**Tableau 12**  
**Nombre d'avocats honoraires selon le sexe et proportion de femmes (%)**  
**Dix barreaux regroupent la moitié des avocats honoraires**

Barreau	Nombre d'avocats honoraires			% de femmes
	TOTAL	Hommes	Femmes	
<b>TOTAL</b>	<b>6 318</b>	<b>4 089</b>	<b>2 229</b>	<b>35,3</b>
<i>dont :</i>				
PARIS	1 781	1 053	728	40,9
LYON	261	181	80	30,7
MARSEILLE	196	132	64	32,7
BORDEAUX	176	92	84	47,7
HAUTS DE SEINE	167	95	72	43,1
NICE	162	102	60	37,0
TOULOUSE	139	87	52	37,4
VERSAILLES	126	69	57	45,2
AIX-en-PROVENCE	109	73	36	33,0
STRASBOURG	107	71	36	33,6

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat -situation au 1er janvier 2020-"

En 2020, on dénombre 2 228 avocats honoraires de plus qu'en 2010, soit une augmentation de 54,5% (38% pour les hommes et 100% pour les femmes).

## 2 Les modes d'exercice

Les avocats peuvent exercer leur profession soit à *titre individuel*, soit au sein d'une *association ou d'une société*. Ils peuvent être employés *en qualité de salarié* ou de *collaborateur libéral* d'un avocat ou d'une société d'avocat.

### 2.1 La majorité des avocats exercent à titre individuel

En 2020, sur les 70 073 avocats, 36% exercent à titre individuel, 31% en qualité d'associé, 29% en qualité de collaborateur, enfin 4% en qualité de salarié.

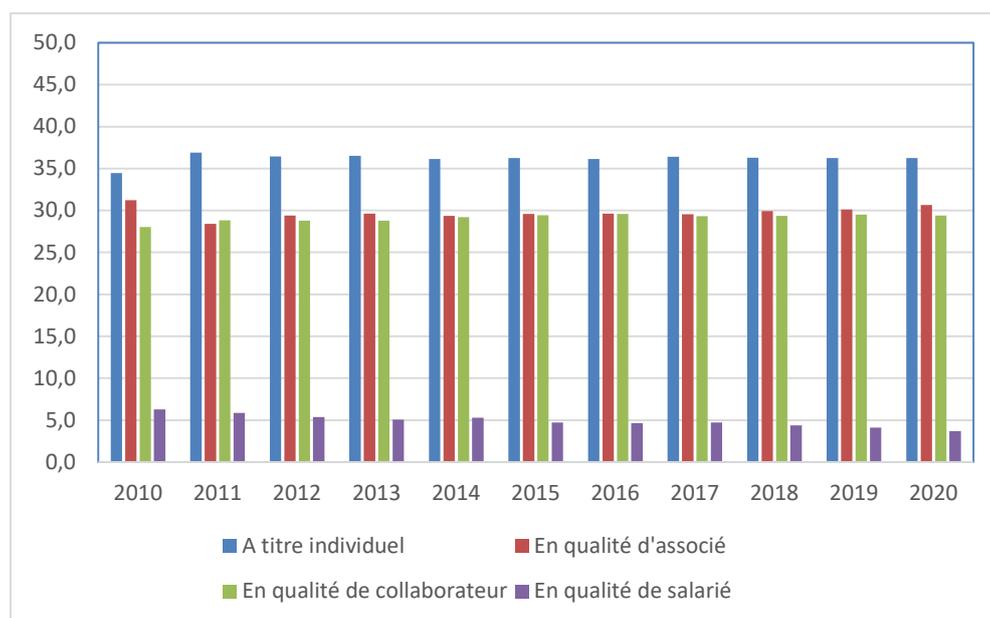
**Tableau 13**  
**- FRANCE ENTIERE -**  
**Répartition par mode d'exercice pour 100 avocats (%)**

Mode d'exercice	2010	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>TOTAL France entière</b>	<b>100,0</b>						
A titre individuel	34,5	36,3	36,1	36,4	36,3	36,3	36,3
En qualité d'associé	31,2	29,6	29,6	29,5	29,9	30,1	30,6
En qualité de collaborateur	28,0	29,4	29,6	29,3	29,4	29,5	29,4
En qualité de salarié	6,3	4,7	4,6	4,7	4,4	4,1	3,7

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

En 2020, les avocats exerçant à titre individuel restent les plus nombreux et leur poids a connu de très faibles variations au cours de la période 2010-2020, se situant autour de 36%. La part des avocats exerçant en qualité d'associé et ceux exerçant en qualité de collaborateur est resté stable également entre ces deux dates, autour de 30% pour chacun des deux modes d'exercice. Enfin, l'exercice en qualité de salarié est resté plus rare (entre 4% et 6%) - **Tableau 13 et Figure 4** -.

**Figure 5**  
**- FRANCE ENTIERE -**  
**Evolution de la part de chacun des modes d'exercice entre 2010 et 2020 (%)**



Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

Entre 2010 et 2020, les différents modes d'exercice ont connu des variations plus ou moins importantes. C'est le mode d'exercice « à titre individuel » qui a connu la plus forte augmentation (+42,5%) suivi de près par l'exercice « en qualité de collaborateur (+42%). L'exercice en qualité de salarié a connu une baisse entre ces deux dates (-20,4%) – **Tableau 14** -.

**Tableau 14**  
**- FRANCE ENTIERE -**  
**Evolution du nombre d'avocats selon le mode d'exercice**  
**Variation 2010-2020 (%)**

Mode d'exercice	2010	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2010-2020 (%)
<b>TOTAL France entière</b>	<b>51 758</b>	<b>62 073</b>	<b>63 923</b>	<b>65 480</b>	<b>66 958</b>	<b>68 464</b>	<b>70 073</b>	<b>35,4</b>
A titre individuel	17 838	22 513	23 096	23 848	24 307	24 830	25 416	42,5
En qualité d'associé	16 162	18 359	18 943	19 343	20 048	20 620	21 473	32,9
En qualité de collaborateur	14 498	18 263	18 915	19 204	19 670	20 212	20 590	42,0
En qualité de salarié	3 260	2 938	2 969	3 085	2 933	2 802	2 594	-20,4

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

De leur côté, les officiers publics et ministériels exercent très majoritairement en qualité d'associé (62%). Parmi les deux professions les plus représentées, ce mode d'exercice concerne 57% des notaires et 80% des huissiers de justice.

L'exercice à titre individuel est plus rare (18%). C'est dans la profession de commissaires-priseurs judiciaires que sa part est la plus importante (40%). Enfin, les OPM exerçant en qualité de salarié représentent 20%<sup>4</sup>.

## 2.2 Le barreau de Paris

Compte tenu du poids du **barreau de Paris** (qui concentre 43% des avocats) et de son profil atypique, celui-ci a été isolé pour apprécier son évolution propre et la comparer à celle des autres barreaux.

En 2020, sur les 29 865 avocats parisiens, 40% exercent en qualité de collaborateur, 31% à titre individuel, 28% en qualité d'associé, enfin 1% en qualité de salarié.

**Tableau 15**  
**- PARIS -**  
**Répartition par mode d'exercice pour 100 avocats (%)**

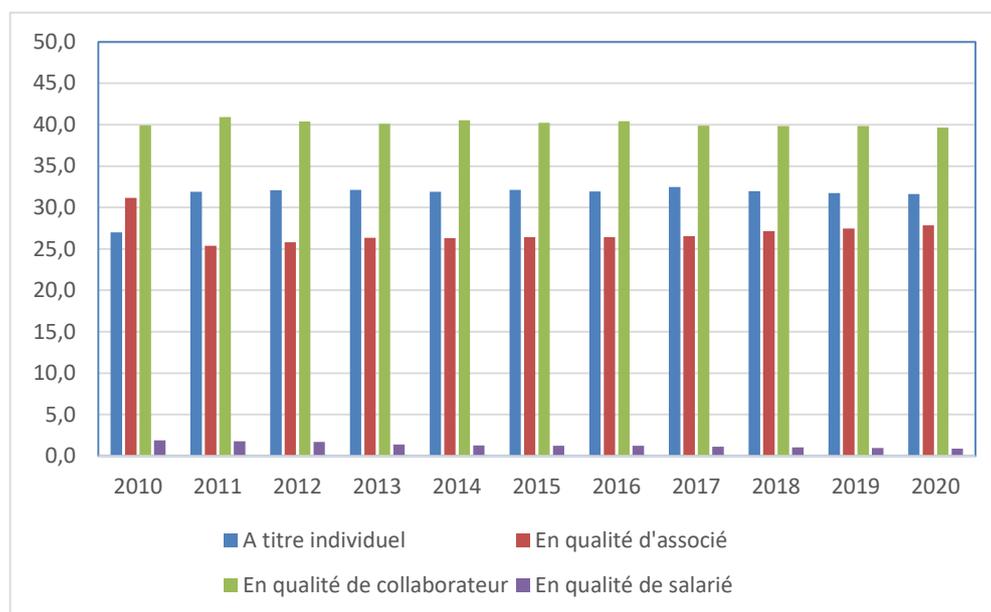
Mode d'exercice	2010	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>TOTAL Paris</b>	<b>100,0</b>						
En qualité de collaborateur	39,9	40,2	40,4	39,9	39,9	39,9	39,6
A titre individuel	27,0	32,1	31,9	32,5	32,0	31,7	31,6
En qualité d'associé	31,2	26,4	26,4	26,5	27,2	27,5	27,9
En qualité de salarié	1,9	1,2	1,2	1,1	1,0	1,0	0,9

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

<sup>4</sup> Source : Ministère de la justice, DACS-M2-PEJC, SSI – statistiques au 1<sup>er</sup> janvier 2019 -.

Les avocats exerçant en qualité de *collaborateur* restent les plus nombreux devant le barreau de Paris et leur poids est resté relativement stable depuis 2010, autour de 40%. Les avocats exerçant à titre individuel arrivent en seconde position, à l'exception de l'année 2010 où les avocats exerçant en qualité d'associé étaient un peu plus nombreux - **Tableau 15** et **Figure 5** -.

**Figure 6**  
- PARIS -  
Evolution de la part de chacun des modes d'exercice entre 2010 et 2020



Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

On peut supposer que la prépondérance des collaborateurs au barreau de Paris (qui concentre 57% d'entre eux), s'explique en partie par le fait que ce mode d'exercice, souvent considéré comme une étape permettant aux jeunes avocats d'acquérir une expérience, constitue le mode d'exercice privilégié en début de carrière.

Entre 2010 et 2020, le nombre d'avocats du barreau de Paris a augmenté de 41%. Seul l'exercice en qualité de salarié a baissé (-34%). Ce sont les avocats exerçant à titre individuel qui ont connu la plus forte augmentation (+65%) passant de 5 722 à 9 444, suivis de ceux exerçant en qualité de collaborateur (+40%) - **Tableau 16** -.

**Tableau 16**  
- PARIS -  
Evolution du nombre d'avocats selon le mode d'exercice  
Variation 2010-2020 (%)

Mode d'exercice	2010	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2010-2020 (%)
<b>TOTAL Paris</b>	<b>21 186</b>	<b>25 871</b>	<b>26 792</b>	<b>27 461</b>	<b>28 145</b>	<b>29 018</b>	<b>29 865</b>	<b>41,0</b>
En qualité de collaborateur	8 457	10 406	10 826	10 950	11 219	11 564	11 836	40,0
A titre individuel	5 722	8 312	8 554	8 920	8 994	9 210	9 444	65,0
En qualité d'associé	6 606	6 830	7 080	7 285	7 644	7 966	8 319	25,9
En qualité de salarié	401	323	332	306	288	278	266	-33,7

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

### 2.3 Les autres barreaux (hors Paris)

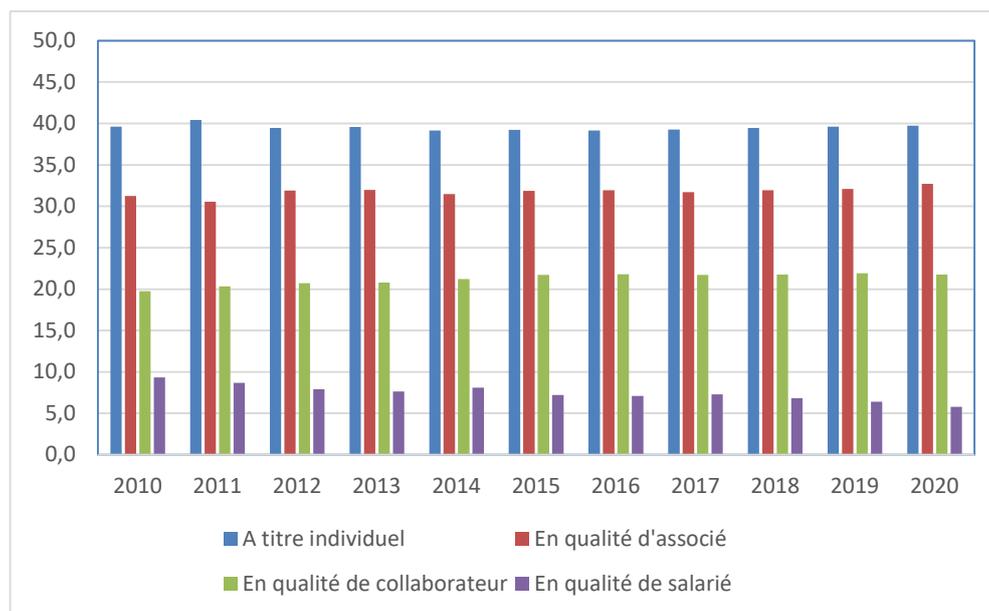
**Dans les autres barreaux**, la répartition des avocats selon le mode d'exercice est restée relativement stable entre 2010 et 2020. Les avocats exerçant à titre individuel sont toujours majoritaires, ils représentent 40% contre 33% exerçant en qualité d'associé – Les avocats exerçant en qualité de salarié, les moins nombreux tout au long de la période ont perdu 3,6 points entre ces deux dates. - **Tableau 17 et Figure 6** -.

**Tableau 17**  
**Tableau 17 - HORS PARIS -**  
**Répartition par mode d'exercice pour 100 avocats (%)**

Mode d'exercice	2010	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>TOTAL hors Paris</b>	<b>100,0</b>						
A titre individuel	39,6	39,2	39,2	39,3	39,5	39,6	39,7
En qualité d'associé	31,3	31,8	31,9	31,7	32,0	32,1	32,7
En qualité de collaborateur	19,8	21,7	21,8	21,7	21,8	21,9	21,8
En qualité de salarié	9,4	7,2	7,1	7,3	6,8	6,4	5,8

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

**Figure 7**  
**- HORS PARIS -**  
**Evolution de la part de chacun des modes d'exercice entre 2010 et 2020**



Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

Entre 2010 et 2020, le nombre d'avocats des barreaux (hors barreau de Paris) a augmenté de 31,5%.

Ce sont les avocats exerçant en qualité de collaborateur et en qualité d'associé qui ont connu l'augmentation la plus forte (respectivement, +44,9% et +37,7%), suivis des avocats exerçant à titre individuel (+31,8%) - **Tableau 18** -.

**Tableau 18**  
**- HORS PARIS -**  
**Evolution du nombre d'avocats selon le mode d'exercice**  
**Variation 2010-2020 (%)**

Mode d'exercice	2010	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2010-2020 (%)
<b>TOTAL hors Paris</b>	<b>30 572</b>	<b>36 202</b>	<b>37 131</b>	<b>38 019</b>	<b>38 813</b>	<b>39 446</b>	<b>40 208</b>	<b>31,5</b>
A titre individuel	12 116	14 201	14 542	14 928	15 313	15 620	15 972	31,8
En qualité d'associé	9 556	11 529	11 863	12 058	12 404	12 654	13 154	37,7
En qualité de collaborateur	6 041	7 857	8 089	8 254	8 451	8 648	8 754	44,9
En qualité de salarié	2 859	2 615	2 637	2 779	2 645	2 524	2 328	-18,6

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -"

## 2.4 Des disparités d'un barreau à l'autre

La répartition des avocats selon le mode d'exercice diffère sensiblement d'un barreau à l'autre - **Tableau 19** -.

**Tableau 19**  
**Répartition des avocats selon le mode d'exercice en 2020 (%)**  
**Dix-neuf barreaux comptent plus de 500 avocats**

Barreau	TOTAL	Exerçant à titre individuel	Exerçant en qualité d'associé	Exerçant en qualité de collaborateur	Exerçant en qualité de salarié
<b>TOTAL</b>	<b>70 073</b>	<b>36,3</b>	<b>30,6</b>	<b>29,4</b>	<b>3,7</b>
<i>dont :</i>					
PARIS	29 865	31,6	27,9	<b>39,6</b>	0,9
LYON	3 438	25,7	34,4	<b>35,6</b>	4,3
HAUTS DE SEINE	2 358	17,2	19,9	30,9	<b>32,0</b>
MARSEILLE	2 245	<b>45,2</b>	26,0	26,4	2,4
BORDEAUX	1 732	<b>33,9</b>	28,8	32,3	5,0
TOULOUSE	1 636	<b>41,8</b>	27,9	27,8	2,5
LILLE	1 249	<b>40,5</b>	26,6	27,5	5,4
NANTES	1 116	22,8	<b>36,8</b>	28,9	11,5
MONTPELLIER	1 113	<b>43,9</b>	30,0	23,8	2,2
NICE	1 102	<b>59,2</b>	23,0	15,0	2,8
STRASBOURG	1 002	<b>39,4</b>	29,6	26,9	4,0
RENNES	860	21,6	<b>40,8</b>	25,1	12,4
AIX-en-PROVENCE	830	<b>46,3</b>	32,0	21,3	0,4
VERSAILLES	758	<b>56,1</b>	26,4	16,1	1,5
SEINE-SAINT-DENIS	604	<b>73,2</b>	13,4	13,2	0,2
GRASSE	598	<b>49,8</b>	29,8	18,1	2,3
VAL DE MARNE	577	<b>64,0</b>	19,8	14,7	1,6
GRENOBLE	575	36,5	<b>40,5</b>	19,5	3,5
ROUEN	519	35,1	<b>39,3</b>	19,7	6,0

Les statistiques détaillées par barreau et ressort de cour d'appel sont présentées en annexe 4 (tableau A8)

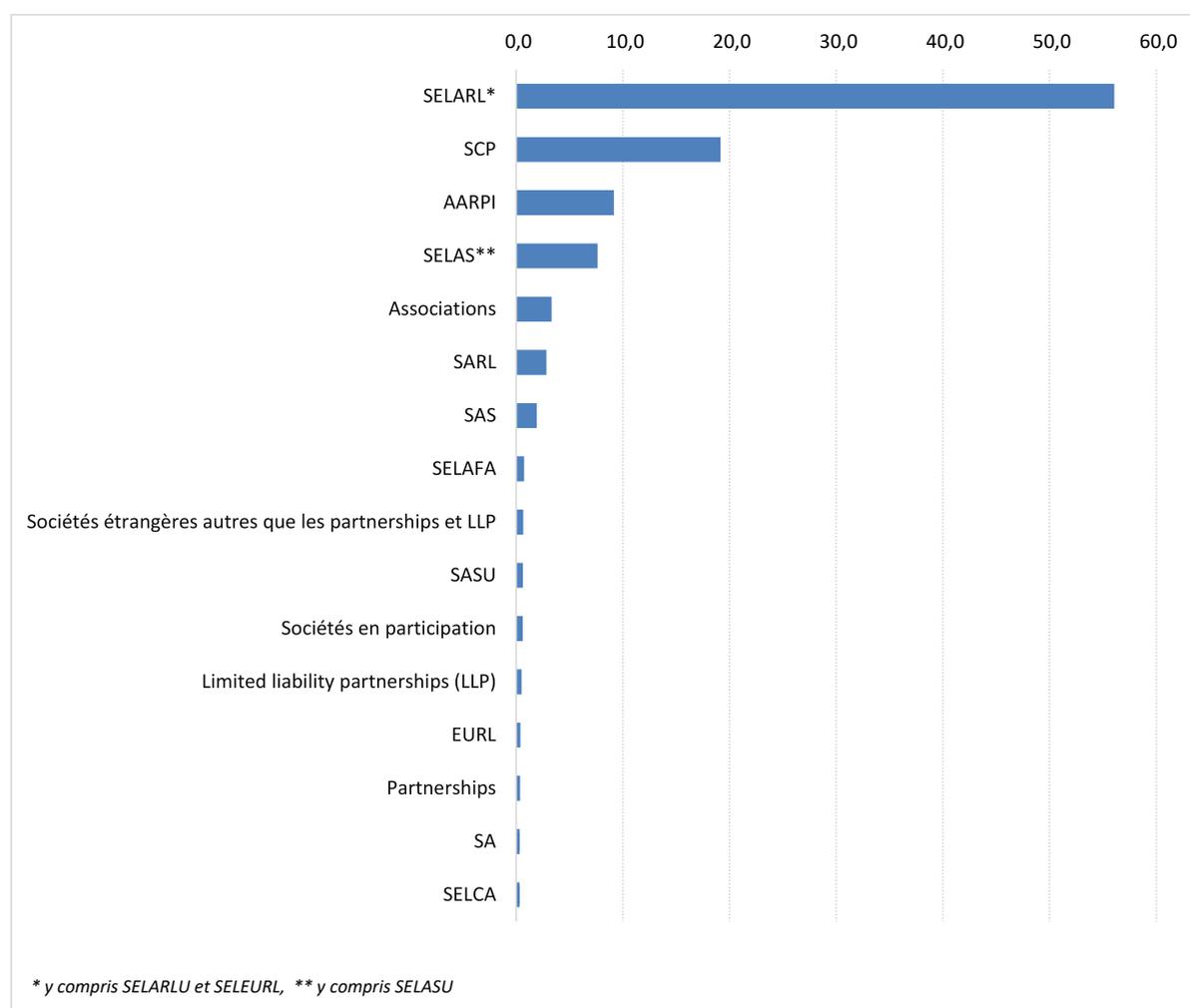
Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -"

Une majorité d'avocats exercent à titre individuel dans douze des dix-neuf plus grands barreaux. Comme les années précédentes, la répartition par mode d'exercice des avocats du barreau des Hauts de Seine est atypique puisque 32% d'entre eux exercent *en qualité de salarié*. Les barreaux de Nantes, Rennes, Grenoble et Rouen quant à eux, compte une majorité d'avocats exerçant *en qualité d'associé*. Enfin, les barreaux de Paris et Lyon, comptent une majorité de collaborateurs (respectivement 39,6% et 35,6%).

### 3 Les groupements d'exercice

Les avocats exerçant en groupe peuvent le faire au sein de différentes formes de structures. Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, on compte 10 557 groupements d'exercice dont la quasi-totalité sont des sociétés mono-professionnelles (10 520). Parmi celles-ci près des deux-tiers sont des sociétés d'exercice libéral, dont 56% de SELARL. Les sociétés civiles professionnelles (SCP) représentent 19% des groupements, suivies des associations (12%, y compris AARPI) – **Figure 7** -.

**Figure 8**  
Répartition des groupements d'exercice en 2020



Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

Au niveau national, le nombre moyen de groupements par barreau s'élève à 64 et à 42 hors barreau de Paris. Plus de la moitié des groupements se concentrent sur sept barreaux, dont plus d'un tiers dans le seul barreau de Paris.

Les SELARL<sup>5</sup> sont majoritaires dans tous ces barreau. Certaines formes de groupements d'exercice ne sont que très peu représentées, notamment les sociétés d'exercice libéral en commandite par actions (une à Lyon), les sociétés anonymes et les partnerships - **Tableau 20** -.

**Tableau 20**  
**Répartition des groupements d'exercice par barreaux en 2020 (%)**  
**Dix-huit barreaux comptent plus de 100 groupements**

Barreau	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SCP	SELARLU	AARPI	SELAS	Associations	SARL	SELASU	SAS	SELEURL	SELAFA	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	Autres**
<b>TOTAL</b>	<b>10 520</b>	<b>42,3</b>	<b>18,9</b>	<b>12,9</b>	<b>8,9</b>	<b>5,1</b>	<b>3,0</b>	<b>2,5</b>	<b>2,2</b>	<b>1,6</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>1,1</b>
PARIS	3 675	21,1	7,9	35,0	15,4	5,2	3,3	2,4	4,9	2,6	0,0	0,4	1,1	0,8
LYON	571	76,9	8,9	0,4	3,5	6,5	0,0	1,8	0,0	1,6	0,0	0,2	0,0	0,4
BORDEAUX	281	67,6	18,1	0,0	3,9	5,0	0,7	2,5	0,7	1,4	0,0	0,0	0,0	0,0
MARSEILLE	273	60,8	14,7	0,0	7,3	4,8	7,7	2,6	0,0	1,1	0,0	0,0	0,0	1,1
NANTES	238	54,2	6,3	3,4	5,5	2,5	1,7	18,5	0,8	3,8	0,8	0,4	0,0	2,1
TOULOUSE	220	45,5	27,3	4,1	8,2	7,7	0,9	3,2	1,8	0,9	0,0	0,5	0,0	0,0
VAL D'OISE	207	45,4	36,2	1,0	0,0	3,4	14,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
LILLE	192	51,0	13,0	0,0	12,5	6,8	6,8	5,7	0,0	3,6	0,0	0,0	0,0	0,5
MONTPELLIER	164	41,5	38,4	0,0	1,8	2,4	1,2	8,5	1,8	1,2	0,0	0,6	0,0	2,4
RENNES	157	68,8	14,0	0,0	5,1	3,8	0,6	3,8	0,0	0,0	1,9	0,0	0,0	1,9
NICE	148	56,8	19,6	0,0	11,5	7,4	2,7	0,0	0,0	1,4	0,7	0,0	0,0	0,0
AIX-en-PROVENCE	142	37,3	26,1	6,3	7,0	5,6	10,6	3,5	0,0	0,7	1,4	0,0	0,0	1,4
GRENOBLE	128	59,4	32,0	0,0	0,0	1,6	0,0	4,7	0,8	0,0	1,6	0,0	0,0	0,0
HAUTS DE SEINE	116	41,4	12,1	0,0	12,1	23,3	0,0	1,7	0,0	0,0	1,7	2,6	0,0	5,2
GRASSE	115	53,0	26,1	0,0	5,2	8,7	4,3	0,9	0,0	0,9	0,0	0,9	0,0	0,0
STRASBOURG	109	60,6	9,2	0,0	15,6	5,5	4,6	0,0	0,0	3,7	0,0	0,9	0,0	0,0
VERSAILLES	108	44,4	21,3	0,0	6,5	5,6	4,6	4,6	2,8	0,9	9,3	0,0	0,0	0,0
ROUEN	104	69,2	17,3	1,0	2,9	7,7	0,0	0,0	1,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0

\*Associations d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle, \*Sont inclus dans les « autres », les SASU, les sociétés en participation, les LLP, les EURL, les partnerships, les SA et les SELCA.

Les statistiques relatives à chaque barreau sont présentées en annexe 4 (tableau A9 et 10).

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

Entre 2010 et 2020, le nombre de groupements a augmenté de 73% passant de 6 066 à 10 520. Le nombre de SELARL a été multiplié par 1,8 étant passé de 2 536 à 4 453, tandis que celui des SCP a diminué de 10% - **Tableau 21** -.

La répartition selon les formes de groupements s'est modifiée au cours des années 2010-2020. En effet, la part des SCP est passée de 36% à 19%. Parallèlement, la part des SEL, toutes formes confondues a connu une progression importante, passant de 48% en 2010 à 64% en 2020.

Entre 2019 et 2020, parmi les cinq formes de groupements les plus représentées, ce sont les SELARLU (y compris SELEURL) qui ont le plus augmenté (+20%) - **Tableau 22** -.

<sup>5</sup> Y compris SELARLU et SELEURL

**Tableau 21**  
**Evolution du nombre de groupements d'exercice**  
**Variation 2019-2020 (%)**

Forme des groupements	2010	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Variation 2019-2020 (%)
<b>TOTAL</b>	<b>6 066</b>	<b>8 116</b>	<b>8 440</b>	<b>8 861</b>	<b>9 337</b>	<b>9 783</b>	<b>10 520</b>	<b>7,5</b>
SELARL	2 536	3 342	3 545	3 736	4 027	4 237	4 453	5,1
SCP	2 201	2 361	2 354	2 242	2 177	2 076	1 984	-4,4
SELARLU/SELEURL	82	737	810	936	1 030	1 183	1 414	19,5
AARPI	155	566	649	820	841	883	934	5,8
SELAS/SELASU	155	408	446	536	631	672	773	15,0
Associations	619	478	422	396	347	312	319	2,2
SARL	54	14	9	21	59	119	268	125,2
SAS	-	-	-	10	49	113	172	52,2
SELAFA	135	59	57	56	59	49	49	0,0
Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	8	36	39	38	36	37	40	8,1
Autres*	121	115	109	70	81	102	114	11,8

\*Associations d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle, \*Sont inclus dans les « autres », les SASU, les sociétés en participation, les LLP, les EURL, les partnerships, les SA et les SELCA.

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

**Tableau 22**  
**Evolution de la structure des groupements d'exercice (%)**

Forme des groupements	2010	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>						
SELARL	41,8	41,2	42,0	42,2	43,1	43,3	42,3
SCP	36,3	29,1	27,9	25,3	23,3	21,2	18,9
SELARLU/SELEURL	1,4	9,1	9,6	10,6	11,0	12,1	13,4
AARPI	2,6	7,0	7,7	9,3	9,0	9,0	8,9
SELAS/SELASU	2,6	5,0	5,3	6,0	6,8	6,9	7,3
Associations	10,2	5,9	5,0	4,5	3,7	3,2	3,0
SARL	0,9	0,2	0,1	0,2	0,6	1,2	2,5
SAS	-	-	-	0,1	0,5	1,2	1,6
SELAFA	2,2	0,7	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5
Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	0,1	0,4	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4
Autres*	2,0	1,4	1,3	0,8	0,9	1,0	1,1

\*Associations d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle, \*Sont inclus dans les « autres », les SASU, les sociétés en participation, les LLP, les EURL, les partnerships, les SA et les SELCA.

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

La loi Croissance a prévu la création, par voie d'habilitation, de sociétés pluri-professionnelles ayant pour objet l'exercice en commun de plusieurs des professions d'avocat, d'avocats aux Conseils d'Etat et à la Cour de cassation, de notaire, d'huissier de justice, de commissaire-priseur judiciaire, d'administrateur judiciaire, de mandataire judiciaire, de conseil en propriété industrielle et d'expert-comptable. Cette habilitation a conduit à l'adoption de l'ordonnance n° 2016-394 du 31 mars 2016 relative aux sociétés constituées pour l'exercice en commun de plusieurs professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé.

En 2020, les avocats ont fait très peu usage de cette nouvelle possibilité de créer des sociétés pluri-professionnelles. En effet, sur les 10 557 sociétés recensées, on dénombre seulement trente-sept sociétés composées de plusieurs professions, soit 0,4%. Dans treize cas, les structures concernées sont des SAS et dans dix autres, des SELARL (tableau annexe A10).

#### 4 Les sociétés de participations financières de profession libérale

Depuis le décret n°2004-852 du 23 août 2004 les avocats peuvent constituer une société de participations financières de profession libérale (SPFPL). Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, on dénombre 794 sociétés de participations financières de profession libérale. La grande majorité de ces sociétés possèdent un capital détenu exclusivement par des avocats (86%). Seules trente-quatre SPFPL ont un capital ouvert à d'autres professions. - **Tableau 23** -.

**Tableau 23**  
**Répartition des sociétés de participations financières de profession libérale**  
**Dix-huit barreaux comptent plus de dix SPFPL**

Barreau	TOTAL		dont le capital est détenu exclusivement par des avocats	dont le capital est ouvert à d'autres professions
	Nombre	%		
<b>TOTAL*</b>	<b>794</b>	<b>100,0</b>	<b>681</b>	<b>34</b>
<i>dont :</i>				
PARIS	263	33,1	247	16
LYON	117	14,7	117	0
RENNES	50	6,3	nd	nd
NANTES	32	4,0	32	0
BORDEAUX	20	2,5	18	2
SAINT-ETIENNE	18	2,3	18	0
LA ROCHE-SUR-YON	14	1,8	14	0
ROUEN	14	1,8	14	0
MARSEILLE	13	1,6	12	1
TOURS	13	1,6	13	0
TOULOUSE	12	1,5	12	0
BESANCON	11	1,4	11	0
ANNECY	11	1,4	11	0
LILLE	11	1,4	11	0
GRASSE	10	1,3	9	1
STRASBOURG	10	1,3	10	0
GRENOBLE	10	1,3	10	0
CLERMONT-FERRAND	10	1,3	10	0

\*hors nd

Les statistiques détaillées relatives au nombre de SPFPL sont présentées en annexe 4 (tableau A11).

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

Plus de la moitié des SPFPL sont réparties sur trois barreaux : ceux de Paris (33%), Lyon (14,7%) et Rennes (6,3%).

## 5 Les mentions de spécialisation

Le décret n°2011-1985 du 28 décembre 2011 détermine les conditions d'obtention et d'usage des mentions de spécialisation des avocats. Avec ce texte, le régime de l'accès aux mentions de spécialisation a substantiellement été simplifié, et orienté vers une logique essentiellement professionnelle. Les avocats passent un entretien-discussion avec un jury spécialisé qui procède à leur audition, à partir des éléments de leur dossier, dont l'objectif est de valider leurs compétences professionnelles. Egalement dans une optique de simplification, le décret a limité à deux le nombre des mentions susceptibles d'être usitées par un même avocat. Les avocats spécialisés sont par ailleurs astreints à une obligation de formation continue renforcée dans le ou les domaines de la spécialité dont ils ont le droit de faire usage

L'arrêté du 28 décembre 2011 fixe la liste des mentions de spécialisation en usage dans la profession d'avocat.

### 5.1 Forte concentration des mentions de spécialisation

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, 7 990 mentions de spécialisation ont été recensées au niveau national. On observe ici encore une forte concentration géographique : huit barreaux regroupent la moitié des mentions de spécialisation. Les avocats du barreau de Paris arrivent en tête avec 1 715 mentions, soit 21% de l'ensemble. Parallèlement, dans treize barreaux, les avocats ne sont titulaires d'aucune mention.

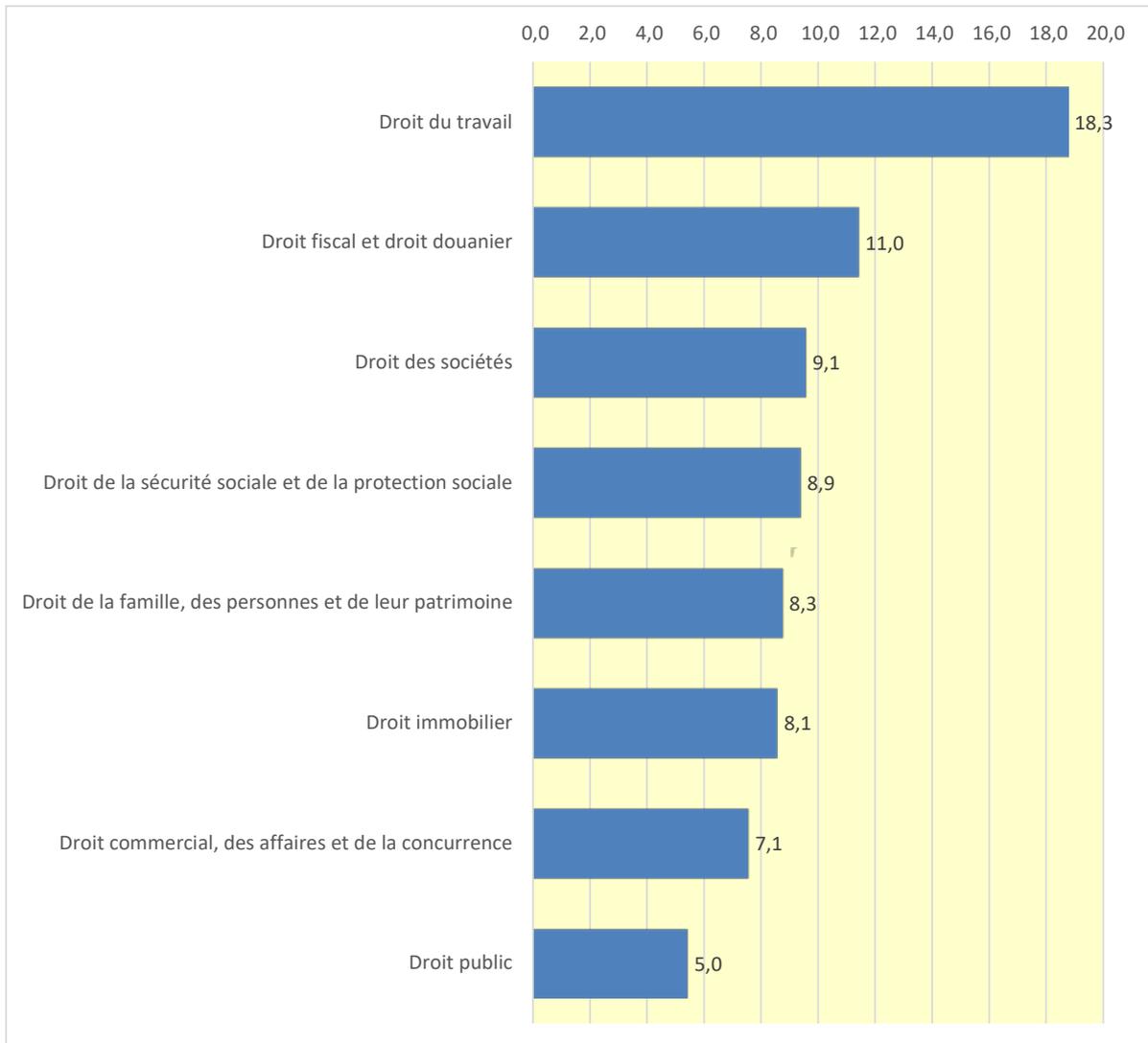
**Tableau 24**  
**Huit barreaux concentrent la moitié des mentions de spécialisation**

Barreau	Nombre de mentions de spécialisation	%	Cumul (%)
<b>TOTAL FRANCE ENTIERE</b>	<b>7 990</b>	<b>100,0</b>	
<i>dont :</i>			
PARIS	1 715	21,5	21,5
LYON	513	6,4	27,9
MARSEILLE	397	5,0	32,9
BORDEAUX	322	4,0	36,9
MONTPELLIER	297	3,7	40,6
LILLE	266	3,3	43,9
HAUTS DE SEINE	263	3,3	47,2
TOULOUSE	238	3,0	50,2

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

Plus de la moitié des mentions sont concentrées sur cinq spécialités. Le droit du travail arrive en première position, représentant 18,3% des mentions, suivi du droit fiscal et douanier (11%), du droit des sociétés (9,1%), du droit de la sécurité sociale (8,9%) et enfin du droit de la famille et des personnes (8,3%) - **Figure 8** -.

**Figure 9**  
**Répartition des mentions de spécialisation au 1er janvier 2020**  
**Plus des trois-quarts des mentions sont concentrées sur huit spécialités**



*Les statistiques relatives à chaque barreau sont présentées en annexe 4 (tableau A12)*  
 Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

Faible au plan national, la part de certaines mentions de spécialisation peut être non négligeable localement. Ainsi, le droit rural par exemple qui représente moins de 1% des mentions au plan national, s'élève à plus de 10% dans treize barreaux. Il s'agit souvent de barreaux dans lesquels le nombre total de mentions est réduit (inférieur à 30).

## 5.2 Proportion d'avocats titulaires d'une mention de spécialisation

Toutes matières confondues, le taux de spécialisation des avocats s'élève à 11,4%. Ce taux varie considérablement d'un barreau à l'autre. Ainsi, parmi les barreaux composés de plus de cent avocats, ce taux s'élève à 32% au barreau d'Epinal (35 mentions de spécialisations pour 110 avocats) et à 0 devant celui de Saint-Nazaire.

## 5.3 Un nombre de mentions de spécialisation qui varie

Après avoir connu une baisse en 2016 et 2017, le nombre de mentions a enregistré une légère hausse en 2018, qui s'est poursuivie en 2019. On relève à nouveau une baisse entre 2019 et 2020, leur nombre étant passé de 8 487 à 7 990 (-6%).

## 6 Les avocats étrangers inscrits à un barreau français

### 6.1 La répartition géographique des avocats étrangers

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, 2 579 avocats étrangers ont été recensés sur l'ensemble du territoire, soit 64% de plus qu'en 2010 (1 010 avocats étrangers supplémentaires). Parmi les quinze barreaux qui comptent au moins dix avocats étrangers, les augmentations relatives les plus fortes concernent les barreaux de Versailles et Nantes. Avec 752 avocats supplémentaires, le barreau de Paris a quant à lui participé à l'augmentation globale à hauteur de 74%.

#### 6.1.1 Très forte concentration géographique des avocats étrangers

Les avocats étrangers sont inscrits au tableau de soixante-et-onze barreaux, dont plus des trois-quarts à celui de Paris (1 950). Avec 3,4%, le barreau des Hauts de Seine arrive en seconde position (88) - **Tableau 25** -. Notons que trente-deux barreaux ne comptent qu'un seul avocat étranger et que quatre-vingt-treize n'en comptent aucuns.

**Tableau 25**  
**Nombre d'avocats étrangers par barreau**  
**Quinze barreaux comptent plus de dix avocats étrangers**

Barreau	Nombre total d'avocats	Avocats étrangers			Proportion d'avocats étrangers (%)
		Nombre	%	Cumul (%)	
<b>TOTAL</b>	<b>70 073</b>	<b>2 579</b>	<b>100,0</b>		<b>3,7</b>
<i>dont :</i>					
PARIS	29 865	1 950	75,6	75,6	6,5
HAUTS DE SEINE	2 358	88	3,4	79,0	3,7
LYON	3 438	64	2,5	81,5	1,9
BORDEAUX	1 732	51	2,0	83,5	2,9
MARSEILLE	2 245	44	1,7	85,2	2,0
VERSAILLES	758	41	1,6	86,8	5,4
TOULOUSE	1 636	35	1,4	88,1	2,1
LILLE	1 249	33	1,3	89,4	2,6
SEINE-SAINT-DENIS	604	32	1,2	90,7	5,3
STRASBOURG	1 002	28	1,1	91,7	2,8
NICE	1 102	20	0,8	92,5	1,8
ESSONNE	364	20	0,8	93,3	5,5
VAL DE MARNE	577	20	0,8	94,1	3,5
NANTES	1 116	11	0,4	94,5	1,0
AIX-en-PROVENCE	830	10	0,4	94,9	1,2

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

Les avocats étrangers représentent 3,7% de l'ensemble des avocats inscrits à un barreau français. Pour les barreaux dans lesquels ils sont les plus nombreux, cette part varie de 6,5% pour le barreau de Paris à 1% à Nantes.

### 6.1.2 Nationalité des avocats étrangers exerçant dans des barreaux français

Parmi les 2 579 avocats étrangers recensés en 2020, 1 190, soit 46% sont originaires d'un pays de l'Union européenne, pour la plus grande part d'Allemagne et du Royaume-Uni (respectivement, 8,4% et 8,2%).

Depuis dix ans, le nombre des avocats de l'Union européenne inscrits à un barreau français a fortement augmenté passant de 812 à 1 190 (+47%). Cette hausse pourrait s'expliquer par la mise en œuvre de plusieurs directives européennes visant à faciliter l'exercice de la profession d'avocats dans un Etat membre de l'Union européenne autre que celui où la qualification professionnelle a été acquise.

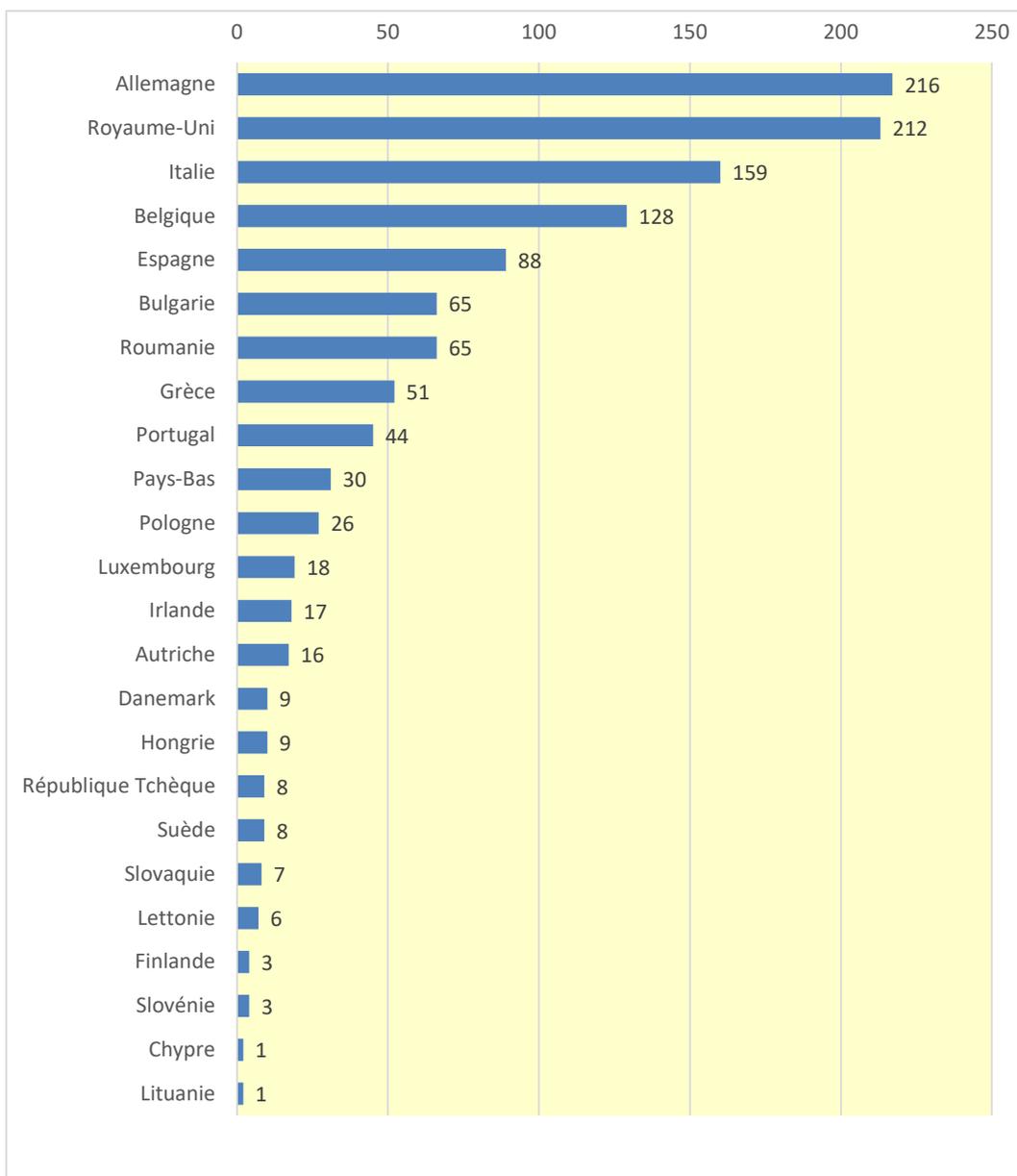
Hors Union européenne, les avocats sont principalement originaires d'un pays d'Afrique (29,3%) et d'Amérique du Nord (8,6%) - **Tableau 26 et Figures 9 et 10** -.

**Tableau 26**  
**Répartition des avocats étrangers selon les nationalités**  
**les plus représentées au 1<sup>er</sup> janvier 2020**

Nationalité	Nombre d'avocats étrangers	%
<b>TOTAL</b>	<b>2 579</b>	<b>100,0</b>
<b>TOTAL Union Européenne</b>	<b>1 190</b>	<b>46,1</b>
<i>dont :</i>		
Allemagne	216	8,4
Royaume-Uni	212	8,2
Italie	159	6,2
Belgique	128	5,0
Espagne	88	3,4
Bulgarie	65	2,5
Roumanie	65	2,5
Grèce	51	2,0
Portugal	44	1,7
Pays-Bas	30	1,2
Pologne	26	1,0
Luxembourg	18	0,7
Irlande	17	0,7
Autriche	16	0,6
<b>TOTAL hors Union Européenne</b>	<b>1 389</b>	<b>53,9</b>
<i>dont :</i>		
Afrique hors Maghreb	452	17,5
Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie)	304	11,8
Etats-Unis	145	5,6
Europe centrale et orientale	86	3,3
Amérique centrale et du Sud	86	3,3
Canada	77	3,0
Proche et Moyen-Orient	66	2,6
Chine	44	1,7
Océan indien (Maurice, Madagascar, Comores)	32	1,2
Europe occidentale (hors UE, Suisse, Islande, Liechtenstein, Norvège)	28	1,1
Asie non francophone (hors Chine et Japon)	21	0,8
Confédération Suisse	17	0,7

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

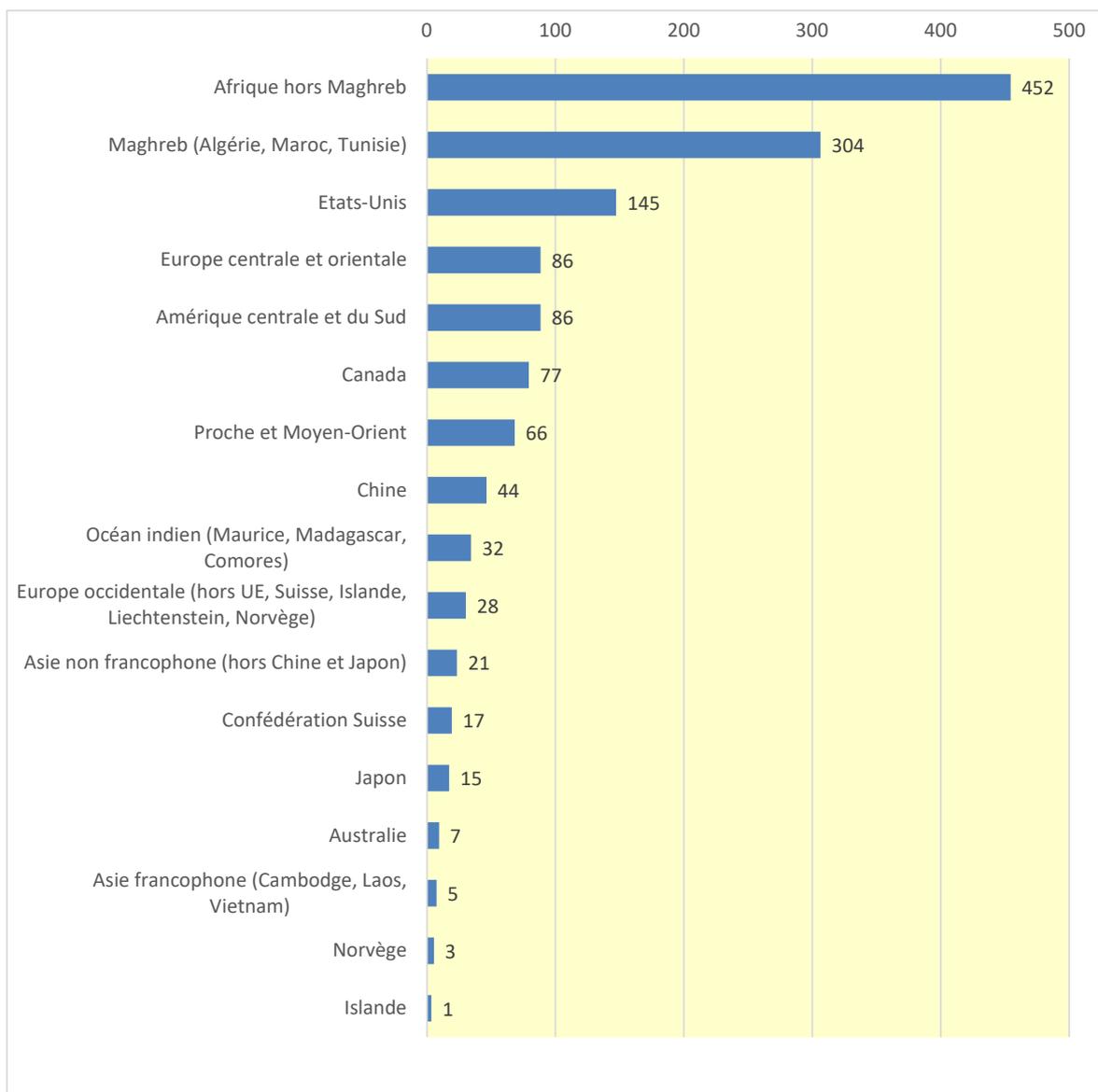
**Figure 10**  
**Nombre d'avocats étrangers selon la nationalité en 2020**  
**- Union Européenne -**



Les statistiques plus détaillées sont présentées en annexe 4 (tableau A13)

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat -situation au 1er janvier 2020"

**Figure 11**  
**Nombre d'avocats étrangers selon la nationalité en 2020**  
**- Hors Union Européenne -**



Les statistiques plus détaillées sont présentées en annexe 4 (tableau A13)  
 Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat -situation au 1er janvier 2020-"

## 6.2 Exercice de la profession d'avocat par les ressortissants des Etats membres de l'Union européenne selon qu'ils exercent sous le titre français d'avocat ou leur titre d'origine

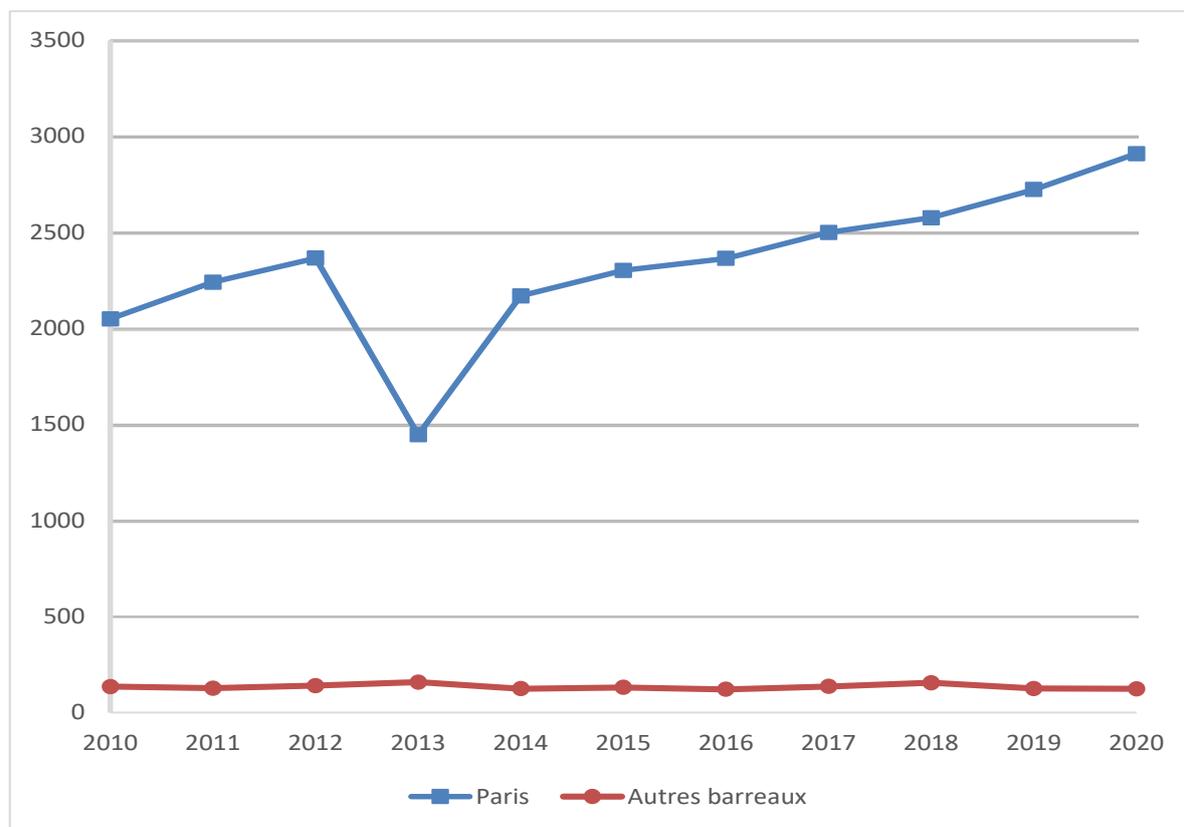
Sur les 1 190 avocats étrangers issus d'un pays de l'Union européenne, plus de huit sur dix exercent sous le titre français d'avocat<sup>6</sup>. Pour les deux nationalités les plus représentées, cette proportion atteint 81,5% pour les avocats d'origine allemande et 73,6% pour ceux originaires du Royaume-Uni (tableau annexe A14).

<sup>6</sup> Il s'agit des avocats ayant passé l'examen de l'article 99 du décret du 27/11/1991 ou ayant bénéficié de l'assimilation de l'article 89 de la loi du 31/12/1971 (Réforme de la loi du 11/02/2004).

## 7 Les avocats de nationalité française également inscrits à un barreau étranger<sup>7</sup>

Au 1<sup>er</sup> janvier 2020, 3 033 avocats sont inscrits à la fois à un barreau français et à un barreau étranger, soit 4,3% des avocats.

**Figure 12**  
**Evolution du nombre d'avocats inscrits à un barreau étranger entre 2010 à 2020**



Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1<sup>er</sup> janvier 2020 -"

Devant le barreau de Paris, la forte baisse observée entre 2012 et 2013 est imputable à une modification d'enregistrement de ces avocats<sup>8</sup> - **Figure 11** -.

En 2020, le nombre d'avocats parisiens inscrits à un barreau étranger atteint un effectif de 2 910 (soit 10% d'entre eux). Celui relatif aux autres barreaux reste relativement stable, autour de 130 (0,3%). La quasi-totalité concerne donc des avocats inscrits au barreau de Paris (96%), les 4% restant se répartissant entre quarante-deux autres barreaux, notamment ceux de Marseille (18), de Strasbourg (14) et de Bordeaux (10) (voir annexe 4, tableau A17).

Sur les 1 774 avocats inscrits également dans un barreau d'un pays de l'Union européenne, près de quatre sur dix le sont au Royaume-Uni (37%) et 41% se partagent entre la Belgique (21%), l'Allemagne (10%) et le Luxembourg (10%).

Hors Union européenne, six avocats sur dix sont inscrits dans un barreau d'Amérique du Nord - Etats-Unis (52%) ou du Canada (9%) - et 9,4% en Suisse - **Tableau 27** - (voir annexe 4, tableau A16).

<sup>7</sup> Le nombre d'avocats de nationalité étrangère inscrits à la fois à un barreau français et à un barreau étranger n'est pas connu.

<sup>8</sup> En effet, au 1<sup>er</sup> janvier 2013, les avocats en omission et mis en congés ont été retirés contrairement aux autres années où ils étaient intégrés.

**Tableau 27**  
**Répartition des avocats également inscrits à un barreau étranger selon les pays les plus représentés au 1<sup>er</sup> janvier 2020**

Pays	Nombre	%	% (pour 100 UE et pour 100 hors UE)
<b>TOTAL</b>	<b>3 033</b>	<b>100,0</b>	
<b>TOTAL Union Européenne</b>	<b>1 774</b>	<b>58,5</b>	<b>100,0</b>
<i>dont :</i>			
Royaume-Uni	654	21,6	36,9
Belgique	364	12,0	20,5
Luxembourg	183	6,0	10,3
Allemagne	177	5,8	10,0
Espagne	134	4,4	7,6
Italie	93	3,1	5,2
Grèce	28	0,9	1,6
Roumanie	28	0,9	1,6
<b>TOTAL hors Union Européenne</b>	<b>1 259</b>	<b>41,5</b>	<b>100,0</b>
<i>dont :</i>			
Etats-Unis	652	21,5	51,8
Confédération Suisse	118	3,9	9,4
Canada	108	3,6	8,6
Amérique centrale et du Sud	72	2,4	5,7
Proche et Moyen-Orient	72	2,4	5,7
Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie)	67	2,2	5,3
Afrique hors Maghreb	64	2,1	5,1
Asie non francophone (hors Chine et Japon)	41	1,4	3,3

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat -situation au 1er janvier 2020-"

## 8 Les bureaux secondaires et sociétés inter-barreaux

Aux termes de l'article 8-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, l'avocat peut établir un ou plusieurs bureaux secondaires, après déclaration au conseil de l'ordre du barreau auquel il appartient. Lorsque le bureau secondaire est situé dans le ressort d'un barreau différent de celui où est établie sa résidence professionnelle, l'avocat doit en outre demander l'autorisation du conseil de l'ordre du barreau dans le ressort duquel il envisage d'établir un bureau secondaire. En application de l'article 95 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat, le conseil de l'ordre arrête le tableau qui comprend la section des personnes physiques et la section des personnes morales. L'ouverture d'un bureau secondaire dans le ressort du barreau auprès duquel l'avocat est inscrit est portée sur le tableau après le nom de l'avocat. La liste des avocats qui ont été autorisés à ouvrir un bureau secondaire dans le ressort du barreau alors qu'ils ne sont pas inscrits au tableau de ce barreau est annexée à ce tableau.

## 8.1 Bureaux secondaires ouverts dans le ressort des barreaux par des avocats non-inscrits à ces barreaux

Le nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort des barreaux par des avocats non-inscrits à ces barreaux a augmenté de 37% entre 2010 et 2020, passant de 972 à 1 330. En 2020, plus de la moitié d'entre eux sont situés dans dix-sept barreaux, dont 17% dans celui de Paris et 5,5% dans celui de Bordeaux. Dix-neuf barreaux ne comptent aucun bureau secondaire - **Tableau 28** -.

**Tableau 28**  
**Répartition des bureaux secondaires (%)**  
**Plus de la moitié des bureaux secondaires sont répartis sur dix-sept barreaux**

Barreau	Nombre de bureaux secondaires	%	Cumul (%)
<b>TOTAL</b>	<b>1 330</b>	<b>100,0</b>	
<i>dont :</i>			
PARIS	225	16,9	16,9
BORDEAUX	73	5,5	22,4
LYON	60	4,5	26,9
MARSEILLE	48	3,6	30,5
AIX-en-PROVENCE	35	2,6	33,2
TOULOUSE	28	2,1	35,3
ESSONNE	26	2,0	37,2
NICE	24	1,8	39,0
ANNECY	23	1,7	40,8
BAYONNE	23	1,7	42,5
LILLE	22	1,7	44,1
NANTES	20	1,5	45,6
AIN	19	1,4	47,1
LIBOURNE	18	1,4	48,4
GRASSE	17	1,3	49,7
NIMES	17	1,3	51,0
VAL D'OISE	17	1,3	52,3

*Les statistiques relatives à chaque barreau sont présentées en annexe 4 (tableau A18).*

*Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"*

## 8.2 Bureaux secondaires ouverts dans le ressort des barreaux par des avocats inscrits à ces barreaux

Le nombre de bureaux secondaires ouverts dans le ressort des barreaux par des avocats inscrits à ces barreaux s'élève à 1 866.

En 2020, plus de la moitié d'entre eux sont situés dans dix-sept barreaux, dont 11% dans celui de Bordeaux et 5,6% dans celui d'Aix-en-Provence. Paris ne compte que quatorze bureaux secondaires de ce type. Enfin, trente-quatre barreaux ne comptent aucun bureau secondaire - **Tableau 29** -.

**Tableau 29**  
**Répartition des bureaux secondaires (%)**  
**Plus de la moitié des bureaux secondaires sont répartis sur dix-sept barreaux**

Barreau	Nombre de bureaux secondaires	%	Cumul (%)
<b>TOTAL</b>	<b>1 866</b>	<b>100,0</b>	
<i>dont :</i>			
BORDEAUX	206	11,0	11,0
AIX-en-PROVENCE	105	5,6	16,7
TOULOUSE	80	4,3	21,0
LYON	72	3,9	24,8
MONTPELLIER	54	2,9	27,7
ROUEN	52	2,8	30,5
CLERMONT-FERRAND	47	2,5	33,0
NANCY	43	2,3	35,3
RENNES	39	2,1	37,4
SAINT-ETIENNE	39	2,1	39,5
TOULON	39	2,1	41,6
ESSONNE	34	1,8	43,4
GUADELOUPE	33	1,8	45,2
AIN	30	1,6	46,8
NIMES	30	1,6	48,4
GRENOBLE	29	1,6	49,9
AMIENS	29	1,6	51,5

*Les statistiques relatives à chaque barreau sont présentées en annexe 4 (tableau A18).*

*Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"*

## 8.3 Bureaux secondaires ouverts dans d'autres barreaux par des avocats inscrits à ces barreaux

Le nombre de bureaux secondaires ouverts dans d'autres barreaux par des avocats inscrits à ces barreaux s'élève à 1 806.

En 2020, les trois-quarts d'entre eux sont situés dans six barreaux, dont 53% dans celui de Paris et 10% dans celui de Lyon. Soixante-treize barreaux ne comptent aucun bureau secondaire de ce type - **Tableau 30** -.

**Tableau 30**  
**Répartition des bureaux secondaires (%)**  
**Les trois-quarts des bureaux secondaires sont répartis sur six barreaux**

Barreau	Nombre de bureaux secondaires	%	Cumul (%)
<b>TOTAL</b>	<b>1 806</b>	<b>100,0</b>	
<i>dont :</i>			
PARIS	952	52,7	52,7
LYON	181	10,0	62,7
HAUTS DE SEINE	78	4,3	67,1
TOULOUSE	64	3,5	70,6
BORDEAUX	52	2,9	73,5
AIX-en-PROVENCE	31	1,7	75,2

*Les statistiques relatives à chaque barreau sont présentées en annexe 4 (tableau A18).*

*Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"*

#### 8.4 Sociétés inter-barreaux inscrites au tableau

Le nombre de sociétés inter-barreaux inscrites au tableau s'élève à 1 058.

En 2020, plus de la moitié d'entre elles sont situées dans quinze barreaux, dont 13,5% dans celui de Paris et 7,6% dans celui de Lyon. Trente-sept barreaux ne comptent aucune société inter-barreaux - **Tableau 31** -.

**Tableau 31**  
**Répartition des sociétés inter-barreaux (%)**  
**Plus de la moitié des sociétés inter-barreaux sont répartis sur quinze barreaux**

Barreau	Nombre de sociétés inter-barreaux	%	Cumul (%)
<b>TOTAL</b>	<b>1 058</b>	<b>100,0</b>	
<i>dont :</i>			
PARIS	143	13,5	13,5
LYON	80	7,6	21,1
BORDEAUX	49	4,6	25,7
ROUEN	41	3,9	29,6
HAUTS DE SEINE	36	3,4	33,0
MARSEILLE	36	3,4	36,4
VERSAILLES	32	3,0	39,4
MONTPELLIER	21	2,0	41,4
LILLE	20	1,9	43,3
STRASBOURG	17	1,6	44,9
BAYONNE	17	1,6	46,5
CAEN	17	1,6	48,1
TOULOUSE	16	1,5	49,6
RENNES	16	1,5	51,1
DRAGUIGNAN	16	1,5	52,6

*Les statistiques relatives à chaque barreau sont présentées en annexe 4 (tableau A18).*

*Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"*

## 9 La discipline des avocats

Aux termes des articles 22 et 25-1 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 et de l'article 183 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991, l'avocat auteur d'une contravention aux lois et règlements, d'une infraction aux règles professionnelles ou d'un manquement à la probité, à l'honneur ou à la délicatesse est passible de sanction devant le Conseil de discipline. Les sanctions disciplinaires encourues varient en fonction de la gravité de la faute commise. Celles-ci sont fixées aux articles 184 et 184-1 du décret précité.

### 9.1 Les enquêtes déontologiques

Au cours de l'année 2019, 204 enquêtes déontologiques ont été initiées, soit par le Bâtonnier dans la grande majorité des cas (93%), soit à la demande du Procureur général (7%).

Ces enquêtes déontologiques ont ainsi été initiées à l'égard de 0,3 % des avocats inscrits à un barreau français.

80% des enquêtes clôturées en 2019 ont donné lieu à un classement et 19% ont abouti à l'ouverture d'une procédure disciplinaire.

**Tableau 32**  
**Nombre d'enquêtes déontologiques et issues de la procédure**

	France entière*	
	Nombre	%
<b>Enquêtes déontologiques</b>		
<b>Total</b>	<b>204</b>	<b>100,0</b>
Enquêtes initiées par le <b>Bâtonnier</b> au cours de l'année 2019	190	93,1
Enquêtes initiées à la demande du <b>Procureur général</b> au cours de l'année 2019	14	6,9
Enquêtes en cours au 1er janvier 2020	80	
Enquêtes clôturées au cours de l'année 2019	146	
<b>Issues de la procédure d'enquête déontologique</b>		
<b>Total</b>	<b>162</b>	<b>100,0</b>
Enquêtes ayant donné lieu à classement au cours de l'année 2019	129	79,6
Enquêtes ayant donné lieu à ouverture d'une procédure disciplinaire au cours de l'année 2019	31	19,1
Enquêtes ayant donné lieu en parallèle à suspension provisoire au cours de l'année 2019	2	1,2

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

## 9.2 Saisines de l'instance disciplinaire et décisions rendues

Lorsque le conseil de discipline est saisi, c'est à l'initiative du Bâtonnier là encore dans la grande majorité des cas (95%). Le motif de la saisine est le plus souvent sans lien avec une procédure pénale.

Parmi les décisions prononcées, 9% aboutissent à une relaxe. Parallèlement, dans plus de neuf décisions sur dix, le conseil de discipline prononce une sanction (138). Dans 35% des cas, il s'agit d'une interdiction temporaire (avec ou sans sursis) et dans plus d'un quart des cas d'une peine assortie d'une privation. On relève que le blâme est très rarement prononcé.

Enfin, on relève que ces décisions vont aboutir à une sanction pour deux avocats pour mille.

**Tableau 33**  
**Nombre de saisines du conseil de discipline et décisions rendues**

	France entière		
	Nombre	%*	%**
<b>Saisines de l'instance disciplinaire</b>			
<b>Saisine du conseil de discipline au cours de l'année 2019</b>	<b>118</b>	<b>100,0</b>	
- par le <b>Bâtonnier</b>	112	94,9	
- par le <b>Procureur général</b>	6	5,1	
Procédures disciplinaires en cours au 1er janvier 2020	148		
Décisions disciplinaires prononcées au cours de l'année 2019	91		
<b>Motifs de saisine du conseil de discipline</b>			
- sans lien avec une procédure pénale	112		
- en lien avec une procédure pénale	21		
<b>Décisions rendues en matière disciplinaire</b>			
<b>Total</b>	<b>151</b>	<b>100,0</b>	
Relaxe	13	8,6	
<b>Sous-total sanctions prononcées</b>	<b>138</b>	<b>91,4</b>	<b>100,0</b>
Avertissement	16	10,6	11,6
Blâme	6	4,0	4,3
Interdiction temporaire avec sursis	23	15,2	16,7
Interdiction temporaire pour partie avec sursis	9	6,0	6,5
Interdiction temporaire sans sursis	16	10,6	11,6
Radiation	15	9,9	10,9
Retrait de l'honorariat	0	0,0	0,0
Peine accessoire de publication de la peine	17	11,3	12,3
Peine assortie d'une privation	36	23,8	26,1
*			

Source : Ministère de la justice, DACS, Pôle d'évaluation de la justice civile, "Statistique sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020-"

Le nombre de recours exercés, à l'encontre des décisions du conseil de discipline devant la cour d'appels, atteint quarante-quatre.

### ANNEXE 1 - Liste de correspondance de noms des barreaux

Barreau avant réforme (jusqu'en 2010)	Barreau après réforme (de 2011 à 2013)	Barreau de rattachement	Barreau à partir de 2014	Réouverture en septembre 2014
<b>ABBEVILLE</b>	<i>Supprimé à compter du 1/01/2011</i>	<b>AMIENS</b>		
AGEN	AGEN			
AIX-en-PROVENCE	AIX-en-PROVENCE			
AJACCIO	AJACCIO			
ALBERTVILLE	ALBERTVILLE			
ALBI	ALBI			
ALENCON	ALENCON			
ALES	ALES			
AMIENS	AMIENS			
ANGERS	ANGERS			
ANGOULEME	CHARENTE			
ANNECY	ANNECY			
ARGENTAN	ARGENTAN			
ARRAS	ARRAS			
AUCH	AUCH		<b>GERS</b>	
AURILLAC	AURILLAC			
AUXERRE	AUXERRE			
AVESNES-sur-HELPE	AVESNES-sur-HELPE			
AVIGNON	AVIGNON			
<b>AVRANCHES</b>	<i>Supprimé à compter du 1/01/2011</i>	<b>COUTANCES</b>		
BASSE-TERRE	GUADELOUPE			
BASTIA	BASTIA			
BAYONNE	BAYONNE			
BEAUVAIS	BEAUVAIS			
BELFORT	BELFORT			
<b>BELLEY</b>	<i>Supprimé à compter du 1/10/2009</i>	<b>AIN</b>		
BERGERAC	BERGERAC			
<b>BERNAY</b>	<i>Supprimé à compter du 1/01/2011</i>	<b>EVREUX</b>		
BESANCON	BESANCON			
BETHUNE	BETHUNE			
BEZIERS	BEZIERS			
BLOIS	BLOIS			
BOBIGNY	SEINE-SAINT-DENIS			

Barreau avant réforme (jusqu'en 2010)	Barreau après réforme (de 2011 à 2013)	Barreau de rattachement	Barreau à partir de 2014	Réouverture en septembre 2014
BONNEVILLE BORDEAUX BOULOGNE-sur-MER BOURG-en-BRESSE BOURGES BOURGOIN-JALLIEU <i>BRESSUIRE</i>	BONNEVILLE BORDEAUX BOULOGNE-sur-MER AIN BOURGES BOURGOIN-JALLIEU <i>Supprimé à compter du 6/09/2010</i>	<i>DEUX-SEVRES</i>		
BREST BRIEY BRIVE-la-GAILLARDE CAEN CAHORS CAMBRAI CARCASSONNE CARPENTRAS CASTRES CAYENNE <i>CAYENNE</i>	BREST BRIEY CORREZE CAEN CAHORS CAMBRAI CARCASSONNE CARPENTRAS CASTRES GUYANE <i>Voir CA CAYENNE à compter du 1/01/2012</i>		LOT	
CHALONS EN CHAMPAGNE CHALON-sur-SAONE CHAMBERY CHARLEVILLE- MEZIERES CHARTRES CHATEAUX CHAUMONT CHERBOURG CLERMONT-FERRAND COLMAR COMPIEGNE COUTANCES CRETEIL CUSSET DAX DIEPPE DIGNE DIJON <i>DINAN</i> <i>DOLE</i>	CHALONS EN CHAMPAGNE CHALON-sur-SAONE CHAMBERY ARDENNES CHARTRES CHATEAUX CHAUMONT CHERBOURG CLERMONT-FERRAND COLMAR COMPIEGNE COUTANCES VAL DE MARNE CUSSET-VICHY DAX DIEPPE DIGNE DIJON <i>Supprimé à compter du 1/01/2011</i> <i>Supprimé à compter du 1/01/2011</i>	<i>SAINT-MALO</i> <i>JURA</i>	HAUTE-MARNE  ALPES-DE-HAUTE- PROVENCE	
DOUAI DRAGUIGNAN DUNKERQUE EPINAL	DOUAI DRAGUIGNAN DUNKERQUE EPINAL			

Barreau avant réforme (jusqu'en 2010)	Barreau après réforme (de 2011 à 2013)	Barreau de rattachement	Barreau à partir de 2014	Réouverture en septembre 2014
EVREUX EVRY FOIX FONTAINEBLEAU FORT-de-FRANCE GAP GRASSE GRENOBLE GUERET	EURE ESSONNE FOIX FONTAINEBLEAU FORT-de-FRANCE HAUTES-ALPES GRASSE GRENOBLE CREUSE		EVREUX  ARIEGE  MARTINIQUE	
GUINGAMP	<i>Supprimé à compter du 1/01/2011</i>	SAINT-BRIEUC		
HAZEBROUCK	<i>Supprimé à compter du 1/01/2011</i>	DUNKERQUE		
LA ROCHELLE LA ROCHE-sur-YON LAON LAVAL LE HAVRE LE MANS LE PUY-en-VELAY LES SABLES- d'OLONNE LIBOURNE LILLE LIMOGES LISIEUX LONS-le-SAUNIER LORIENT	LA ROCHELLE - ROCHEFORT LA ROCHE-SUR-YON LAON LAVAL LE HAVRE LE MANS LE PUY-en-VELAY LES SABLES- D'OLONNE LIBOURNE LILLE LIMOGES LISIEUX JURA LORIENT		LA ROCHELLE       HAUTE LOIRE	
LURE	<i>Supprimé à compter du 1/01/2011</i>	HAUTE-SAONE		
LYON	LYON			
MACON	MACON		MACON- CHAROLLES	
MARMANDE	<i>Supprimé à compter du 1/01/2011</i>	AGEN		
MARSEILLE MAYOTTE MEAUX MELUN MENDE METZ MEUSE	MARSEILLE MAYOTTE MEAUX MELUN LOZERE METZ MEUSE			
MILLAU	<i>Supprimé à compter du 1/10/2009</i>	AVEYRON		
MONTARGIS MONTAUBAN MONTBELIARD	MONTARGIS MONTAUBAN MONTBELIARD		TARN-ET- GARONNE	
MONTBRISON	<i>Supprimé à compter du 1/01/2011</i>	SAINT-ETIENNE		
MONT-de-MARSAN MONTLUCON MONTPELLIER	MONT-de-MARSAN MONTLUCON MONTPELLIER			
MORLAIX	<i>Supprimé à compter du 1/01/2011</i>	BREST		

Barreau avant réforme (jusqu'en 2010)	Barreau après réforme (de 2011 à 2013)	Barreau de rattachement	Barreau à partir de 2014	Réouverture en septembre 2014
MOULINS MULHOUSE NANCY NANTERRE NANTES NARBONNE NEVERS NICE NIMES NIORT NOUMEA (TPI) ORLEANS PAPEETE (TPI) PARIS PAU PERIGUEUX	MOULINS MULHOUSE NANCY HAUTS DE SEINE NANTES NARBONNE NEVERS NICE NIMES NIORT - BRESSUIRE NOUMEA ORLEANS PAPEETE PARIS PAU PERIGUEUX		DEUX-SEVRES NOUVELLE CALEDONIE  POLYNESIE	
PERONNE	<i>Supprimé à compter du 1/07/2010</i>	AMIENS		
PERPIGNAN POITIERS PONTOISE PRIVAS QUIMPER REIMS RENNES	PYRENEES ORIENTALES POITIERS VAL D'OISE ARDECHE QUIMPER REIMS RENNES			
RIOM	<i>Supprimé à compter du 1/01/2011</i>	CLERMONT-FERRAND		
ROANNE	ROANNE			
ROCHEFORT	<i>Supprimé à compter du 1/01/2011</i>	LA ROCHELLE		
RODEZ ROUEN SAINT-BRIEUC SAINT-DENIS REUNION	AVEYRON ROUEN SAINT-BRIEUC SAINT-DENIS REUNION			
SAINT-DIE	<i>Supprimé à compter du 1/01/2011</i>	EPINAL		
SAINTES SAINT-ETIENNE	SAINTES SAINT-ETIENNE			
SAINT-GAUDENS	<i>Supprimé à compter du 1/01/2011</i>	TOULOUSE		SAINT-GAUDENS
SAINT-MALO SAINT-NAZAIRE SAINT-OMER SAINT-PIERRE (REUNION) SAINT-QUENTIN SARREGUEMINES	SAINT-MALO - DINAN SAINT-NAZAIRE SAINT-OMER SAINT-PIERRE REUNION SAINT-QUENTIN SARREGUEMINES		SAINT-MALO	
SAUMUR	<i>Supprimé à compter du 1/01/2011</i>	ANGERS		SAUMUR
SAVERNE SENLIS	SAVERNE SENLIS			

Barreau avant réforme (jusqu'en 2010)	Barreau après réforme (de 2011 à 2013)	Barreau de rattachement	Barreau à partir de 2014	Réouverture en septembre 2014
SENS SOISSONS STRASBOURG TARASCON TARBES THIONVILLE THONON-les-BAINS TOULON TOULOUSE TOURS TROYES	SENS SOISSONS STRASBOURG TARASCON TARBES THIONVILLE THONON-les-BAINS TOULON TOULOUSE TOURS AUBE			
<b>TULLE-USSEL</b>	<i>Supprimé à compter du 1/01/2011</i>	<b>CORREZE</b>		<b>TULLE</b>
VALENCE VALENCIENNES VANNES VERSAILLES VESOUL VIENNE VILLEFRANCHE-sur- SAONE	VALENCE VALENCIENNES VANNES VERSAILLES HAUTE-SAONE VIENNE VILLEFRANCHE-sur- SAONE			

## ANNEXE 2 - Source statistique

*L'entrée en vigueur de la loi du 31 décembre 1990 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques a suscité un besoin croissant d'informations sur la profession d'avocat. Pour y répondre, la Chancellerie collecte depuis 1994 des données portant notamment sur le nombre des avocats, les modes d'exercice, les groupements d'exercice, les mentions de spécialisation et la nationalité des avocats étrangers qui figurent parmi les renseignements obligatoirement communiqués par les avocats à leur bâtonnier.*

*A la fin de chaque année, des questionnaires sont adressés aux parquets généraux qui les font parvenir aux différents barreaux de leur ressort. En accord avec les différents représentants de la profession d'avocat, ces états statistiques sont servis directement par les barreaux. Ceux-ci sont ensuite retournés à la Chancellerie qui les exploite. Les statistiques publiées sont donc le reflet des données transmises par chaque barreau.*

## STATISTIQUE SUR LA PROFESSION D'AVOCAT

## Questionnaire 2020

## A - EFFECTIFS

	Nombre d'avocats	Hommes (a)	Femmes (b)	Total (c)
1	Avocats inscrits au tableau <b>au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b>			
2	Avocats inscrits au tableau <i>selon le motif</i> <b>au cours de l'année 2019</b>			
3	- Titulaire du CAPA			
4	- Article 97 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 <i>organisant la profession d'avocat</i>			
5	- Article 98 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 <i>organisant la profession d'avocat</i>			
6	- Article 99 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 <i>organisant la profession d'avocat</i>			
7	- Article 100 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 <i>organisant la profession d'avocat</i>			
8	- En provenance d'un autre barreau			
9	- Autres			
10	Avocats ayant quitté le barreau <i>selon le motif</i> <b>au cours de l'année 2019</b>			
11	- Démission			
12	<i>dont, réinscription dans un autre barreau</i>			
13	- Omission volontaire			
14	- Omission forcée			
15	- Radiation			
16	- Autres (décès...)			
17	<b>Avocats honoraires</b>			

**B - MODES D'EXERCICE (au 1er janvier 2020)**

	<b>Mode d'exercice</b>	<b>Nombre d'avocats</b>
<b>18</b>	<b>Total</b>	
<b>19</b>	Exerçant à titre <b>individuel</b> <sup>(1)</sup>	
<b>20</b>	Exerçant en qualité de <b>collaborateur</b>	
<b>21</b>	Exerçant en qualité d' <b>associé</b> <sup>(2)</sup>	
<b>22</b>	Exerçant en qualité de <b>salarié</b>	

(1) Les avocats exerçant au sein de **groupements de moyens** doivent être inscrits dans la catégorie des avocats « exerçant à titre individuel ».

(2) Les avocats salariés associés doivent être inscrits dans la catégorie des avocats « exerçant en qualité d'associé ».

## C - GROUPEMENTS D'EXERCICE (au 1er janvier 2020)

*Remarque* : Le nouveau dispositif relatif aux sociétés pluri-professionnelles (SPE) ne s'applique pas aux formes de groupements grisées. SPE, Ordonnance n° 2016-394 du 31 mars 2016, décret n° 2017-801 du 5 mai 2017 (entrée en vigueur le 8 mai 2017).

	Forme	Sociétés mono-professionnelles		Sociétés pluri-professionnelles (SPE)	
		Nombre de groupements dont le siège est situé dans le ressort du (a)	Nombre d'avocats inscrits au tableau exerçant dans ces (b)	Nombre de groupements dont le siège est situé dans le ressort du (c)	Nombre d'avocats inscrits au tableau exerçant dans ces groupements en (d)
23	<b>Total</b>				
24	SA				
25	SARL				
26	EURL				
27	SCP				
28	SELAFA				
29	SELARL				
30	SELARLU				
31	SELEURL				
32	SELCA				
33	SELAS <sup>(3)</sup>				
34	SELASU				
35	Associations				
36	AARPI <sup>(4)</sup>				
37	Sociétés en participation <sup>(5)</sup>				
38	Partnerships				
39	LLP <sup>(6)</sup>				
40	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP <sup>(7)</sup>				
41	SAS				
42	SASU				

(3) La loi NRE permet désormais à la SEL de se constituer sous la forme d'une société par actions simplifiée « SELAS ».

(4) Associations d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle (décret n°2007-932 du 15 mai 2007).

(5) Articles 22 et 23 de la loi du 31 décembre 1990 et 44 à 48 du décret du 25 mars 1993

(6) Limited liability partnerships.

(7) Sociétés étrangères autres que les partnerships visées à l'article 87 al.2 de la loi du 31 décembre 1971 modifiée.

## D - SOCIÉTÉS DE PARTICIPATIONS FINANCIÈRES DE PROFESSION LIBÉRALE D'AVOCATS

*(articles 31-1 et 31-2 de la loi du 31 décembre 1990)*

**AVERTISSEMENT** : Cette statistique doit recenser le nombre de sociétés de participations financières de profession libérale dont le siège est fixé dans le ressort du barreau **au 1<sup>er</sup> janvier** (stock) et non uniquement les nouvelles sociétés créées dans l'année (flux).

43	<b>Nombre total de sociétés de participations financières de profession libérale</b> dont le siège est fixé dans le ressort du barreau	
44	Nombre de sociétés de participations financières de profession libérale <b>dont le capital est détenu exclusivement par des avocats</b> <i>(article 31-1 de la loi du 31 décembre 1990)</i>	
45	Nombre de sociétés de participations financières de profession libérale <b>dont le capital est ouvert à d'autres</b> <i>(article 31-2 de la loi du 31 décembre 1990)</i>	

## E - GROUPEMENTS DE MOYENS ET AUTRES GROUPEMENTS *(au 1er janvier 2020)*

• Si les groupements de moyens et les autres groupements ne sont pas répertoriés dans votre barreau, cochez la case ci-dessous :

**NON REPERTORIES**

• S'ils sont répertoriés, mais qu'il n'existe pas de groupement de moyens ni d'autres groupements dans votre barreau, cochez la case ci-dessous :

**NEANT**

	Forme	Nombre de groupements dont le siège est situé dans le ressort du barreau <b>(a)</b>	Nombre d'avocats inscrits au barreau exerçant dans ces groupements <b>(b)</b>
46	<b>Total</b>		
47	SCM		
48	GIE		
49	GEIE		
50	Autres (cabinets groupés...)		

**F - MENTIONS DE SPECIALISATION RELATIVES A L'INSCRIPTION PRINCIPALE - hors bureaux secondaires et sociétés inter-barreaux - (au 1er janvier 2020) (liste fixée par l'arrêté du 28 décembre 2011)**

· Si aucun avocat de votre barreau n'est titulaire de mention de spécialisation, cochez la case ci-dessous :

**NEANT**

**AVERTISSEMENT** : si un avocat est titulaire de plusieurs mentions, comptabilisez chaque mention.

	<b>Spécialisations</b>	<b>Nombre de mentions</b>
<b>51</b>	<b>Total</b>	
<b>52</b>	droit de l'arbitrage	
<b>53</b>	droit des associations et des fondations	
<b>54</b>	droit des assurances	
<b>55</b>	droit bancaire et boursier	
<b>56</b>	droit commercial, des affaires et de la concurrence	
<b>57</b>	droit du crédit et de la consommation	
<b>58</b>	droit du dommage corporel	
<b>59</b>	droit de l'environnement	
<b>60</b>	droit des étrangers et de la nationalité	
<b>61</b>	droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	
<b>62</b>	droit de la fiducie	
<b>63</b>	droit fiscal et droit douanier	
<b>64</b>	droit des garanties, des sûretés et des mesures d'exécution	
<b>65</b>	droit immobilier	
<b>66</b>	droit international et de l'Union européenne	
<b>67</b>	droit des nouvelles technologies, de l'informatique et de la communication	
<b>68</b>	droit pénal	
<b>69</b>	droit de la propriété intellectuelle	
<b>70</b>	droit public	
<b>71</b>	droit rural	
<b>72</b>	droit de la santé	
<b>73</b>	droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	
<b>74</b>	droit des sociétés	
<b>75</b>	droit du sport	
<b>76</b>	droit des transports	
<b>77</b>	droit du travail	
<b>78</b>	procédure d'appel	

## G - NATIONALITE DES AVOCATS ETRANGERS (au 1er janvier 2020)

· Si aucun avocat étranger n'est inscrit à votre barreau, cochez la case ci-dessous :

NEANT

	Nationalité	Nombre d'avocats étrangers exerçant sous le titre français d'avocat* (a)	Nombre d'avocats étrangers exerçant sous leur titre d'origine** (b)	Nombre total d'avocats étrangers (c) = (a)+(b)
79	<b>Total</b>			
80	<b>Total Etats de l'Union européenne</b>			
81	Allemagne			
82	Autriche			
83	Belgique			
84	Bulgarie			
85	Chypre			
86	Croatie			
87	Danemark			
88	Espagne			
89	Estonie			
90	Finlande			
91	Grèce			
92	Hongrie			
93	Irlande			
94	Italie			
95	Lettonie			
96	Lituanie			
97	Luxembourg			
98	Malte			
99	Pays-Bas			
100	Pologne			
101	Portugal			
102	République tchèque			
103	Roumanie			
104	Royaume-Uni			
105	Slovaquie			
106	Slovénie			
107	Suède			
108	Confédération Suisse			
109	Islande			
110	Liechtenstein			
111	Norvège			

\* Avocats ayant passé l'examen de l'article 99 du décret du 27/11/1991 ou ayant bénéficié de l'assimilation de l'article 89 de la loi du 31/12/1971 (Réforme de la loi du 11/02/2004).

\*\* Article 83 et s. de la loi du 31/12/1971 (Réforme de la loi du 11/02/2004).

**G - NATIONALITE DES AVOCATS ETRANGERS (au 1er janvier 2020) - suite -**

	Nationalité	Nombre total d'avocats étrangers
112	<b>Total Etats hors Union européenne</b>	
113	Europe occidentale hors UE (y compris Turquie, hors Suisse, Islande, Liechtenstein, Norvège)	
114	Europe centrale et orientale hors UE (y compris ex-URSS)	
115	Etats-Unis d'Amérique	
116	Canada	
117	Amérique Centrale et du Sud	
118	Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie)	
119	Afrique (hors Maghreb)	
120	Proche et Moyen-Orient <sup>(8)</sup>	
121	Asie francophone (Cambodge, Laos, Vietnam)	
122	Asie non francophone (hors Chine et Japon)	
123	Chine	
124	Japon	
125	Australie	
126	Océan indien (Maurice, Madagascar, Comores)	

(8) Arabie Saoudite, Bahreïn, Emirats Arabes Unis, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Palestine, Qatar, Syrie, Yémen.

## H - AVOCATS FRANÇAIS ÉGALEMENT INSCRITS À UN BARREAU ÉTRANGER (au 1er janvier 2020)

	Pays d'exercice	Nombre total d'avocats français également inscrits à un barreau étranger <small>(9)</small>
127	<b>Total</b>	
128	<b>Total Etats de l'Union européenne</b>	
129	Allemagne	
130	Autriche	
131	Belgique	
132	Bulgarie	
133	Chypre	
134	Croatie	
135	Danemark	
136	Espagne	
137	Estonie	
138	Finlande	
139	Grèce	
140	Hongrie	
141	Irlande	
142	Italie	
143	Lettonie	
144	Lituanie	
145	Luxembourg	
146	Malte	
147	Pays-Bas	
148	Pologne	
149	Portugal	
150	République tchèque	
151	Roumanie	
152	Royaume-Uni	
153	Slovaquie	
154	Slovénie	
155	Suède	
156	Confédération Suisse	
157	Islande	
158	Liechtenstein	
159	Norvège	

(9) Y compris avocats inscrits sur la liste des avocats communautaires à l'étranger en application de la Dir. 98/5/CE

**H - AVOCATS FRANCAIS EGALEMENT INSCRITS A UN BARREAU  
ETRANGER (au 1er janvier 2020) - suite -**

	Pays d'exercice	Nombre total d'avocats français également inscrits à un barreau étranger
160	<b>Total Etats hors Union européenne</b>	
161	Europe occidentale hors UE (y compris Turquie, hors Suisse, Islande, Liechtenstein, Norvège)	
162	Europe centrale et orientale hors UE (y compris ex-URSS)	
163	Etats-Unis d'Amérique	
164	Canada	
165	Amérique Centrale et du Sud	
166	Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie)	
167	Afrique (hors Maghreb)	
168	Proche et Moyen-Orient <sup>(B)</sup>	
169	Asie francophone (Cambodge, Laos, Vietnam)	
170	Asie non francophone (hors Chine et Japon)	
171	Chine	
172	Japon	
173	Australie	
174	Océan indien (Maurice, Madagascar, Comores)	

**I - Avocats étrangers inscrits à un barreau d'un Etat non-membre de l' Union européenne inscrits sur la liste spéciale du barreaux et exerçant l'activité de consultation juridique et de rédaction d'acte sous seing privé pour autrui (au 1er janvier 2020)**

*(Articles 204-16 à 204-19 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat)*

	Etats hors Union européenne	Nombre total d'avocats
175	<b>Total Etats hors Union européenne</b>	
176	Europe occidentale hors UE (y compris Turquie, hors Suisse, Islande, Liechtenstein, Norvège)	
177	Europe centrale et orientale hors UE (y compris ex-URSS)	
178	Etats-Unis d'Amérique	
179	Canada	
180	Amérique Centrale et du Sud	
181	Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie)	
182	Afrique (hors Maghreb)	
183	Proche et Moyen-Orient <sup>(B)</sup>	
184	Asie francophone (Cambodge, Laos, Vietnam)	
185	Asie non francophone (hors Chine et Japon)	
186	Chine	
187	Japon	
188	Australie	
189	Océan indien (Maurice, Madagascar, Comores)	

## J – BUREAUX SECONDAIRES ET SOCIÉTÉS INTER-BARREAUX (au 1er janvier 2020)

190	Nombre de bureaux secondaires ouverts <b>dans le ressort du barreau par des avocats non inscrits à ce barreau</b>	
191	Nombre de bureaux secondaires ouverts <b>dans le ressort du barreau par des avocats inscrits au barreau</b>	
192	Nombre de bureaux secondaires ouverts <b>dans un autre barreau par des avocats inscrits au barreau</b>	
193	Nombre de <b>sociétés inter-barreaux inscrites au tableau</b>	

## K - DISCIPLINE

<b>K1 - Enquêtes déontologiques</b>		Nombre
194	<b>Total</b>	
195	Enquêtes initiées à l'initiative du <b>Bâtonnier</b> <i>au cours de l'année 2019</i>	
196	Enquêtes initiées à la demande du <b>Procureur général</b> <i>au cours de l'année 2019</i>	
197	Enquêtes en cours <i>au 1er janvier 2020</i>	
198	Enquêtes clôturées <i>au cours de l'année 2019</i>	
<b>K2 - Issues de la procédure d'enquête déontologique</b>		Nombre
199	<b>Total</b>	
200	Enquêtes ayant donné lieu à classement au cours de l'année 2019	
201	Enquêtes ayant donné lieu à ouverture d'une procédure disciplinaire au cours de l'année 2019	
202	Enquêtes ayant donné lieu en parallèle à suspension provisoire au cours de l'année 2019	
<b>K3 - Saisines de l'instance disciplinaire</b>		Nombre
203	Saisine du conseil de discipline <i>au cours de l'année 2019</i>	
204	- par le <b>Bâtonnier</b>	
205	- par le <b>Procureur général</b>	
206	Procédures disciplinaires <i>en cours au 1er janvier 2020</i>	
207	Décisions disciplinaires prononcées <i>au cours de l'année 2019</i>	
<b>K4 - Motifs de saisine du conseil de discipline</b>		Nombre
208	sans lien avec une procédure pénale	
209	en lien avec une procédure pénale	

**K - DISCIPLINE - suite -**

<b>K5 - Décisions rendues en matière disciplinaire</b>		Nombre
<b>210</b>	<b>Total</b>	
<b>211</b>	Relaxe	
<b>212</b>	Avertissement	
<b>213</b>	Blâme	
<b>214</b>	Interdiction temporaire avec sursis	
<b>215</b>	Interdiction temporaire pour partie avec sursis	
<b>216</b>	Interdiction temporaire sans sursis	
<b>217</b>	Radiation	
<b>218</b>	Retrait de l'honorariat	
<b>219</b>	Peine accessoire de publication de la peine <sup>(10)</sup>	
<b>220</b>	Peine assortie d'une privation	

(10) Cette peine peut être prononcée en plus d'une peine principale. Dans ce cas, il est nécessaire de compter les deux peines prononcées.

<b>K6 - Recours exercés</b>		Nombre
<b>221</b>	Appels à l'encontre des décisions du conseil de discipline rendues en 2019	

## ANNEXE 4 - Tableaux annexes

Tableau A 1- Nombre d'avocats par barreau et ressort de cour d'appel au 1er janvier 2020	59
Tableau A 2 - Nombre d'avocats inscrits au tableau au cours de l'année 2019 selon le motif d'inscription, par barreau et ressort de cour d'appel.....	63
Tableau A 3 - Nombre d'avocats ayant quitté le barreau au cours de l'année 2019 selon le motif de désinscription, par barreau et ressort de cour d'appel.....	68
Tableau A4 - Nombre d'avocats pour 10 000 habitants par département au 1er janvier 2020 .....	73
Tableau A 5 - Répartition des avocats selon le sexe par barreau et ressort de cour d'appel au 1er janvier 2020 - Proportion de femmes inscrites au barreau (%) .....	76
Tableau A 6 - Evolution du nombre d'avocats par barreau et ressort de cour d'appel de 2010 à 2020 - Taux d'accroissement 2010-2020 (%) –.....	80
Tableau A 7- Répartition des avocats honoraires selon le sexe par barreau et ressort de cour d'appel au 1er janvier 2020 - Proportion de femmes (%).....	84
Tableau A 8 - Répartition des avocats selon le mode d'exercice, par barreau et ressort de cour d'appel au 1er janvier 2020.....	88
Tableau A 9 - Nombre de sociétés mono-professionnelles par barreau et ressort de cour d'appel au 1er janvier 2020.....	92
Tableau A 10 - Nombre de sociétés pluri-professionnelles par barreau au 1er janvier 2020..	97
Tableau A 11 - Nombre de sociétés de participations financières de profession libérale par barreau au 1er janvier 2020 .....	98
Tableau A 12 - Nombre de mentions de spécialisation par barreau et ressort de cour d'appel au 1er janvier 2020 .....	100
Tableau A 13 - Répartition des avocats étrangers selon leur nationalité de 2010 à 2020 (Taux d'accroissement 2010-2020 (%)) .....	105
Tableau A 14 - Répartition des avocats de l'Union Européenne, de la Confédération Suisse, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège selon le titre sous lequel ils exercent au 1er janvier 2020 et leur nationalité - % d'avocats exerçant sous le titre français d'avocat .....	107
Tableau A 15 - Répartition des avocats de l'Union Européenne, de la Confédération Suisse, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège selon le titre sous lequel ils exercent au 1er janvier 2020 par barreau - % d'avocats exerçant sous le titre français d'avocat .....	108
Tableau A 16 - Répartition des avocats également inscrits à un barreau étranger au 1er janvier 2020.....	110
Tableau A 17 - Evolution du nombre d'avocats également inscrits à un barreau étranger de 2010 à 2020 .....	112
Tableau A 18 - Nombre de bureaux secondaires et de sociétés inter-barreaux par barreau et ressort de cour d'appel au 1er janvier 2020.....	113
Tableau A 19 - Statistiques relatives à la discipline des avocats 2019-2020 .....	118

**Tableau A 1- Nombre d'avocats par barreau et ressort de cour d'appel au 1er janvier 2020**

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre	% pour 100 avocats	% pour 100 avocats de chaque cour d'appel
<b>TOTAL FRANCE ENTIERE</b>	<b>70 073</b>	<b>100,0</b>	
<b>Cour d'appel d' AGEN</b>	<b>203</b>	<b>0,3</b>	<b>100,0</b>
AGEN	107	0,2	52,7
GERS	52	0,1	25,6
LOT	44	0,1	21,7
<b>Cour d'appel d' AIX-en-PROVENCE</b>	<b>5 649</b>	<b>8,1</b>	<b>100,0</b>
AIX-en-PROVENCE	830	1,2	14,7
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	46	0,1	0,8
DRAGUIGNAN	251	0,4	4,4
GRASSE	598	0,9	10,6
MARSEILLE	2 245	3,2	39,7
NICE	1 102	1,6	19,5
TARASCON	81	0,1	1,4
TOULON	496	0,7	8,8
<b>Cour d'appel d' AMIENS</b>	<b>621</b>	<b>0,9</b>	<b>100,0</b>
AMIENS	271	0,4	43,6
BEAUVAIS	68	0,1	11,0
COMPIEGNE	83	0,1	13,4
LAON	32	0,0	5,2
SAINT-QUENTIN	47	0,1	7,6
SENLIS	91	0,1	14,7
SOISSONS	29	0,0	4,7
<b>Cour d'appel d' ANGERS</b>	<b>635</b>	<b>0,9</b>	<b>100,0</b>
ANGERS	368	0,5	58,0
LAVAL	71	0,1	11,2
LE MANS	169	0,2	26,6
SAUMUR	27	0,0	4,3
<b>Cour d'appel de BASSE-TERRE</b>	<b>310</b>	<b>0,4</b>	<b>100,0</b>
GUADELOUPE	310	0,4	100,0
<b>Cour d'appel de BASTIA</b>	<b>294</b>	<b>0,4</b>	<b>100,0</b>
AJACCIO	140	0,2	47,6
BASTIA	154	0,2	52,4
<b>Cour d'appel de BESANCON</b>	<b>358</b>	<b>0,5</b>	<b>100,0</b>
BELFORT	37	0,1	10,3
BESANCON	192	0,3	53,6
HAUTE-SAONE	30	0,0	8,4
JURA	63	0,1	17,6
MONTBELIARD	36	0,1	10,1
<b>Cour d'appel de BORDEAUX</b>	<b>2 055</b>	<b>2,9</b>	<b>100,0</b>
BERGERAC	43	0,1	2,1
BORDEAUX	1 732	2,5	84,3
CHARENTE	124	0,2	6,0
LIBOURNE	68	0,1	3,3
PERIGUEUX	88	0,1	4,3
<b>Cour d'appel de BOURGES</b>	<b>184</b>	<b>0,3</b>	<b>100,0</b>
BOURGES	88	0,1	47,8
CHATEAUROUX	48	0,1	26,1
NEVERS	48	0,1	26,1

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre	% pour 100 avocats	% pour 100 avocats de chaque cour d'appel
<b>Cour d'appel de CAEN</b>	<b>611</b>	<b>0,9</b>	<b>100,0</b>
ALENCON	35	0,0	5,7
ARGENTAN	23	0,0	3,8
CAEN	387	0,6	63,3
CHERBOURG	56	0,1	9,2
COUTANCES	71	0,1	11,6
LISIEUX	39	0,1	6,4
<b>Cour d'appel de CAYENNE</b>	<b>83</b>	<b>0,1</b>	<b>100,0</b>
GUYANE	83	0,1	100,0
<b>Cour d'appel de CHAMBERY</b>	<b>734</b>	<b>1,0</b>	<b>100,0</b>
ALBERTVILLE	50	0,1	6,8
ANNECY	251	0,4	34,2
BONNEVILLE	61	0,1	8,3
CHAMBERY	225	0,3	30,7
THONON-les-BAINS	147	0,2	20,0
<b>Cour d'appel de COLMAR</b>	<b>1 394</b>	<b>2,0</b>	<b>100,0</b>
COLMAR	148	0,2	10,6
MULHOUSE	216	0,3	15,5
SAVERNE	28	0,0	2,0
STRASBOURG	1 002	1,4	71,9
<b>Cour d'appel de DIJON</b>	<b>550</b>	<b>0,8</b>	<b>100,0</b>
CHALON-sur-SAONE	101	0,1	18,4
DIJON	343	0,5	62,4
HAUTE-MARNE	33	0,0	6,0
MACON-CHAROLLES	73	0,1	13,3
<b>Cour d'appel de DOUAI</b>	<b>1 959</b>	<b>2,8</b>	<b>100,0</b>
ARRAS	93	0,1	4,7
AVESNES-sur-HELPE	38	0,1	1,9
BETHUNE	114	0,2	5,8
BOULOGNE-sur-MER	122	0,2	6,2
CAMBRAI	29	0,0	1,5
DOUAI	90	0,1	4,6
DUNKERQUE	80	0,1	4,1
LILLE	1 249	1,8	63,8
SAINT-OMER	31	0,0	1,6
VALENCIENNES	113	0,2	5,8
<b>Cour d'appel de FORT-de-FRANCE</b>	<b>201</b>	<b>0,3</b>	<b>100,0</b>
MARTINIQUE	201	0,3	100,0
<b>Cour d'appel de GRENOBLE</b>	<b>1 005</b>	<b>1,4</b>	<b>100,0</b>
BOURGOIN-JALLIEU	41	0,1	4,1
GRENOBLE	575	0,8	57,2
HAUTES-ALPES	56	0,1	5,6
VALENCE	266	0,4	26,5
VIENNE	67	0,1	6,7
<b>Cour d'appel de LIMOGES</b>	<b>302</b>	<b>0,4</b>	<b>100,0</b>
CORREZE	85	0,1	28,1
CREUSE	15	0,0	5,0
LIMOGES	175	0,2	57,9
TULLE	27	0,0	8,9
<b>Cour d'appel de LYON</b>	<b>3 978</b>	<b>5,7</b>	<b>100,0</b>
AIN	131	0,2	3,3
LYON	3 438	4,9	86,4
ROANNE	43	0,1	1,1
SAINT-ETIENNE	310	0,4	7,8

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre	% pour 100 avocats	% pour 100 avocats de chaque cour d'appel
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	56	0,1	1,4
<b>Cour d'appel de METZ</b>	<b>435</b>	<b>0,6</b>	<b>100,0</b>
METZ	318	0,5	73,1
SARREGUEMINES	64	0,1	14,7
THIONVILLE	53	0,1	12,2
<b>Cour d'appel de MONTPELLIER</b>	<b>1 830</b>	<b>2,6</b>	<b>100,0</b>
AVEYRON	63	0,1	3,4
BEZIERS	168	0,2	9,2
CARCASSONNE	85	0,1	4,6
MONTPELLIER	1 113	1,6	60,8
NARBONNE	92	0,1	5,0
PYRENEES ORIENTALES	309	0,4	16,9
<b>Cour d'appel de NANCY</b>	<b>498</b>	<b>0,7</b>	<b>100,0</b>
BRIEY	17	0,0	3,4
EPINAL	110	0,2	22,1
MEUSE	21	0,0	4,2
NANCY	350	0,5	70,3
<b>Cour d'appel de NIMES</b>	<b>910</b>	<b>1,3</b>	<b>100,0</b>
ALES	48	0,1	5,3
ARDECHE	55	0,1	6,0
AVIGNON	311	0,4	34,2
CARPENTRAS	98	0,1	10,8
LOZERE	18	0,0	2,0
NIMES	380	0,5	41,8
<b>Cour d'appel de NOUMEA</b>	<b>114</b>	<b>0,2</b>	<b>100,0</b>
NOUVELLE CALEDONIE	114	0,2	100,0
<b>Cour d'appel d' ORLEANS</b>	<b>622</b>	<b>0,9</b>	<b>100,0</b>
BLOIS	81	0,1	13,0
MONTARGIS	26	0,0	4,2
ORLEANS	219	0,3	35,2
TOURS	296	0,4	47,6
<b>Cour d'appel de PAPEETE</b>	<b>108</b>	<b>0,2</b>	<b>100,0</b>
POLYNESIE	108	0,2	100,0
<b>Cour d'appel de PARIS</b>	<b>31 883</b>	<b>45,5</b>	<b>100,0</b>
AUXERRE	58	0,1	0,2
ESSONNE	364	0,5	1,1
FONTAINEBLEAU	49	0,1	0,2
MEAUX	193	0,3	0,6
MELUN	144	0,2	0,5
PARIS	29 865	42,6	93,7
SEINE-SAINT-DENIS	604	0,9	1,9
SENS	29	0,0	0,1
VAL DE MARNE	577	0,8	1,8
<b>Cour d'appel de PAU</b>	<b>751</b>	<b>1,1</b>	<b>100,0</b>
BAYONNE	302	0,4	40,2
DAX	72	0,1	9,6
MONT-de-MARSAN	64	0,1	8,5
PAU	245	0,3	32,6
TARBES	68	0,1	9,1
<b>Cour d'appel de POITIERS</b>	<b>913</b>	<b>1,3</b>	<b>100,0</b>
DEUX-SEVRES	92	0,1	10,1
LA ROCHELLE	247	0,4	27,1
LA ROCHE-SUR-YON	136	0,2	14,9
LES SABLES-D'OLONNE	56	0,1	6,1

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre	% pour 100 avocats	% pour 100 avocats de chaque cour d'appel
POITIERS	289	0,4	31,7
SAINTES	93	0,1	10,2
<b>Cour d'appel de REIMS</b>	<b>483</b>	<b>0,7</b>	<b>100,0</b>
ARDENNES	64	0,1	13,3
AUBE	90	0,1	18,6
CHALONS EN CHAMPAGNE	57	0,1	11,8
REIMS	272	0,4	56,3
<b>Cour d'appel de RENNES</b>	<b>2 919</b>	<b>4,2</b>	<b>100,0</b>
BREST	223	0,3	7,6
LORIENT	121	0,2	4,1
NANTES	1 116	1,6	38,2
QUIMPER	137	0,2	4,7
RENNES	860	1,2	29,5
SAINT-BRIEUC	139	0,2	4,8
SAINT-MALO	85	0,1	2,9
SAINT-NAZAIRE	115	0,2	3,9
VANNES	123	0,2	4,2
<b>Cour d'appel de RIOM</b>	<b>620</b>	<b>0,9</b>	<b>100,0</b>
AURILLAC	39	0,1	6,3
CLERMONT-FERRAND	418	0,6	67,4
CUSSET-VICHY	57	0,1	9,2
HAUTE LOIRE	43	0,1	6,9
MONTLUCON	35	0,0	5,6
MOULINS	28	0,0	4,5
<b>Cour d'appel de ROUEN</b>	<b>857</b>	<b>1,2</b>	<b>100,0</b>
DIEPPE	47	0,1	5,5
EVREUX	144	0,2	16,8
LE HAVRE	147	0,2	17,2
ROUEN	519	0,7	60,6
<b>Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION</b>	<b>348</b>	<b>0,5</b>	<b>100,0</b>
MAYOTTE	30	0,0	8,6
SAINT-DENIS REUNION	230	0,3	66,1
SAINT-PIERRE REUNION	88	0,1	25,3
<b>Cour d'appel de TOULOUSE</b>	<b>1 924</b>	<b>2,7</b>	<b>100,0</b>
ALBI	96	0,1	5,0
ARIEGE	37	0,1	1,9
CASTRES	43	0,1	2,2
SAINT-GAUDENS	17	0,0	0,9
TARN-ET-GARONNE	95	0,1	4,9
TOULOUSE	1 636	2,3	85,0
<b>Cour d'appel de VERSAILLES</b>	<b>3 732</b>	<b>5,3</b>	<b>100,0</b>
CHARTRES	144	0,2	3,9
HAUTS DE SEINE	2 358	3,4	63,2
VAL D'OISE	472	0,7	12,6
VERSAILLES	758	1,1	20,3

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -".

**Tableau A 2 - Nombre d'avocats inscrits au tableau au cours de l'année 2019 selon le motif d'inscription, par barreau et ressort de cour d'appel**

<b>Barreau et ressort de cour d'appel</b>	<b>Total*</b>	Titulaire du CAPA (première inscription à un barreau)	Article 97 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la	Article 98 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 99 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 100 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	En provenance d'un autre barreau	Autres
<b>TOTAL FRANCE ENTIERE*</b>	<b>5 059</b>	<b>3 417</b>	<b>12</b>	<b>162</b>	<b>24</b>	<b>116</b>	<b>990</b>	<b>303</b>
<b>Cour d'appel d' AGEN</b>	<b>12</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
AGEN	8	7	0	1	0	0	0	0
GERS	1	1	0	0	0	0	0	0
LOT	3	0	0	0	0	0	1	2
<b>Cour d'appel d' AIX-en-PROVENCE</b>	<b>254</b>	<b>131</b>	<b>1</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>99</b>	<b>11</b>
AIX-en-PROVENCE	25	15	0	1	0	0	9	0
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	1	0	0	0	0	0	1	0
DRAGUIGNAN	6	0	0	0	0	0	6	0
GRASSE	28	13	0	0	0	0	12	3
MARSEILLE	161	85	1	9	0	0	58	8
NICE	0	0	0	0	0	0	0	0
TARASCON	1	0	0	1	0	0	0	0
TOULON	32	18	0	1	0	0	13	0
<b>Cour d'appel d' AMIENS</b>	<b>29</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>
AMIENS	16	13	0	1	0	0	2	0
BEAUVAIS	0	0	0	0	0	0	0	0
COMPIEGNE	7	0	0	7	0	0	0	0
LAON	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-QUENTIN	1	0	0	0	0	0	1	0
SENLIS	5	4	0	0	0	0	1	0
SOISSONS	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel d' ANGERS</b>	<b>42</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>1</b>
ANGERS	30	10	0	4	0	0	15	1
LAVAL	5	4	0	0	0	0	1	0
LE MANS	4	4	0	0	0	0	0	0
SAUMUR	3	2	0	0	0	0	1	0
<b>Cour d'appel de BASSE-TERRE</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>0</b>
GADELOUPE	7	2	0	0	0	0	5	0
<b>Cour d'appel de BASTIA</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
AJACCIO	8	6	0	0	0	0	0	2
BASTIA	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de BESANCON</b>	<b>16</b>	<b>11</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
BELFORT	0	0	0	0	0	0	0	0
BESANCON	11	10	0	0	0	0	1	0
HAUTE-SAONE	2	0	2	0	0	0	0	0
JURA	2	0	0	1	0	0	1	0
MONTBELIARD	1	1	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de BORDEAUX</b>	<b>222</b>	<b>163</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>53</b>	<b>0</b>
BERGERAC	1	0	0	0	0	0	1	0
BORDEAUX	211	157	0	4	0	1	49	0
CHARENTE	4	1	0	0	0	0	3	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Total*	Titulaire du CAPA (première inscription à un barreau)	Article 97 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la	Article 98 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 99 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 100 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	En provenance d'un autre barreau	Autres
LIBOURNE	3	3	0	0	0	0	0	0
PERIGUEUX	3	2	0	1	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de BOURGES</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>0</b>
BOURGES	6	3	0	0	0	0	3	0
CHATEAUROUX	2	1	0	0	0	0	1	0
NEVERS	1	0	0	0	0	0	1	0
<b>Cour d'appel de CAEN</b>	<b>39</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12</b>	<b>3</b>
ALENCON	0	0	0	0	0	0	0	0
ARGENTAN	1	1	0	0	0	0	0	0
CAEN	26	11	0	5	0	0	7	3
CHERBOURG	5	4	0	0	0	0	1	0
COUTANCES	1	0	0	0	0	0	1	0
LISIEUX	6	3	0	0	0	0	3	0
<b>Cour d'appel de CAYENNE*</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
GUYANE	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Cour d'appel de CHAMBERY</b>	<b>49</b>	<b>25</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>19</b>	<b>2</b>
ALBERTVILLE	1	0	0	0	0	0	1	0
ANNECY	19	12	1	1	0	0	5	0
BONNEVILLE	2	2	0	0	0	0	0	0
CHAMBERY	15	7	0	0	0	0	8	0
THONON-les-BAINS	12	4	1	0	0	0	5	2
<b>Cour d'appel de COLMAR*</b>	<b>25</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>7</b>
COLMAR	9	5	0	0	0	0	0	4
MULHOUSE	16	12	0	0	0	0	1	3
SAVERNE	0	0	0	0	0	0	0	0
STRASBOURG	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Cour d'appel de DIJON</b>	<b>32</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>2</b>
CHALON-sur-SAONE	3	1	0	0	0	0	2	0
DIJON	22	16	0	1	0	0	4	1
HAUTE-MARNE	0	0	0	0	0	0	0	0
MACON-CHAROLLES	7	3	0	0	0	0	3	1
<b>Cour d'appel de DOUAI</b>	<b>101</b>	<b>67</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>25</b>	<b>1</b>
ARRAS	7	7	0	0	0	0	0	0
AVESNES-sur-HELPE	2	2	0	0	0	0	0	0
BETHUNE	3	2	0	0	0	0	1	0
BOULOGNE-sur-MER	7	5	0	0	0	0	2	0
CAMBRAI	0	0	0	0	0	0	0	0
DOUAI	0	0	0	0	0	0	0	0
DUNKERQUE	3	2	0	0	0	0	1	0
LILLE	78	49	0	7	0	1	20	1
SAINT-OMER	0	0	0	0	0	0	0	0
VALENCIENNES	1	0	0	0	0	0	1	0
<b>Cour d'appel de FORT-de-FRANCE</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
MARTINIQUE	10	8	0	1	0	0	0	1
Cour d'appel de GRENOBLE	34	26	0	3	1	0	4	0
BOURGOIN-JALLIEU	2	1	0	0	0	0	1	0
GRENOBLE	23	18	0	2	0	0	3	0
HAUTES-ALPES	2	1	0	1	0	0	0	0
VALENCE	4	3	0	0	1	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Total*	Titulaire du CAPA (première inscription à un barreau)	Article 97 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la	Article 98 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 99 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 100 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	En provenance d'un autre barreau	Autres
VIENNE	3	3	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de LIMOGES</b>	<b>16</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>1</b>
CORREZE	2	1	0	0	0	0	1	0
CREUSE	0	0	0	0	0	0	0	0
LIMOGES	12	7	0	1	0	0	3	1
TULLE	2	2	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de LYON</b>	<b>284</b>	<b>203</b>	<b>0</b>	<b>15</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>65</b>	<b>1</b>
AIN	5	3	0	1	0	0	1	0
LYON	264	189	0	13	0	0	62	0
ROANNE	1	1	0	0	0	0	0	0
SAINT-ETIENNE	12	8	0	1	0	0	2	1
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	2	2	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de METZ</b>	<b>11</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
METZ	10	8	1	1	0	0	0	0
SARREGUEMINES	0	0	0	0	0	0	0	0
THONVILLE	1	0	0	0	0	0	1	0
<b>Cour d'appel de MONTPELLIER*</b>	<b>40</b>	<b>25</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>2</b>
AVEYRON	4	1	0	0	0	0	1	2
BEZIERS	9	2	0	1	0	0	6	0
CARCASSONNE	1	1	0	0	0	0	0	0
MONTPELLIER	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
NARBONNE	5	4	1	0	0	0	0	0
PYRENEES ORIENTALES	21	17	0	1	0	0	3	0
<b>Cour d'appel de NANCY</b>	<b>19</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>0</b>
BRIEY	2	0	0	0	0	0	2	0
EPINAL	3	1	0	1	0	0	1	0
MEUSE	0	0	0	0	0	0	0	0
NANCY	14	8	0	0	0	0	6	0
<b>Cour d'appel de NIMES</b>	<b>35</b>	<b>16</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>16</b>	<b>2</b>
ALES	4	1	0	1	0	0	2	0
ARDECHE	1	1	0	0	0	0	0	0
AVIGNON	0	0	0	0	0	0	0	0
CARPENTRAS	11	6	0	0	0	0	3	2
LOZERE	0	0	0	0	0	0	0	0
NIMES	19	8	0	0	0	0	11	0
<b>Cour d'appel de NOUMEA</b>	<b>18</b>	<b>14</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>
NOUVELLE CALEDONIE	18	14	0	0	0	0	4	0
<b>Cour d'appel d' ORLEANS*</b>	<b>44</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>
BLOIS	6	3	0	1	0	0	2	0
MONTARGIS	27	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
ORLEANS	1	0	0	1	0	0	0	0
TOURS	10	8	0	0	0	0	2	0
<b>Cour d'appel de PAPEETE</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>3</b>
POLYNESIE	4	0	0	0	0	0	1	3
<b>Cour d'appel de PARIS*</b>	<b>2 706</b>	<b>1 959</b>	<b>5</b>	<b>58</b>	<b>20</b>	<b>108</b>	<b>295</b>	<b>260</b>
AUXERRE	4	2	0	0	0	0	2	0
ESSONNE	18	9	0	2	0	0	7	0
FONTAINEBLEAU	1	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
MEAUX	15	7	0	0	0	0	8	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Total*	Titulaire du CAPA (première inscription à un barreau)	Article 97 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la	Article 98 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 99 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 100 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	En provenance d'un autre barreau	Autres
MELUN	8	6	0	1	0	0	1	0
PARIS	2 560	1 879	5	54	19	107	237	259
SEINE-SAINT-DENIS	51	35	0	0	0	0	16	0
SENS	1	1	0	0	0	0	0	0
VAL DE MARNE	48	20	0	1	1	1	24	1
<b>Cour d'appel de PAU</b>	<b>46</b>	<b>27</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>17</b>	<b>0</b>
BAYONNE	21	12	0	0	0	0	9	0
DAX	8	3	0	1	0	1	3	0
MONT-de-MARSAN	2	1	0	0	0	0	1	0
PAU	14	10	0	0	0	0	4	0
TARBES	1	1	0	0	0	0	0	0
Cour d'appel de POITIERS*	41	19	0	1	1	0	16	1
DEUX-SEVRES	4	0	0	1	0	0	3	0
LA ROCHELLE	19	11	0	0	1	0	7	0
LA ROCHE-SUR-YON	6	3	0	0	0	0	3	0
LES SABLES-D'OLONNE	2	0	0	0	0	0	2	0
POITIERS	7	5	0	0	0	0	1	1
SAINTES	3	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Cour d'appel de REIMS</b>	<b>12</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
ARDENNES	0	0	0	0	0	0	0	0
AUBE	4	2	0	0	0	0	2	0
CHALONS EN CHAMPAGNE	1	0	0	0	0	0	1	0
REIMS	7	7	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de RENNES</b>	<b>317</b>	<b>196</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>111</b>	<b>1</b>
BREST	23	14	0	1	0	0	8	0
LORIENT	3	3	0	0	0	0	0	0
NANTES	179	113	0	5	0	0	61	0
QUIMPER	12	6	0	0	0	0	5	1
RENNES	79	48	0	3	0	0	28	0
SAINT-BRIEUC	9	7	0	0	0	0	2	0
SAINT-MALO	7	4	0	0	0	0	3	0
SAINT-NAZAIRE	0	0	0	0	0	0	0	0
VANNES	5	1	0	0	0	0	4	0
<b>Cour d'appel de RIOM*</b>	<b>26</b>	<b>15</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10</b>	<b>0</b>
AURILLAC	0	0	0	0	0	0	0	0
CLERMONT-FERRAND	23	14	0	1	0	0	8	0
CUSSET-VICHY	1	1	0	0	0	0	0	0
HAUTE LOIRE	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
MONTLUCON	1	0	0	0	0	0	1	0
MOULINS	1	0	0	0	0	0	1	0
<b>Cour d'appel de ROUEN*</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
DIEPPE	1	0	0	1	0	0	0	0
EVREUX	3	1	0	2	0	0	0	0
LE HAVRE	0	0	0	0	0	0	0	0
ROUEN	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION</b>	<b>44</b>	<b>34</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>0</b>
MAYOTTE	3	0	0	0	0	0	3	0
SAINT-DENIS REUNION	25	24	0	1	0	0	0	0
SAINT-PIERRE REUNION	16	10	0	0	0	0	6	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Total*	Titulaire du CAPA (première inscription à un barreau)	Article 97 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la	Article 98 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 99 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	Article 100 décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat	En provenance d'un autre barreau	Autres
<b>Cour d'appel de TOULOUSE*</b>	<b>117</b>	<b>89</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>20</b>	<b>0</b>
ALBI	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
ARIEGE	0	0	0	0	0	0	0	0
CASTRES	1	1	0	0	0	0	0	0
SAINT-GAUDENS	0	0	0	0	0	0	0	0
TARN-ET-GARONNE	4	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
TOULOUSE	112	88	0	2	1	1	20	0
<b>Cour d'appel de VERSAILLES</b>	<b>386</b>	<b>228</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>139</b>	<b>0</b>
CHARTRES	7	3	0	0	0	0	4	0
HAUTS DE SEINE	316	188	0	11	0	3	114	0
VAL D'OISE	23	21	0	2	0	0	0	0
VERSAILLES	40	16	0	1	1	1	21	0

\* hors nd

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile -. "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -".

**Tableau A 3 - Nombre d'avocats ayant quitté le barreau au cours de l'année 2019  
selon le motif de désinscription, par barreau et ressort de cour d'appel**

Barreau et ressort de cour d'appel	Total*	Démission	Omission volontaire	Omission forcée	Radiation	Autres
<b>TOTAL FRANCE ENTIERE*</b>	<b>3 545</b>	<b>1 991</b>	<b>1 315</b>	<b>59</b>	<b>13</b>	<b>160</b>
<b>Cour d'appel d' AGEN</b>	<b>11</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>
AGEN	6	4	1	0	0	1
GERS	0	0	0	0	0	0
LOT	5	0	3	0	0	2
<b>Cour d'appel d' AIX-en-PROVENCE</b>	<b>235</b>	<b>153</b>	<b>67</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15</b>
AIX-en-PROVENCE	31	25	6	0	0	0
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	6	5	1	0	0	0
DRAGUIGNAN	9	6	2	0	0	1
GRASSE	25	17	6	0	0	2
MARSEILLE	107	79	24	0	0	4
NICE	37	9	22	0	0	6
TARASCON	7	4	2	0	0	1
TOULON	13	8	4	0	0	1
<b>Cour d'appel d' AMIENS</b>	<b>20</b>	<b>12</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>
AMIENS	7	2	3	1	0	1
BEAUVAIS	1	1	0	0	0	0
COMPIEGNE	3	2	1	0	0	0
LAON	2	0	0	0	0	2
SAINT-QUENTIN	4	4	0	0	0	0
SENLIS	2	2	0	0	0	0
SOISSONS	1	1	0	0	0	0
<b>Cour d'appel d' ANGERS</b>	<b>22</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
ANGERS	18	15	0	0	3	0
LAVAL	3	3	0	0	0	0
LE MANS	1	1	0	0	0	0
SAUMUR	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de BASSE-TERRE</b>	<b>10</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>
GADELOUPE	10	2	4	0	0	4
<b>Cour d'appel de BASTIA</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
AJACCIO	4	3	1	0	0	0
BASTIA	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de BESANCON</b>	<b>13</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
BELFORT	4	4	0	0	0	0
BESANCON	4	3	1	0	0	0
HAUTE-SAONE	2	2	0	0	0	0
JURA	3	3	0	0	0	0
MONTBELIARD	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de BORDEAUX</b>	<b>95</b>	<b>69</b>	<b>24</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
BERGERAC	2	1	1	0	0	0
BORDEAUX	82	62	19	0	0	1
CHARENTE	7	4	3	0	0	0
LIBOURNE	4	2	1	0	0	1
PERIGUEUX	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Total*	Démission	Omission volontaire	Omission forcée	Radiation	Autres
<b>Cour d'appel de BOURGES</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
BOURGES	3	1	1	0	0	1
CHATEAUROUX	1	1	0	0	0	0
NEVERS	5	4	0	0	0	1
<b>Cour d'appel de CAEN</b>	<b>25</b>	<b>20</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>
ALENCON	3	3	0	0	0	0
ARGENTAN	1	1	0	0	0	0
CAEN	16	13	2	0	0	1
CHERBOURG	1	0	0	0	0	1
COUTANCES	0	0	0	0	0	0
LISIEUX	4	3	0	0	0	1
<b>Cour d'appel de CAYENNE</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
GUYANE	1	1	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de CHAMBERY</b>	<b>24</b>	<b>16</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
ALBERTVILLE	0	0	0	0	0	0
ANNECY	9	4	5	0	0	0
BONNEVILLE	5	3	1	0	0	1
CHAMBERY	6	6	0	0	0	0
THONON-les-BAINS	4	3	1	0	0	0
<b>Cour d'appel de COLMAR*</b>	<b>21</b>	<b>18</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
COLMAR	12	9	2	1	0	0
MULHOUSE	7	7	0	0	0	0
SAVERNE	2	2	0	0	0	0
STRASBOURG	nd	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Cour d'appel de DIJON</b>	<b>20</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>5</b>
CHALON-sur-SAONE	3	2	0	0	0	1
DIJON	13	5	4	0	0	4
HAUTE-MARNE	2	0	1	1	0	0
MACON-CHAROLLES	2	2	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de DOUAI</b>	<b>82</b>	<b>30</b>	<b>46</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>5</b>
ARRAS	2	2	0	0	0	0
AVESNES-sur-HELPE	0	0	0	0	0	0
BETHUNE	4	2	2	0	0	0
BOULOGNE-sur-MER	6	4	0	0	0	2
CAMBRAI	1	1	0	0	0	0
DOUAI	0	0	0	0	0	0
DUNKERQUE	2	0	1	0	0	1
LILLE	61	16	43	0	0	2
SAINT-OMER	2	2	0	0	0	0
VALENCIENNES	4	3	0	1	0	0
<b>Cour d'appel de FORT-de-FRANCE</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
MARTINIQUE	5	3	2	0	0	0
<b>Cour d'appel de GRENOBLE</b>	<b>15</b>	<b>10</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
BOURGOIN-JALLIEU	0	0	0	0	0	0
GRENOBLE	9	4	5	0	0	0
HAUTES-ALPES	0	0	0	0	0	0
VALENCE	3	3	0	0	0	0
VIENNE	3	3	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de LIMOGES</b>	<b>17</b>	<b>13</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
CORREZE	6	5	1	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Total*	Démission	Omission volontaire	Omission forcée	Radiation	Autres
CREUSE	3	1	2	0	0	0
LIMOGES	6	5	1	0	0	0
TULLE	2	2	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de LYON</b>	<b>177</b>	<b>97</b>	<b>70</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>9</b>
AIN	4	2	1	0	0	1
LYON	164	91	68	0	1	4
ROANNE	2	2	0	0	0	0
SAINT-ETIENNE	5	0	1	0	0	4
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	2	2	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de METZ</b>	<b>15</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
METZ	9	2	5	1	0	1
SARREGUEMINES	4	3	1	0	0	0
THIONVILLE	2	2	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de MONTPELLIER*</b>	<b>25</b>	<b>17</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>4</b>
AVEYRON	5	2	2	1	0	0
BEZIERS	4	3	0	0	0	1
CARCASSONNE	7	6	0	0	0	1
MONTPELLIER	nd	nd	nd	nd	nd	nd
NARBONNE	4	2	1	0	0	1
PYRENEES ORIENTALES	5	4	0	0	0	1
<b>Cour d'appel de NANCY</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
BRIEY	2	2	0	0	0	0
EPINAL	2	2	0	0	0	0
MEUSE	2	2	0	0	0	0
NANCY	5	4	1	0	0	0
<b>Cour d'appel de NIMES</b>	<b>31</b>	<b>21</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>
ALES	0	0	0	0	0	0
ARDECHE	2	2	0	0	0	0
AVIGNON	10	5	5	0	0	0
CARPENTRAS	7	5	1	0	0	1
LOZERE	0	0	0	0	0	0
NIMES	12	9	1	0	0	2
<b>Cour d'appel de NOUMEA</b>	<b>13</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
NOUVELLE CALEDONIE	13	7	6	0	0	0
<b>Cour d'appel d' ORLEANS</b>	<b>30</b>	<b>16</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>6</b>
BLOIS	6	3	1	1	0	1
MONTARGIS	0	0	0	0	0	0
ORLEANS	9	1	3	0	0	5
TOURS	15	12	2	1	0	0
<b>Cour d'appel de PAPEETE</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
POLYNESIE	3	0	2	1	0	0
<b>Cour d'appel de PARIS</b>	<b>1 682</b>	<b>697</b>	<b>878</b>	<b>43</b>	<b>9</b>	<b>55</b>
AUXERRE	1	0	0	0	1	0
ESSONNE	0	0	0	0	0	0
FONTAINEBLEAU	2	1	1	0	0	0
MEAUX	6	5	1	0	0	0
MELUN	8	3	3	0	1	1
PARIS	1 633	674	863	39	6	51
SEINE-SAINT-DENIS	13	4	5	4	0	0
SENS	2	1	0	0	0	1

Barreau et ressort de cour d'appel	Total*	Démission	Omission volontaire	Omission forcée	Radiation	Autres
VAL DE MARNE	17	9	5	0	1	2
<b>Cour d'appel de PAU</b>	<b>26</b>	<b>15</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>7</b>
BAYONNE	4	4	0	0	0	0
DAX	6	6	0	0	0	0
MONT-de-MARSAN	4	2	0	0	0	2
PAU	11	2	3	1	0	5
TARBES	1	1	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de POITIERS</b>	<b>51</b>	<b>35</b>	<b>12</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
DEUX-SEVRES	4	2	2	0	0	0
LA ROCHELLE	12	9	3	0	0	0
LA ROCHE-SUR-YON	8	6	1	0	0	1
LES SABLES-D'OLONNE	2	1	0	0	0	1
POITIERS	25	17	6	2	0	0
SAINTE	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de REIMS*</b>	<b>14</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>
ARDENNES	2	2	0	0	0	0
AUBE	4	0	0	0	0	4
CHALONS EN CHAMPAGNE	1	1	0	0	0	0
REIMS	7	nd	nd	nd	nd	nd
<b>Cour d'appel de RENNES</b>	<b>63</b>	<b>38</b>	<b>21</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>
BREST	8	6	2	0	0	0
LORIENT	1	0	1	0	0	0
NANTES	2	0	0	1	0	1
QUIMPER	3	0	3	0	0	0
RENNES	32	16	14	0	0	2
SAINT-BRIEUC	7	6	1	0	0	0
SAINT-MALO	5	5	0	0	0	0
SAINT-NAZAIRE	0	0	0	0	0	0
VANNES	5	5	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de RIOM</b>	<b>18</b>	<b>11</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>
AURILLAC	1	1	0	0	0	0
CLERMONT-FERRAND	12	8	4	0	0	0
CUSSET-VICHY	1	0	0	0	0	1
HAUTE LOIRE	2	0	0	0	0	2
MONTLUCON	0	0	0	0	0	0
MOULINS	2	2	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de ROUEN*</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
DIEPPE	3	3	0	0	0	0
EVREUX	2	2	0	0	0	0
LE HAVRE	0	0	0	0	0	0
ROUEN	3	0	3	0	0	0
<b>Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION</b>	<b>14</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
MAYOTTE	3	2	1	0	0	0
SAINT-DENIS REUNION	8	4	4	0	0	0
SAINT-PIERRE REUNION	3	3	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de TOULOUSE*</b>	<b>73</b>	<b>56</b>	<b>15</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
ALBI	nd	nd	nd	nd	nd	nd
ARIEGE	0	0	0	0	0	0
CASTRES	5	5	0	0	0	0
SAINT-GAUDENS	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Total*	Démission	Omission volontaire	Omission forcée	Radiation	Autres
TARN-ET-GARONNE	8	7	1	0	0	0
TOULOUSE	60	44	14	2	0	0
<b>Cour d'appel de VERSAILLES</b>	<b>314</b>	<b>199</b>	<b>94</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>20</b>
CHARTRES	6	1	2	1	0	2
HAUTS DE SEINE	252	153	85	0	0	14
VAL D'OISE	26	21	5	0	0	0
VERSAILLES	30	24	2	0	0	4

\* hors nd

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -".

**Tableau A4 - Nombre d'avocats pour 10 000 habitants par département au 1er janvier 2020**

N°	Département	Population au 1er janvier 2020	Nombre d'avocats au 1er janvier 2020	Nombre d'avocats pour 10 000 habitants
	<b>TOTAL FRANCE ENTIERE</b>	<b>67 611 028</b>	<b>70 073</b>	<b>10,4</b>
	<b>France métropolitaine</b>	<b>64 897 954</b>	<b>68 909</b>	<b>10,6</b>
1	AIN	656 955	131	2,0
2	AISNE	526 050	108	2,1
3	ALLIER	331 315	120	3,6
4	ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	165 197	46	2,8
5	HAUTES-ALPES	141 756	56	4,0
6	ALPES-MARITIMES	1 079 396	1 700	15,7
7	ARDECHE	326 875	55	1,7
8	ARDENNES	265 531	64	2,4
9	ARIEGE	152 398	37	2,4
10	AUBE	309 907	90	2,9
11	AUDE	372 705	177	4,7
12	AVEYRON	278 360	63	2,3
13	BOUCHES-DU-RHONE	2 034 469	3 156	15,5
14	CALVADOS	691 453	426	6,2
15	CANTAL	142 811	39	2,7
16	CHARENTE	348 180	124	3,6
17	CHARENTE-MARITIME	647 080	340	5,3
18	CHER	296 404	88	3,0
19	CORREZE	240 336	112	4,7
2A	CORSE-DU-SUD	162 421	140	8,6
2B	HAUTE-CORSE	182 258	154	8,4
21	COTE-D'OR	532 886	343	6,4
22	COTES-D'ARMOR	596 186	139	2,3
23	CREUSE	116 270	15	1,3
24	DORDOGNE	408 393	131	3,2
25	DOUBS	539 449	228	4,2
26	DROME	520 560	266	5,1
27	EURE	600 687	144	2,4
28	EURE-ET-LOIR	429 425	144	3,4
29	FINISTERE	906 554	360	4,0
30	GARD	748 468	428	5,7
31	HAUTE-GARONNE	1 400 935	1 653	11,8
32	GERS	190 040	52	2,7
33	GIRONDE	1 633 440	1 800	11,0
34	HERAULT	1 176 145	1 281	10,9
35	ILLE-ET-VILAINE	1 082 073	945	8,7
36	INDRE	217 139	48	2,2
37	INDRE-ET-LOIRE	605 380	296	4,9
38	ISERE	1 264 979	683	5,4
39	JURA	257 849	63	2,4
40	LANDES	411 979	136	3,3
41	LOIR-ET-CHER	327 835	81	2,5
42	LOIRE	764 737	353	4,6
43	HAUTE-LOIRE	226 901	43	1,9
44	LOIRE-ATLANTIQUE	1 437 137	1 231	8,6
45	LOIRET	682 890	245	3,6
46	LOT	173 166	44	2,5

N°	Département	Population au 1er janvier 2020	Nombre d'avocats au 1er janvier 2020	Nombre d'avocats pour 10 000 habitants
47	LOT-ET-GARONNE	330 336	107	3,2
48	LOZERE	76 286	18	2,4
49	MAINE-ET-LOIRE	815 881	395	4,8
50	MANCHE	490 669	127	2,6
51	MARNE	563 823	329	5,8
52	HAUTE-MARNE	169 250	33	1,9
53	MAYENNE	305 365	71	2,3
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	730 398	367	5,0
55	MEUSE	181 641	21	1,2
56	MORBIHAN	755 566	244	3,2
57	MOSELLE	1 035 866	435	4,2
58	NIEVRE	199 596	48	2,4
59	NORD	2 588 988	1 599	6,2
60	OISE	825 077	242	2,9
61	ORNE	276 903	58	2,1
62	PAS-DE-CALAIS	1 452 778	360	2,5
63	PUY-DE-DOME	660 240	418	6,3
64	PYRENEES-ATLANTIQUES	683 169	547	8,0
65	HAUTES-PYRENEES	226 839	68	3,0
66	PYRENEES-ORIENTALES	479 000	309	6,5
67	BAS-RHIN	1 132 607	1 030	9,1
68	HAUT-RHIN	763 204	364	4,8
69	RHONE	1 876 051	3 494	18,6
70	HAUTE-SAONE	233 194	30	1,3
71	SAONE-ET-LOIRE	547 824	174	3,2
72	SARTHE	560 227	169	3,0
73	SAVOIE	432 548	275	6,4
74	HAUTE-SAVOIE	828 405	459	5,5
75	PARIS	2 148 271	29 865	139,0
76	SEINE-MARITIME	1 243 788	713	5,7
77	SEINE-ET-MARNE	1 423 607	386	2,7
78	YVELINES	1 448 625	758	5,2
79	DEUX-SEVRES	372 627	92	2,5
80	SOMME	569 769	271	4,8
81	TARN	387 898	139	3,6
82	TARN-ET-GARONNE	262 618	95	3,6
83	VAR	1 073 836	747	7,0
84	VAUCLUSE	560 997	409	7,3
85	VENDEE	683 187	192	2,8
86	VIENNE	437 398	289	6,6
87	HAUTE-VIENNE	370 774	175	4,7
88	VOSGES	359 520	110	3,1
89	YONNE	332 096	87	2,6
90	TERRITOIRE-DE-BELFORT	140 145	37	2,6
91	ESSONNE	1 319 401	364	2,8
92	HAUTS-DE-SEINE	1 613 762	2 358	14,6
93	SEINE-ST-DENIS	1 670 149	604	3,6
94	VAL-DE-MARNE	1 406 041	577	4,1
95	VAL-D'OISE	1 248 354	472	3,8
971	GUADELOUPE	376 879	310	8,2
972	MARTINIQUE	358 749	201	5,6
973	GUYANE	290 691	83	2,9
974	LA REUNION	859 959	318	3,7

<b>N°</b>	<b>Département</b>	<b>Population au 1er janvier 2020</b>	<b>Nombre d'avocats au 1er janvier 2020</b>	<b>Nombre d'avocats pour 10 000 habitants</b>
976	MAYOTTE	279 471	30	1,1
987	PAPEETE*	275 918	108	3,9
988	NOUVELLE CALEDONIE**	271 407	114	4,2

Sources : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -" et INSEE, Estimations de population au 1er janvier 2020, \*recensement de population 2017, \*\*recensement de population 2019.

Tableau A 5 - Répartition des avocats selon le sexe par barreau et ressort de cour d'appel au 1er janvier 2020 - Proportion de femmes inscrites au barreau (%)

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats inscrits au barreau			
	Total	Hommes	Femmes	Proportion de femmes (%)
<b>TOTAL FRANCE ENTIERE</b>	<b>70 073</b>	<b>30 304</b>	<b>39 769</b>	<b>56,8</b>
<b>Cour d'appel d' AGEN</b>	<b>203</b>	<b>87</b>	<b>116</b>	<b>57,1</b>
AGEN	107	46	61	57,0
GERS	52	26	26	50,0
LOT	44	15	29	65,9
<b>Cour d'appel d' AIX-en-PROVENCE</b>	<b>5 649</b>	<b>2 451</b>	<b>3 198</b>	<b>56,6</b>
AIX-en-PROVENCE	830	307	523	63,0
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	46	20	26	56,5
DRAGUIGNAN	251	113	138	55,0
GRASSE	598	239	359	60,0
MARSEILLE	2 245	993	1 252	55,8
NICE	1 102	522	580	52,6
TARASCON	81	36	45	55,6
TOULON	496	221	275	55,4
<b>Cour d'appel d' AMIENS</b>	<b>621</b>	<b>263</b>	<b>358</b>	<b>57,6</b>
AMIENS	271	123	148	54,6
BEAUVAIS	68	27	41	60,3
COMPIEGNE	83	39	44	53,0
LAON	32	11	21	65,6
SAINT-QUENTIN	47	23	24	51,1
SENLIS	91	28	63	69,2
SOISSONS	29	12	17	58,6
<b>Cour d'appel d' ANGERS</b>	<b>635</b>	<b>288</b>	<b>347</b>	<b>54,6</b>
ANGERS	368	171	197	53,5
LAVAL	71	35	36	50,7
LE MANS	169	68	101	59,8
SAUMUR	27	14	13	48,1
<b>Cour d'appel de BASSE-TERRE</b>	<b>310</b>	<b>132</b>	<b>178</b>	<b>57,4</b>
GUADELOUPE	310	132	178	57,4
<b>Cour d'appel de BASTIA</b>	<b>294</b>	<b>107</b>	<b>187</b>	<b>63,6</b>
AJACCIO	140	55	85	60,7
BASTIA	154	52	102	66,2
<b>Cour d'appel de BESANCON</b>	<b>358</b>	<b>144</b>	<b>214</b>	<b>59,8</b>
BELFORT	37	20	17	45,9
BESANCON	192	74	118	61,5
HAUTE-SAONE	30	9	21	70,0
JURA	63	23	40	63,5
MONTBELIARD	36	18	18	50,0
<b>Cour d'appel de BORDEAUX</b>	<b>2 055</b>	<b>794</b>	<b>1 261</b>	<b>61,4</b>
BERGERAC	43	18	25	58,1
BORDEAUX	1 732	662	1 070	61,8
CHARENTE	124	49	75	60,5
LIBOURNE	68	26	42	61,8
PERIGUEUX	88	39	49	55,7
<b>Cour d'appel de BOURGES</b>	<b>184</b>	<b>70</b>	<b>114</b>	<b>62,0</b>
BOURGES	88	34	54	61,4

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats inscrits au barreau			
	Total	Hommes	Femmes	Proportion de femmes (%)
CHATEAUROUX	48	20	28	58,3
NEVERS	48	16	32	66,7
<b>Cour d'appel de CAEN</b>	<b>611</b>	<b>243</b>	<b>368</b>	<b>60,2</b>
ALENCON	35	16	19	54,3
ARGENTAN	23	10	13	56,5
CAEN	387	153	234	60,5
CHERBOURG	56	18	38	67,9
COUTANCES	71	27	44	62,0
LISIEUX	39	19	20	51,3
<b>Cour d'appel de CAYENNE</b>	<b>83</b>	<b>38</b>	<b>45</b>	<b>54,2</b>
GUYANE	83	38	45	54,2
<b>Cour d'appel de CHAMBERY</b>	<b>734</b>	<b>260</b>	<b>474</b>	<b>64,6</b>
ALBERTVILLE	50	18	32	64,0
ANNECY	251	94	157	62,5
BONNEVILLE	61	19	42	68,9
CHAMBERY	225	84	141	62,7
THONON-les-BAINS	147	45	102	69,4
<b>Cour d'appel de COLMAR</b>	<b>1 394</b>	<b>592</b>	<b>802</b>	<b>57,5</b>
COLMAR	148	57	91	61,5
MULHOUSE	216	93	123	56,9
SAVERNE	28	11	17	60,7
STRASBOURG	1 002	431	571	57,0
<b>Cour d'appel de DIJON</b>	<b>550</b>	<b>222</b>	<b>328</b>	<b>59,6</b>
CHALON-sur-SAONE	101	48	53	52,5
DIJON	343	129	214	62,4
HAUTE-MARNE	33	19	14	42,4
MACON-CHAROLLES	73	26	47	64,4
<b>Cour d'appel de DOUAI</b>	<b>1 959</b>	<b>897</b>	<b>1 062</b>	<b>54,2</b>
ARRAS	93	45	48	51,6
AVESNES-sur-HELPE	38	23	15	39,5
BETHUNE	114	46	68	59,6
BOULOGNE-sur-MER	122	53	69	56,6
CAMBRAI	29	13	16	55,2
DOUAI	90	38	52	57,8
DUNKERQUE	80	35	45	56,3
LILLE	1 249	586	663	53,1
SAINT-OMER	31	13	18	58,1
VALENCIENNES	113	45	68	60,2
<b>Cour d'appel de FORT-de-FRANCE</b>	<b>201</b>	<b>71</b>	<b>130</b>	<b>64,7</b>
MARTINIQUE	201	71	130	64,7
<b>Cour d'appel de GRENOBLE</b>	<b>1 005</b>	<b>375</b>	<b>630</b>	<b>62,7</b>
BOURGOIN-JALLIEU	41	15	26	63,4
GRENOBLE	575	212	363	63,1
HAUTES-ALPES	56	27	29	51,8
VALENCE	266	95	171	64,3
VIENNE	67	26	41	61,2
<b>Cour d'appel de LIMOGES</b>	<b>302</b>	<b>125</b>	<b>177</b>	<b>58,6</b>
CORREZE	85	35	50	58,8
CREUSE	15	6	9	60,0
LIMOGES	175	74	101	57,7
TULLE	27	10	17	63,0
<b>Cour d'appel de LYON</b>	<b>3 978</b>	<b>1 677</b>	<b>2 301</b>	<b>57,8</b>
AIN	131	50	81	61,8

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats inscrits au barreau			
	Total	Hommes	Femmes	Proportion de femmes (%)
LYON	3 438	1 463	1 975	57,4
ROANNE	43	17	26	60,5
SAINT-ETIENNE	310	122	188	60,6
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	56	25	31	55,4
<b>Cour d'appel de METZ</b>	<b>435</b>	<b>215</b>	<b>220</b>	<b>50,6</b>
METZ	318	168	150	47,2
SARREGUEMINES	64	24	40	62,5
THIONVILLE	53	23	30	56,6
<b>Cour d'appel de MONTPELLIER</b>	<b>1 830</b>	<b>778</b>	<b>1 052</b>	<b>57,5</b>
AVEYRON	63	27	36	57,1
BEZIERS	168	59	109	64,9
CARCASSONNE	85	35	50	58,8
MONTPELLIER	1 113	461	652	58,6
NARBONNE	92	47	45	48,9
PYRENEES ORIENTALES	309	149	160	51,8
<b>Cour d'appel de NANCY</b>	<b>498</b>	<b>230</b>	<b>268</b>	<b>53,8</b>
BRIEY	17	10	7	41,2
EPINAL	110	58	52	47,3
MEUSE	21	12	9	42,9
NANCY	350	150	200	57,1
<b>Cour d'appel de NIMES</b>	<b>910</b>	<b>435</b>	<b>475</b>	<b>52,2</b>
ALES	48	17	31	64,6
ARDECHE	55	19	36	65,5
AVIGNON	311	133	178	57,2
CARPENTRAS	98	27	71	72,4
LOZERE	18	10	8	44,4
NIMES	380	229	151	39,7
<b>Cour d'appel de NOUMEA</b>	<b>114</b>	<b>83</b>	<b>31</b>	<b>27,2</b>
NOUVELLE CALEDONIE	114	83	31	27,2
<b>Cour d'appel d' ORLEANS</b>	<b>622</b>	<b>253</b>	<b>369</b>	<b>59,3</b>
BLOIS	81	33	48	59,3
MONTARGIS	26	8	18	69,2
ORLEANS	219	84	135	61,6
TOURS	296	128	168	56,8
<b>Cour d'appel de PAPEETE</b>	<b>108</b>	<b>64</b>	<b>44</b>	<b>40,7</b>
POLYNESIE	108	64	44	40,7
<b>Cour d'appel de PARIS</b>	<b>31 883</b>	<b>14 386</b>	<b>17 497</b>	<b>54,9</b>
AUXERRE	58	20	38	65,5
ESSONNE	364	130	234	64,3
FONTAINEBLEAU	49	17	32	65,3
MEAUX	193	58	135	69,9
MELUN	144	47	97	67,4
PARIS	29 865	13 684	16 181	54,2
SEINE-SAINT-DENIS	604	224	380	62,9
SENS	29	8	21	72,4
VAL DE MARNE	577	198	379	65,7
<b>Cour d'appel de PAU</b>	<b>751</b>	<b>293</b>	<b>458</b>	<b>61,0</b>
BAYONNE	302	129	173	57,3
DAX	72	25	47	65,3
MONT-de-MARSAN	64	18	46	71,9
PAU	245	97	148	60,4
TARBES	68	24	44	64,7

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats inscrits au barreau			
	Total	Hommes	Femmes	Proportion de femmes (%)
<b>Cour d'appel de POITIERS</b>	<b>913</b>	<b>372</b>	<b>541</b>	<b>59,3</b>
DEUX-SEVRES	92	44	48	52,2
LA ROCHELLE	247	95	152	61,5
LA ROCHE-SUR-YON	136	54	82	60,3
LES SABLES-D'OLONNE	56	24	32	57,1
POITIERS	289	121	168	58,1
SAINTE	93	34	59	63,4
<b>Cour d'appel de REIMS</b>	<b>483</b>	<b>218</b>	<b>265</b>	<b>54,9</b>
ARDENNES	64	27	37	57,8
AUBE	90	41	49	54,4
CHALONS EN CHAMPAGNE	57	21	36	63,2
REIMS	272	129	143	52,6
<b>Cour d'appel de RENNES</b>	<b>2 919</b>	<b>1 182</b>	<b>1 737</b>	<b>59,5</b>
BREST	223	84	139	62,3
LORIENT	121	45	76	62,8
NANTES	1 116	450	666	59,7
QUIMPER	137	63	74	54,0
RENNES	860	362	498	57,9
SAINT-BRIEUC	139	51	88	63,3
SAINT-MALO	85	35	50	58,8
SAINT-NAZAIRE	115	39	76	66,1
VANNES	123	53	70	56,9
<b>Cour d'appel de RIOM</b>	<b>620</b>	<b>244</b>	<b>376</b>	<b>60,6</b>
AURILLAC	39	18	21	53,8
CLERMONT-FERRAND	418	163	255	61,0
CUSSET-VICHY	57	22	35	61,4
HAUTE LOIRE	43	15	28	65,1
MONTLUCON	35	14	21	60,0
MOULINS	28	12	16	57,1
<b>Cour d'appel de ROUEN</b>	<b>857</b>	<b>334</b>	<b>523</b>	<b>61,0</b>
DIEPPE	47	15	32	68,1
EVREUX	144	57	87	60,4
LE HAVRE	147	52	95	64,6
ROUEN	519	210	309	59,5
<b>Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION</b>	<b>348</b>	<b>157</b>	<b>191</b>	<b>54,9</b>
MAYOTTE	30	21	9	30,0
SAINT-DENIS REUNION	230	101	129	56,1
SAINT-PIERRE REUNION	88	35	53	60,2
<b>Cour d'appel de TOULOUSE</b>	<b>1 924</b>	<b>744</b>	<b>1 180</b>	<b>61,3</b>
ALBI	96	32	64	66,7
ARIEGE	37	13	24	64,9
CASTRES	43	19	24	55,8
SAINT-GAUDENS	17	8	9	52,9
TARN-ET-GARONNE	95	37	58	61,1
TOULOUSE	1 636	635	1 001	61,2
<b>Cour d'appel de VERSAILLES</b>	<b>3 732</b>	<b>1 480</b>	<b>2 252</b>	<b>60,3</b>
CHARTRES	144	50	94	65,3
HAUTS DE SEINE	2 358	1 021	1 337	56,7
VAL D'OISE	472	163	309	65,5
VERSAILLES	758	246	512	67,5

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile -. "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -".

**Tableau A 6 - Evolution du nombre d'avocats par barreau et ressort de cour d'appel de 2010 à 2020 - Taux d'accroissement 2010-2020 (%) –**

Barreau et ressort de cour d'appel	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Taux d'accr 2010-2020 (%)
<b>TOTAL FRANCE ENTIERE</b>	<b>51 758</b>	<b>53 744</b>	<b>56 176</b>	<b>58 224</b>	<b>60 223</b>	<b>62 073</b>	<b>63 923</b>	<b>65 480</b>	<b>66 958</b>	<b>68 464</b>	<b>70 073</b>	<b>35,4</b>
<b>Cour d'appel d' AGEN</b>	<b>193</b>	<b>191</b>	<b>211</b>	<b>205</b>	<b>205</b>	<b>208</b>	<b>205</b>	<b>207</b>	<b>208</b>	<b>202</b>	<b>203</b>	<b>5,2</b>
AGEN	98	98	108	103	103	106	104	107	109	105	107	9,2
GERS	48	47	55	54	56	54	54	54	53	53	52	8,3
LOT	47	46	48	48	46	48	47	46	46	44	44	-6,4
<b>Cour d'appel d' AIX-en-PROVENCE</b>	<b>4 273</b>	<b>4 465</b>	<b>4 660</b>	<b>4 877</b>	<b>5 000</b>	<b>5 111</b>	<b>5 260</b>	<b>5 360</b>	<b>5 445</b>	<b>5 567</b>	<b>5 649</b>	<b>32,2</b>
AIX-en-PROVENCE	596	607	672	707	729	759	780	792	808	827	830	39,3
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	49	48	50	48	48	45	49	50	48	51	46	-6,1
DRAGUIGNAN	207	213	226	229	234	244	247	241	243	249	251	21,3
GRASSE	519	532	542	575	590	590	605	608	614	602	598	15,2
MARSEILLE	1 594	1 664	1 732	1 810	1 872	1 905	1 994	2 062	2 124	2 183	2 245	40,8
NICE	863	927	932	998	989	1 026	1 035	1 053	1 048	1 083	1 102	27,7
TARASCON	69	72	78	86	87	85	84	78	81	84	81	17,4
TOULON	376	402	428	424	451	457	466	476	479	488	496	31,9
<b>Cour d'appel d' AMIENS</b>	<b>546</b>	<b>562</b>	<b>582</b>	<b>594</b>	<b>595</b>	<b>602</b>	<b>612</b>	<b>624</b>	<b>621</b>	<b>618</b>	<b>621</b>	<b>13,7</b>
AMIENS	231	237	242	249	255	257	265	278	271	266	271	17,3
BEAUVAIS	65	66	70	67	66	67	68	67	70	70	68	4,6
COMPIEGNE	69	72	76	76	74	77	79	80	81	80	83	20,3
LAON	38	38	37	38	39	39	36	37	35	34	32	-15,8
SAINT-QUENTIN	52	51	51	56	54	53	55	50	51	51	47	-9,6
SENLIS	62	69	76	78	75	81	81	84	85	89	91	46,8
SOISSONS	29	29	30	30	32	28	28	28	28	28	29	0,0
<b>Cour d'appel d' ANGERS</b>	<b>505</b>	<b>521</b>	<b>550</b>	<b>567</b>	<b>576</b>	<b>578</b>	<b>592</b>	<b>598</b>	<b>609</b>	<b>606</b>	<b>635</b>	<b>25,7</b>
ANGERS	281	298	317	328	336	321	336	343	353	356	368	31,0
LAVAL	65	65	66	67	71	67	70	72	71	69	71	9,2
LE MANS	159	158	167	172	169	167	162	159	160	156	169	6,3
SAUMUR						23	24	24	25	25	27	-
<b>Cour d'appel de BASSE-TERRE</b>	<b>224</b>	<b>236</b>	<b>259</b>	<b>265</b>	<b>275</b>	<b>285</b>	<b>294</b>	<b>307</b>	<b>310</b>	<b>315</b>	<b>310</b>	<b>38,4</b>
GUADELOUPE	224	236	259	265	275	285	294	307	310	315	310	38,4
<b>Cour d'appel de BASTIA</b>	<b>226</b>	<b>232</b>	<b>245</b>	<b>250</b>	<b>255</b>	<b>262</b>	<b>269</b>	<b>276</b>	<b>274</b>	<b>288</b>	<b>294</b>	<b>30,1</b>
AJACCIO	99	103	103	109	115	119	130	131	129	136	140	41,4
BASTIA	127	129	142	141	140	143	139	145	145	152	154	21,3
<b>Cour d'appel de BESANCON</b>	<b>331</b>	<b>337</b>	<b>353</b>	<b>346</b>	<b>354</b>	<b>352</b>	<b>352</b>	<b>361</b>	<b>358</b>	<b>355</b>	<b>358</b>	<b>8,2</b>
BELFORT	42	40	40	36	39	37	36	38	39	41	37	-11,9
BESANCON	162	165	175	169	172	172	175	185	187	186	192	18,5
HAUTE-SAONE	30	31	32	33	35	35	35	33	30	30	30	0,0
JURA	59	64	67	63	65	64	62	61	61	61	63	6,8
MONTBELIARD	38	37	39	45	43	44	44	44	41	37	36	-5,3
<b>Cour d'appel de BORDEAUX</b>	<b>1 369</b>	<b>1 443</b>	<b>1 544</b>	<b>1 584</b>	<b>1 619</b>	<b>1 692</b>	<b>1 750</b>	<b>1 803</b>	<b>1 884</b>	<b>1 976</b>	<b>2 055</b>	<b>50,1</b>
BERGERAC	42	40	46	46	46	45	44	43	42	44	43	2,4
BORDEAUX	1 100	1 166	1 245	1 288	1 316	1 379	1 430	1 492	1 575	1 650	1 732	57,5
CHARENTE	109	112	115	115	116	119	121	117	115	127	124	13,8
LIBOURNE	43	47	53	52	58	63	66	65	66	69	68	58,1
PERIGUEUX	75	78	85	83	83	86	89	86	86	86	88	17,3
<b>Cour d'appel de BOURGES</b>	<b>190</b>	<b>183</b>	<b>185</b>	<b>181</b>	<b>188</b>	<b>187</b>	<b>187</b>	<b>189</b>	<b>184</b>	<b>186</b>	<b>184</b>	<b>-3,2</b>
BOURGES	84	80	84	82	87	86	87	88	87	85	88	4,8
CHATEAURoux	50	49	47	44	46	46	48	49	44	48	48	-4,0
NEVERS	56	54	54	55	55	55	52	52	53	53	48	-14,3

Barreau et ressort de cour d'appel	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Taux d'accrct 2010-2020 (%)
<b>Cour d'appel de CAEN</b>	<b>499</b>	<b>513</b>	<b>547</b>	<b>558</b>	<b>568</b>	<b>570</b>	<b>577</b>	<b>582</b>	<b>593</b>	<b>605</b>	<b>611</b>	<b>22,4</b>
ALENCON	35	39	40	40	41	39	39	38	38	38	35	0,0
ARGENTAN	30	30	30	29	28	26	25	24	24	23	23	-23,3
CAEN	303	312	337	342	352	358	356	360	370	382	387	27,7
CHERBOURG	39	39	40	43	44	44	50	51	51	53	56	43,6
COUTANCES	56	58	64	68	69	68	71	71	70	71	71	26,8
LISIEUX	36	35	36	36	34	35	36	38	40	38	39	8,3
<b>Cour d'appel de CAYENNE</b>	<b>54</b>	<b>65</b>	<b>66</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>70</b>	<b>76</b>	<b>76</b>	<b>78</b>	<b>80</b>	<b>83</b>	<b>53,7</b>
GUYANE	54	65	66	70	70	70	76	76	78	80	83	53,7
<b>Cour d'appel de CHAMBERY</b>	<b>578</b>	<b>585</b>	<b>614</b>	<b>641</b>	<b>648</b>	<b>672</b>	<b>691</b>	<b>704</b>	<b>718</b>	<b>723</b>	<b>734</b>	<b>27,0</b>
ALBERTVILLE	54	51	51	53	52	51	53	51	49	51	50	-7,4
ANNECY	191	198	202	208	206	221	225	234	240	247	251	31,4
BONNEVILLE	55	57	59	59	60	62	64	65	62	63	61	10,9
CHAMBERY	163	163	179	193	202	203	204	214	220	221	225	38,0
THONON-les-BAINS	115	116	123	128	128	135	145	140	147	141	147	27,8
<b>Cour d'appel de COLMAR</b>	<b>1 049</b>	<b>1 106</b>	<b>1 134</b>	<b>1 165</b>	<b>1 194</b>	<b>1 238</b>	<b>1 284</b>	<b>1 295</b>	<b>1 345</b>	<b>1 359</b>	<b>1 394</b>	<b>32,9</b>
COLMAR	118	123	129	135	136	138	145	148	150	151	148	25,4
MULHOUSE	186	193	192	192	192	206	209	209	209	207	216	16,1
SAVERNE	31	32	31	31	31	29	31	30	30	30	28	-9,7
STRASBOURG	714	758	782	807	835	865	899	908	956	971	1 002	40,3
<b>Cour d'appel de DIJON</b>	<b>438</b>	<b>450</b>	<b>468</b>	<b>478</b>	<b>500</b>	<b>513</b>	<b>530</b>	<b>510</b>	<b>526</b>	<b>553</b>	<b>550</b>	<b>25,6</b>
CHALON-sur-SAONE	84	84	86	88	98	97	98	93	94	102	101	20,2
DIJON	270	285	291	299	310	322	326	317	332	345	343	27,0
HAUTE-MARNE	30	28	29	31	32	34	35	35	35	35	33	10,0
MACON-CHAROLLES	54	53	62	60	60	60	71	65	65	71	73	35,2
<b>Cour d'appel de DOUAI</b>	<b>1 488</b>	<b>1 561</b>	<b>1 686</b>	<b>1 720</b>	<b>1 781</b>	<b>1 836</b>	<b>1 880</b>	<b>1 918</b>	<b>1 926</b>	<b>1 974</b>	<b>1 959</b>	<b>31,7</b>
ARRAS	75	79	86	86	87	90	93	89	90	88	93	24,0
AVESNES-sur-HELPE	32	31	34	32	32	34	36	34	35	36	38	18,8
BETHUNE	98	103	110	110	111	112	112	111	113	115	114	16,3
BOULOGNE-sur-MER	95	97	105	110	109	116	122	120	124	127	122	28,4
CAMBRAI	25	29	30	28	30	29	31	30	30	29	29	16,0
DOUAI	70	70	92	95	95	97	94	93	97	93	90	28,6
DUNKERQUE	66	71	70	63	67	74	75	79	79	80	80	21,2
LILLE	901	948	1 022	1 057	1 108	1 145	1 177	1 220	1 212	1 256	1 249	38,6
SAINT-OMER	27	29	30	32	34	34	35	36	35	34	31	14,8
VALENCIENNES	99	104	107	107	108	105	105	106	111	116	113	14,1
<b>Cour d'appel de FORT-de-FRANCE</b>	<b>164</b>	<b>169</b>	<b>172</b>	<b>170</b>	<b>170</b>	<b>185</b>	<b>185</b>	<b>185</b>	<b>194</b>	<b>197</b>	<b>201</b>	<b>22,6</b>
MARTINIQUE	164	169	172	170	170	185	185	185	194	197	201	22,6
<b>Cour d'appel de GRENOBLE</b>	<b>793</b>	<b>810</b>	<b>858</b>	<b>890</b>	<b>912</b>	<b>918</b>	<b>949</b>	<b>978</b>	<b>992</b>	<b>992</b>	<b>1 005</b>	<b>26,7</b>
BOURGOIN-JALLIEU	32	32	33	37	38	36	35	36	38	39	41	28,1
GRENOBLE	464	475	511	521	531	526	555	566	568	566	575	23,9
HAUTES-ALPES	46	45	50	53	52	51	50	53	55	54	56	21,7
VALENCE	211	210	213	228	234	246	250	260	266	265	266	26,1
VIENNE	40	48	51	51	57	59	59	63	65	68	67	67,5
<b>Cour d'appel de LIMOGES</b>	<b>262</b>	<b>267</b>	<b>280</b>	<b>281</b>	<b>288</b>	<b>296</b>	<b>311</b>	<b>308</b>	<b>311</b>	<b>311</b>	<b>302</b>	<b>15,3</b>
CORREZE	98	96	101	103	103	80	90	86	86	87	85	-13,3
CREUSE	18	18	17	17	20	20	20	21	20	18	15	-16,7
LIMOGES	146	153	162	161	165	167	172	171	175	176	175	19,9
TULLE						29	29	30	30	30	27	-
<b>Cour d'appel de LYON</b>	<b>2 683</b>	<b>2 791</b>	<b>2 942</b>	<b>3 057</b>	<b>3 206</b>	<b>3 321</b>	<b>3 436</b>	<b>3 571</b>	<b>3 690</b>	<b>3 848</b>	<b>3 978</b>	<b>48,3</b>
AIN	120	117	122	123	120	116	119	120	121	130	131	9,2
LYON	2 224	2 337	2 475	2 592	2 722	2 833	2 940	3 066	3 178	3 317	3 438	54,6

Barreau et ressort de cour d'appel	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Taux d'accrct 2010-2020 (%)
ROANNE	42	43	40	39	41	42	44	44	44	44	43	2,4
SAINT-ETIENNE	254	251	263	260	273	281	283	290	295	304	310	22,0
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	43	43	42	43	50	49	50	51	52	53	56	30,2
<b>Cour d'appel de METZ</b>	<b>386</b>	<b>399</b>	<b>402</b>	<b>410</b>	<b>420</b>	<b>438</b>	<b>447</b>	<b>445</b>	<b>447</b>	<b>444</b>	<b>435</b>	<b>12,7</b>
METZ	281	295	293	303	307	315	322	320	320	318	318	13,2
SARREGUEMINES	59	59	63	59	60	66	69	68	70	69	64	8,5
THIONVILLE	46	45	46	48	53	57	56	57	57	57	53	15,2
<b>Cour d'appel de MONTPELLIER</b>	<b>1 365</b>	<b>1 422</b>	<b>1 513</b>	<b>1 585</b>	<b>1 650</b>	<b>1 698</b>	<b>1 733</b>	<b>1 774</b>	<b>1 802</b>	<b>1 775</b>	<b>1 830</b>	<b>34,1</b>
AVEYRON	46	47	51	51	54	58	59	59	63	62	63	37,0
BEZIERS	124	130	142	140	149	157	158	163	168	164	168	35,5
CARCASSONNE	63	63	63	80	83	88	85	89	86	89	85	34,9
MONTPELLIER	802	844	903	949	980	1 005	1 043	1 069	1 088	1 064	1 113	38,8
NARBONNE	64	69	74	80	83	88	84	86	94	93	92	43,8
PYRENEES ORIENTALES	266	269	280	285	301	302	304	308	303	303	309	16,2
<b>Cour d'appel de NANCY</b>	<b>436</b>	<b>454</b>	<b>465</b>	<b>466</b>	<b>483</b>	<b>473</b>	<b>492</b>	<b>486</b>	<b>491</b>	<b>490</b>	<b>498</b>	<b>14,2</b>
BRIEY	15	16	16	16	16	17	17	17	18	17	17	13,3
EPINAL	104	113	108	105	112	112	116	111	112	110	110	5,8
MEUSE	25	24	25	24	24	25	25	25	21	23	21	-16,0
NANCY	292	301	316	321	331	319	334	333	340	340	350	19,9
<b>Cour d'appel de NIMES</b>	<b>695</b>	<b>720</b>	<b>757</b>	<b>788</b>	<b>806</b>	<b>840</b>	<b>845</b>	<b>873</b>	<b>888</b>	<b>900</b>	<b>910</b>	<b>30,9</b>
ALES	27	33	32	34	35	40	39	41	42	43	48	77,8
ARDECHE	45	46	45	44	48	52	55	53	56	56	55	22,2
AVIGNON	254	263	269	272	276	287	289	305	310	313	311	22,4
CARPENTRAS	77	79	89	95	93	94	96	96	96	98	98	27,3
LOZERE	13	13	14	16	16	16	16	16	17	18	18	38,5
NIMES	279	286	308	327	338	351	350	362	367	372	380	36,2
<b>Cour d'appel de NOUMEA</b>	<b>71</b>	<b>84</b>	<b>85</b>	<b>93</b>	<b>101</b>	<b>107</b>	<b>110</b>	<b>114</b>	<b>117</b>	<b>114</b>	<b>114</b>	<b>60,6</b>
NOUVELLE CALEDONIE	71	84	85	93	101	107	110	114	117	114	114	60,6
<b>Cour d'appel d' ORLEANS</b>	<b>487</b>	<b>506</b>	<b>535</b>	<b>552</b>	<b>572</b>	<b>584</b>	<b>598</b>	<b>600</b>	<b>622</b>	<b>623</b>	<b>622</b>	<b>27,7</b>
BLOIS	68	70	74	78	79	77	88	86	83	81	81	19,1
MONTARGIS	27	28	30	30	30	30	27	26	27	27	26	-3,7
ORLEANS	172	178	190	196	198	207	203	204	215	216	219	27,3
TOURS	220	230	241	248	265	270	280	284	297	299	296	34,5
<b>Cour d'appel de PAPEETE</b>	<b>88</b>	<b>89</b>	<b>92</b>	<b>92</b>	<b>92</b>	<b>94</b>	<b>91</b>	<b>92</b>	<b>100</b>	<b>103</b>	<b>108</b>	<b>22,7</b>
POLYNESIE	88	89	92	92	92	94	91	92	100	103	108	22,7
<b>Cour d'appel de PARIS</b>	<b>841</b>	<b>819</b>	<b>697</b>	<b>803</b>	<b>780</b>	<b>735</b>	<b>669</b>	<b>400</b>	<b>087</b>	<b>989</b>	<b>883</b>	<b>39,6</b>
AUXERRE	55	58	58	57	59	56	57	53	56	54	58	5,5
ESSONNE	299	300	313	313	327	321	321	347	347	359	364	21,7
FONTAINEBLEAU	42	41	42	46	48	46	50	53	47	47	49	16,7
MEAUX	147	154	159	162	170	181	184	183	189	189	193	31,3
MELUN	121	117	124	125	127	127	127	141	144	142	144	19,0
PARIS	21	22	22	24	24	25	26	27	28	29	29	
	186	133	981	065	949	871	792	461	145	018	865	41,0
SEINE-SAINT-DENIS	484	499	493	509	530	541	555	570	564	585	604	24,8
SENS	33	33	35	34	34	33	31	30	31	31	29	-12,1
VAL DE MARNE	474	484	492	492	536	559	552	562	564	564	577	21,7
<b>Cour d'appel de PAU</b>	<b>584</b>	<b>602</b>	<b>635</b>	<b>642</b>	<b>667</b>	<b>695</b>	<b>707</b>	<b>724</b>	<b>738</b>	<b>740</b>	<b>751</b>	<b>28,6</b>
BAYONNE	204	202	222	225	240	255	267	270	279	293	302	48,0
DAX	64	66	66	70	70	72	69	76	73	69	72	12,5
MONT-de-MARSAN	48	53	54	57	59	64	65	65	67	66	64	33,3
PAU	197	208	222	219	228	229	233	237	247	244	245	24,4
TARBES	71	73	71	71	70	75	73	76	72	68	68	-4,2
<b>Cour d'appel de POITIERS</b>	<b>731</b>	<b>756</b>	<b>777</b>	<b>797</b>	<b>840</b>	<b>863</b>	<b>862</b>	<b>885</b>	<b>897</b>	<b>910</b>	<b>913</b>	<b>24,9</b>
DEUX-SEVRES	71	74	72	76	81	87	87	89	88	92	92	29,6

Barreau et ressort de cour d'appel	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Taux d'accrct 2010-2020 (%)
LA ROCHELLE	188	196	195	202	217	218	225	232	240	238	247	31,4
LA ROCHE-SUR-YON	105	110	108	111	121	122	125	126	134	141	136	29,5
LES SABLES-D'OLONNE	45	51	52	54	52	54	54	55	55	55	56	24,4
POITIERS	237	243	265	271	285	297	285	297	295	292	289	21,9
SAINTES	85	82	85	83	84	85	86	86	85	92	93	9,4
<b>Cour d'appel de REIMS</b>	<b>406</b>	<b>430</b>	<b>445</b>	<b>462</b>	<b>468</b>	<b>486</b>	<b>494</b>	<b>476</b>	<b>487</b>	<b>492</b>	<b>483</b>	<b>19,0</b>
ARDENNES	55	58	60	66	69	69	71	69	68	65	64	16,4
AUBE	83	87	88	95	97	97	99	95	96	92	90	8,4
CHALONS EN CHAMPAGNE	48	49	50	53	56	58	59	58	58	63	57	18,8
REIMS	220	236	247	248	246	262	265	254	265	272	272	23,6
<b>Cour d'appel de RENNES</b>	<b>1 996</b>	<b>2 046</b>	<b>2 183</b>	<b>2 282</b>	<b>2 406</b>	<b>2 479</b>	<b>2 580</b>	<b>2 639</b>	<b>2 735</b>	<b>2 798</b>	<b>2 919</b>	<b>46,2</b>
BREST	176	176	182	186	189	188	197	209	213	214	223	26,7
LORIENT	95	98	107	104	105	111	114	118	119	113	121	27,4
NANTES	701	716	761	813	866	908	956	976	1 019	1 054	1 116	59,2
QUIMPER	111	116	124	119	125	130	130	136	140	137	137	23,4
RENNES	539	557	620	659	708	723	752	757	790	820	860	59,6
SAINT-BRIEUC	134	137	139	136	138	142	144	141	143	145	139	3,7
SAINT-MALO	58	60	60	66	68	68	75	74	79	82	85	46,6
SAINT-NAZAIRE	89	92	90	90	93	96	99	107	111	109	115	29,2
VANNES	93	94	100	109	114	113	113	121	121	124	123	32,3
<b>Cour d'appel de RIOM</b>	<b>515</b>	<b>533</b>	<b>550</b>	<b>560</b>	<b>572</b>	<b>584</b>	<b>606</b>	<b>614</b>	<b>630</b>	<b>617</b>	<b>620</b>	<b>20,4</b>
AURILLAC	40	42	39	40	41	38	41	42	42	38	39	-2,5
CLERMONT-FERRAND	334	346	365	365	372	389	403	409	418	415	418	25,1
CUSSET-VICHY	50	50	50	56	58	56	60	60	59	57	57	14,0
HAUTE LOIRE	37	39	39	41	42	42	43	44	46	44	43	16,2
MONTLUCON	28	30	31	33	32	32	31	32	35	34	35	25,0
MOULINS	26	26	26	25	27	27	28	27	30	29	28	7,7
<b>Cour d'appel de ROUEN</b>	<b>695</b>	<b>730</b>	<b>758</b>	<b>784</b>	<b>783</b>	<b>808</b>	<b>805</b>	<b>823</b>	<b>844</b>	<b>856</b>	<b>857</b>	<b>23,3</b>
DIEPPE	44	49	56	51	51	53	48	50	46	48	47	6,8
EVREUX	123	128	130	134	134	142	136	138	142	143	144	17,1
LE HAVRE	118	122	126	135	137	136	141	143	146	151	147	24,6
ROUEN	410	431	446	464	461	477	480	492	510	514	519	26,6
<b>Cour d'appel de ST-DENIS REUNION</b>	<b>189</b>	<b>206</b>	<b>239</b>	<b>254</b>	<b>266</b>	<b>294</b>	<b>308</b>	<b>317</b>	<b>325</b>	<b>329</b>	<b>348</b>	<b>84,1</b>
MAYOTTE			22	25	28	29	29	31	30	30	30	-
SAINT-DENIS REUNION	139	152	158	167	178	196	209	211	219	217	230	65,5
SAINT-PIERRE REUNION	50	54	59	62	60	69	70	75	76	82	88	76,0
<b>Cour d'appel de TOULOUSE</b>	<b>1 363</b>	<b>1 429</b>	<b>1 532</b>	<b>1 548</b>	<b>1 603</b>	<b>1 674</b>	<b>1 720</b>	<b>1 812</b>	<b>1 873</b>	<b>1 869</b>	<b>1 924</b>	<b>41,2</b>
ALBI	73	79	82	82	82	81	92	91	86	88	96	31,5
ARIEGE	32	35	36	35	36	37	41	39	38	37	37	15,6
CASTRES	47	48	50	52	51	51	47	48	48	47	43	-8,5
SAINT-GAUDENS						15	16	17	17	17	17	-
TARN-ET-GARONNE	80	80	90	88	88	99	100	103	101	100	95	18,8
TOULOUSE	1 131	1 187	1 274	1 291	1 346	1 391	1 424	1 514	1 583	1 580	1 636	44,7
<b>Cour d'appel de VERSAILLES</b>	<b>3 045</b>	<b>3 032</b>	<b>3 155</b>	<b>3 207</b>	<b>3 310</b>	<b>3 325</b>	<b>3 416</b>	<b>3 554</b>	<b>3 609</b>	<b>3 660</b>	<b>3 732</b>	<b>22,6</b>
CHARTRES	133	136	139	142	140	145	148	150	147	145	144	8,3
HAUTS DE SEINE	1 910	1 856	1 927	1 920	1 990	1 990	2 073	2 188	2 227	2 280	2 358	23,5
VAL D'OISE	391	402	401	415	441	439	442	445	452	473	472	20,7
VERSAILLES	611	638	688	730	739	751	753	771	783	762	758	24,1

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile -. "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -".

**Tableau A 7- Répartition des avocats honoraires selon le sexe par barreau et ressort de cour d'appel au 1er janvier 2020 - Proportion de femmes (%)**

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats honoraires			Proportion de femmes (%)
	Total	Hommes	Femmes	
<b>TOTAL FRANCE ENTIERE</b>	<b>6 318</b>	<b>4 089</b>	<b>2 229</b>	<b>35,3</b>
<b>Cour d'appel d' AGEN</b>	<b>40</b>	<b>25</b>	<b>15</b>	<b>37,5</b>
AGEN	21	13	8	38,1
GERS	10	7	3	30,0
LOT	9	5	4	44,4
<b>Cour d'appel d' AIX-en-PROVENCE</b>	<b>692</b>	<b>445</b>	<b>247</b>	<b>35,7</b>
AIX-en-PROVENCE	109	73	36	33,0
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	12	8	4	33,3
DRAGUIGNAN	32	20	12	37,5
GRASSE	95	58	37	38,9
MARSEILLE	196	132	64	32,7
NICE	162	102	60	37,0
TARASCON	16	11	5	31,3
TOULON	70	41	29	41,4
<b>Cour d'appel d' AMIENS</b>	<b>114</b>	<b>80</b>	<b>34</b>	<b>29,8</b>
AMIENS	52	33	19	36,5
BEAUVAIS	13	9	4	30,8
COMPIEGNE	13	12	1	7,7
LAON	14	9	5	35,7
SAINT-QUENTIN	6	5	1	16,7
SENLIS	10	7	3	30,0
SOISSONS	6	5	1	16,7
<b>Cour d'appel d' ANGERS</b>	<b>87</b>	<b>62</b>	<b>25</b>	<b>28,7</b>
ANGERS	46	37	9	19,6
LAVAL	15	12	3	20,0
LE MANS	26	13	13	50,0
SAUMUR	0	0	0	-
<b>Cour d'appel de BASSE-TERRE</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>42,9</b>
GUADELOUPE	7	4	3	42,9
<b>Cour d'appel de BASTIA</b>	<b>31</b>	<b>23</b>	<b>8</b>	<b>25,8</b>
AJACCIO	15	9	6	40,0
BASTIA	16	14	2	12,5
<b>Cour d'appel de BESANCON</b>	<b>60</b>	<b>41</b>	<b>19</b>	<b>31,7</b>
BELFORT	11	9	2	18,2
BESANCON	30	20	10	33,3
HAUTE-SAONE	0	0	0	-
JURA	16	11	5	31,3
MONTBELIARD	3	1	2	66,7
<b>Cour d'appel de BORDEAUX</b>	<b>242</b>	<b>135</b>	<b>107</b>	<b>44,2</b>
BERGERAC	7	5	2	28,6
BORDEAUX	176	92	84	47,7
CHARENTE	36	22	14	38,9
LIBOURNE	6	5	1	16,7
PERIGUEUX	17	11	6	35,3
<b>Cour d'appel de BOURGES</b>	<b>38</b>	<b>31</b>	<b>7</b>	<b>18,4</b>
BOURGES	18	15	3	16,7
CHATEAUROUX	8	6	2	25,0
NEVERS	12	10	2	16,7

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats honoraires			Proportion de femmes (%)
	Total	Hommes	Femmes	
<b>Cour d'appel de CAEN</b>	<b>92</b>	<b>66</b>	<b>26</b>	<b>28,3</b>
ALENCON	15	12	3	20,0
ARGENTAN	4	4	0	0,0
CAEN	50	34	16	32,0
CHERBOURG	6	5	1	16,7
COUTANCES	15	10	5	33,3
LISIEUX	2	1	1	50,0
<b>Cour d'appel de CAYENNE</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
GUYANE	3	3	0	0,0
<b>Cour d'appel de CHAMBERY</b>	<b>72</b>	<b>51</b>	<b>21</b>	<b>29,2</b>
ALBERTVILLE	0	0	0	-
ANNECY	24	20	4	16,7
BONNEVILLE	7	4	3	42,9
CHAMBERY	19	14	5	26,3
THONON-les-BAINS	22	13	9	40,9
<b>Cour d'appel de COLMAR</b>	<b>191</b>	<b>130</b>	<b>61</b>	<b>31,9</b>
COLMAR	40	27	13	32,5
MULHOUSE	39	30	9	23,1
SAVERNE	5	2	3	60,0
STRASBOURG	107	71	36	33,6
<b>Cour d'appel de DIJON</b>	<b>84</b>	<b>63</b>	<b>21</b>	<b>25,0</b>
CHALON-sur-SAONE	19	16	3	15,8
DIJON	44	30	14	31,8
HAUTE-MARNE	6	6	0	0,0
MACON-CHAROLLES	15	11	4	26,7
<b>Cour d'appel de DOUAI</b>	<b>193</b>	<b>144</b>	<b>49</b>	<b>25,4</b>
ARRAS	12	7	5	41,7
AVESNES-sur-HELPE	9	7	2	22,2
BETHUNE	22	18	4	18,2
BOULOGNE-sur-MER	14	12	2	14,3
CAMBRAI	7	4	3	42,9
DOUAI	22	17	5	22,7
DUNKERQUE	10	8	2	20,0
LILLE	91	66	25	27,5
SAINT-OMER	5	4	1	20,0
VALENCIENNES	1	1	0	0,0
<b>Cour d'appel de FORT-de-FRANCE</b>	<b>19</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>47,4</b>
MARTINIQUE	19	10	9	47,4
<b>Cour d'appel de GRENOBLE</b>	<b>123</b>	<b>75</b>	<b>48</b>	<b>39,0</b>
BOURGOIN-JALLIEU	11	8	3	27,3
GRENOBLE	98	55	43	43,9
HAUTES-ALPES	11	9	2	18,2
VALENCE	3	3	0	0,0
VIENNE	0	0	0	-
<b>Cour d'appel de LIMOGES</b>	<b>49</b>	<b>29</b>	<b>20</b>	<b>40,8</b>
CORREZE	10	5	5	50,0
CREUSE	3	3	0	0,0
LIMOGES	31	19	12	38,7
TULLE	5	2	3	60,0
<b>Cour d'appel de LYON</b>	<b>342</b>	<b>245</b>	<b>97</b>	<b>28,4</b>
AIN	23	18	5	21,7
LYON	261	181	80	30,7
ROANNE	12	11	1	8,3
SAINT-ETIENNE	36	27	9	25,0

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats honoraires			Proportion de femmes (%)
	Total	Hommes	Femmes	
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	10	8	2	20,0
<b>Cour d'appel de METZ</b>	<b>50</b>	<b>32</b>	<b>18</b>	<b>36,0</b>
METZ	43	28	15	34,9
SARREGUEMINES	0	0	0	-
THIONVILLE	7	4	3	42,9
<b>Cour d'appel de MONTPELLIER</b>	<b>183</b>	<b>134</b>	<b>49</b>	<b>26,8</b>
AVEYRON	14	12	2	14,3
BEZIERS	17	12	5	29,4
CARCASSONNE	8	8	0	0,0
MONTPELLIER	105	70	35	33,3
NARBONNE	2	1	1	50,0
PYRENEES ORIENTALES	37	31	6	16,2
<b>Cour d'appel de NANCY</b>	<b>83</b>	<b>58</b>	<b>25</b>	<b>30,1</b>
BRIEY	2	1	1	50,0
EPINAL	13	10	3	23,1
MEUSE	3	2	1	33,3
NANCY	65	45	20	30,8
<b>Cour d'appel de NIMES</b>	<b>68</b>	<b>38</b>	<b>30</b>	<b>44,1</b>
ALES	8	5	3	37,5
ARDECHE	14	9	5	35,7
AVIGNON	31	16	15	48,4
CARPENTRAS	9	5	4	44,4
LOZERE	0	0	0	-
NIMES	6	3	3	50,0
<b>Cour d'appel de NOUMEA</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>
NOUVELLE CALEDONIE	3	3	0	0,0
<b>Cour d'appel d' ORLEANS</b>	<b>90</b>	<b>63</b>	<b>27</b>	<b>30,0</b>
BLOIS	18	15	3	16,7
MONTARGIS	9	3	6	66,7
ORLEANS	21	14	7	33,3
TOURS	42	31	11	26,2
<b>Cour d'appel de PAPEETE</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>25,0</b>
POLYNESIE	8	6	2	25,0
<b>Cour d'appel de PARIS</b>	<b>2 012</b>	<b>1 182</b>	<b>830</b>	<b>41,3</b>
AUXERRE	9	8	1	11,1
ESSONNE	56	32	24	42,9
FONTAINEBLEAU	6	2	4	66,7
MEAUX	22	14	8	36,4
MELUN	19	8	11	57,9
PARIS	1 781	1 053	728	40,9
SEINE-SAINT-DENIS	44	21	23	52,3
SENS	0	0	0	-
VAL DE MARNE	75	44	31	41,3
<b>Cour d'appel de PAU</b>	<b>101</b>	<b>67</b>	<b>34</b>	<b>33,7</b>
BAYONNE	36	25	11	30,6
DAX	12	10	2	16,7
MONT-de-MARSAN	2	0	2	100,0
PAU	39	25	14	35,9
TARBES	12	7	5	41,7
<b>Cour d'appel de POITIERS</b>	<b>107</b>	<b>82</b>	<b>25</b>	<b>23,4</b>
DEUX-SEVRES	0	0	0	-
LA ROCHELLE	28	22	6	21,4
LA ROCHE-SUR-YON	19	15	4	21,1
LES SABLES-D'OLONNE	9	7	2	22,2

Barreau et ressort de cour d'appel	Avocats honoraires			Proportion de femmes (%)
	Total	Hommes	Femmes	
POITIERS	34	25	9	26,5
SAINTES	17	13	4	23,5
<b>Cour d'appel de REIMS</b>	<b>73</b>	<b>55</b>	<b>18</b>	<b>24,7</b>
ARDENNES	13	11	2	15,4
AUBE	18	13	5	27,8
CHALONS EN CHAMPAGNE	6	3	3	50,0
REIMS	36	28	8	22,2
<b>Cour d'appel de RENNES</b>	<b>304</b>	<b>234</b>	<b>70</b>	<b>23,0</b>
BREST	28	19	9	32,1
LORIENT	31	25	6	19,4
NANTES	93	72	21	22,6
QUIMPER	15	10	5	33,3
RENNES	76	62	14	18,4
SAINT-BRIEUC	26	21	5	19,2
SAINT-MALO	11	8	3	27,3
SAINT-NAZAIRE	10	6	4	40,0
VANNES	14	11	3	21,4
<b>Cour d'appel de RIOM</b>	<b>118</b>	<b>79</b>	<b>39</b>	<b>33,1</b>
AURILLAC	12	8	4	33,3
CLERMONT-FERRAND	69	42	27	39,1
CUSSET-VICHY	18	13	5	27,8
HAUTE LOIRE	10	9	1	10,0
MONTLUCON	4	3	1	25,0
MOULINS	5	4	1	20,0
<b>Cour d'appel de ROUEN</b>	<b>119</b>	<b>79</b>	<b>40</b>	<b>33,6</b>
DIEPPE	9	7	2	22,2
EVREUX	21	15	6	28,6
LE HAVRE	20	14	6	30,0
ROUEN	69	43	26	37,7
<b>Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION</b>	<b>18</b>	<b>15</b>	<b>3</b>	<b>16,7</b>
MAYOTTE	0	0	0	-
SAINT-DENIS REUNION	17	14	3	17,6
SAINT-PIERRE REUNION	1	1	0	0,0
<b>Cour d'appel de TOULOUSE</b>	<b>176</b>	<b>115</b>	<b>61</b>	<b>34,7</b>
ALBI	7	4	3	42,9
ARIEGE	9	7	2	22,2
CASTRES	7	7	0	0,0
SAINT-GAUDENS	1	1	0	0,0
TARN-ET-GARONNE	13	9	4	30,8
TOULOUSE	139	87	52	37,4
<b>Cour d'appel de VERSAILLES</b>	<b>326</b>	<b>185</b>	<b>141</b>	<b>43,3</b>
CHARTRES	24	19	5	20,8
HAUTS DE SEINE	167	95	72	43,1
VAL D'OISE	9	2	7	77,8
VERSAILLES	126	69	57	45,2

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile -. "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -".

**Tableau A 8 - Répartition des avocats selon le mode d'exercice, par barreau et ressort de cour d'appel au 1er janvier 2020**

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Exerçant à titre individuel	Exerçant en qualité d'associé	Exerçant en qualité de collaborateur	Exerçant en qualité de salarié
<b>TOTAL FRANCE ENTIERE</b>	<b>70 073</b>	<b>25 416</b>	<b>21 473</b>	<b>20 590</b>	<b>2 594</b>
<b>Cour d'appel d' AGEN</b>	<b>203</b>	<b>71</b>	<b>100</b>	<b>26</b>	<b>6</b>
AGEN	107	36	48	19	4
GERS	52	20	30	2	0
LOT	44	15	22	5	2
<b>Cour d'appel d' AIX-en-PROVENCE</b>	<b>5 649</b>	<b>2 813</b>	<b>1 549</b>	<b>1 164</b>	<b>123</b>
AIX-en-PROVENCE	830	384	266	177	3
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	46	20	17	8	1
DRAGUIGNAN	251	149	71	29	2
GRASSE	598	298	178	108	14
MARSEILLE	2 245	1 015	583	593	54
NICE	1 102	652	254	165	31
TARASCON	81	37	35	8	1
TOULON	496	258	145	76	17
<b>Cour d'appel d' AMIENS</b>	<b>621</b>	<b>222</b>	<b>253</b>	<b>119</b>	<b>27</b>
AMIENS	271	75	110	67	19
BEAUVAIS	68	25	31	11	1
COMPIEGNE	83	31	35	13	4
LAON	32	14	16	1	1
SAINT-QUENTIN	47	19	15	11	2
SENLIS	91	48	30	13	0
SOISSONS	29	10	16	3	0
<b>Cour d'appel d' ANGERS</b>	<b>635</b>	<b>163</b>	<b>255</b>	<b>107</b>	<b>110</b>
ANGERS	368	75	141	69	83
LAVAL	71	27	28	10	6
LE MANS	169	53	74	26	16
SAUMUR	27	8	12	2	5
<b>Cour d'appel de BASSE-TERRE</b>	<b>310</b>	<b>203</b>	<b>75</b>	<b>32</b>	<b>0</b>
GUADELOUPE	310	203	75	32	0
<b>Cour d'appel de BASTIA</b>	<b>294</b>	<b>238</b>	<b>43</b>	<b>13</b>	<b>0</b>
AJACCIO	140	103	24	13	0
BASTIA	154	135	19	0	0
<b>Cour d'appel de BESANCON</b>	<b>358</b>	<b>147</b>	<b>160</b>	<b>43</b>	<b>8</b>
BELFORT	37	15	20	2	0
BESANCON	192	78	83	24	7
HAUTE-SAONE	30	14	13	3	0
JURA	63	23	30	9	1
MONTBELIARD	36	17	14	5	0
<b>Cour d'appel de BORDEAUX</b>	<b>2 055</b>	<b>709</b>	<b>632</b>	<b>615</b>	<b>99</b>
BERGERAC	43	19	17	7	0
BORDEAUX	1 732	587	499	560	86
CHARENTE	124	35	58	22	9
LIBOURNE	68	43	12	13	0
PERIGUEUX	88	25	46	13	4
<b>Cour d'appel de BOURGES</b>	<b>184</b>	<b>54</b>	<b>102</b>	<b>21</b>	<b>7</b>
BOURGES	88	21	51	12	4
CHATEAUROUX	48	15	23	8	2
NEVERS	48	18	28	1	1

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Exerçant à titre individuel	Exerçant en qualité d'associé	Exerçant en qualité de collaborateur	Exerçant en qualité de salarié
<b>Cour d'appel de CAEN</b>	<b>611</b>	<b>195</b>	<b>266</b>	<b>115</b>	<b>35</b>
ALENCON	35	14	14	4	3
ARGENTAN	23	2	19	2	0
CAEN	387	105	174	83	25
CHERBOURG	56	23	17	12	4
COUTANCES	71	37	23	8	3
LISIEUX	39	14	19	6	0
<b>Cour d'appel de CAYENNE</b>	<b>83</b>	<b>58</b>	<b>10</b>	<b>12</b>	<b>3</b>
GUYANE	83	58	10	12	3
<b>Cour d'appel de CHAMBERY</b>	<b>734</b>	<b>272</b>	<b>291</b>	<b>126</b>	<b>45</b>
ALBERTVILLE	50	31	12	6	1
ANNECY	251	81	99	51	20
BONNEVILLE	61	15	36	6	4
CHAMBERY	225	89	88	35	13
THONON-les-BAINS	147	56	56	28	7
<b>Cour d'appel de COLMAR</b>	<b>1 394</b>	<b>605</b>	<b>409</b>	<b>315</b>	<b>65</b>
COLMAR	148	74	41	26	7
MULHOUSE	216	120	61	17	18
SAVERNE	28	16	10	2	0
STRASBOURG	1 002	395	297	270	40
<b>Cour d'appel de DIJON</b>	<b>550</b>	<b>189</b>	<b>211</b>	<b>116</b>	<b>34</b>
CHALON-sur-SAONE	101	28	43	21	9
DIJON	343	117	128	85	13
HAUTE-MARNE	33	24	6	3	0
MACON-CHAROLLES	73	20	34	7	12
<b>Cour d'appel de DOUAI</b>	<b>1 959</b>	<b>822</b>	<b>596</b>	<b>457</b>	<b>84</b>
ARRAS	93	29	39	20	5
AVESNES-sur-HELPE	38	15	18	4	1
BETHUNE	114	47	57	10	0
BOULOGNE-sur-MER	122	54	44	19	5
CAMBRAI	29	22	7	0	0
DOUAI	90	63	8	19	0
DUNKERQUE	80	29	32	16	3
LILLE	1 249	506	332	343	68
SAINT-OMER	31	14	15	1	1
VALENCIENNES	113	43	44	25	1
<b>Cour d'appel de FORT-de-FRANCE</b>	<b>201</b>	<b>121</b>	<b>52</b>	<b>19</b>	<b>9</b>
MARTINIQUE	201	121	52	19	9
<b>Cour d'appel de GRENOBLE</b>	<b>1 005</b>	<b>453</b>	<b>385</b>	<b>138</b>	<b>29</b>
BOURGOIN-JALLIEU	41	23	10	8	0
GRENOBLE	575	210	233	112	20
HAUTES-ALPES	56	21	22	11	2
VALENCE	266	164	100	0	2
VIENNE	67	35	20	7	5
<b>Cour d'appel de LIMOGES</b>	<b>302</b>	<b>129</b>	<b>112</b>	<b>43</b>	<b>18</b>
CORREZE	85	29	29	15	12
CREUSE	15	11	3	1	0
LIMOGES	175	81	65	24	5
TULLE	27	8	15	3	1
<b>Cour d'appel de LYON</b>	<b>3 978</b>	<b>1 118</b>	<b>1 376</b>	<b>1 322</b>	<b>162</b>
AIN	131	70	48	12	1
LYON	3 438	882	1 184	1 225	147

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Exerçant à titre individuel	Exerçant en qualité d'associé	Exerçant en qualité de collaborateur	Exerçant en qualité de salarié
ROANNE	43	24	13	5	1
SAINT-ETIENNE	310	114	113	70	13
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	56	28	18	10	0
<b>Cour d'appel de METZ</b>	<b>435</b>	<b>228</b>	<b>138</b>	<b>58</b>	<b>11</b>
METZ	318	141	120	48	9
SARREGUEMINES	64	50	7	6	1
THIONVILLE	53	37	11	4	1
<b>Cour d'appel de MONTPELLIER</b>	<b>1 830</b>	<b>847</b>	<b>563</b>	<b>382</b>	<b>38</b>
AVEYRON	63	35	17	9	2
BEZIERS	168	95	56	17	0
CARCASSONNE	85	51	19	14	1
MONTPELLIER	1 113	489	334	265	25
NARBONNE	92	35	37	19	1
PYRENEES ORIENTALES	309	142	100	58	9
<b>Cour d'appel de NANCY</b>	<b>498</b>	<b>176</b>	<b>215</b>	<b>99</b>	<b>8</b>
BRIEY	17	9	6	2	0
EPINAL	110	29	60	17	4
MEUSE	21	9	12	0	0
NANCY	350	129	137	80	4
<b>Cour d'appel de NIMES</b>	<b>910</b>	<b>440</b>	<b>314</b>	<b>136</b>	<b>20</b>
ALES	48	27	17	4	0
ARDECHE	55	36	15	4	0
AVIGNON	311	148	109	44	10
CARPENTRAS	98	56	25	17	0
LOZERE	18	14	4	0	0
NIMES	380	159	144	67	10
<b>Cour d'appel de NOUMEA</b>	<b>114</b>	<b>11</b>	<b>78</b>	<b>24</b>	<b>1</b>
NOUVELLE CALEDONIE	114	11	78	24	1
<b>Cour d'appel d' ORLEANS</b>	<b>622</b>	<b>200</b>	<b>271</b>	<b>118</b>	<b>33</b>
BLOIS	81	38	28	7	8
MONTARGIS	26	11	12	1	2
ORLEANS	219	82	84	42	11
TOURS	296	69	147	68	12
<b>Cour d'appel de PAPEETE</b>	<b>108</b>	<b>67</b>	<b>23</b>	<b>10</b>	<b>8</b>
POLYNESIE	108	67	23	10	8
<b>Cour d'appel de PARIS</b>	<b>31 883</b>	<b>10 671</b>	<b>8 798</b>	<b>12 120</b>	<b>294</b>
AUXERRE	58	23	24	9	2
ESSONNE	364	193	115	52	4
FONTAINEBLEAU	49	34	8	6	1
MEAUX	193	66	90	30	7
MELUN	144	85	37	19	3
PARIS	29 865	9 444	8 319	11 836	266
SEINE-SAINT-DENIS	604	442	81	80	1
SENS	29	15	10	3	1
VAL DE MARNE	577	369	114	85	9
<b>Cour d'appel de PAU</b>	<b>751</b>	<b>333</b>	<b>265</b>	<b>111</b>	<b>42</b>
BAYONNE	302	108	112	64	18
DAX	72	30	23	7	12
MONT-de-MARSAN	64	32	21	10	1
PAU	245	122	87	26	10
TARBES	68	41	22	4	1

Barreau et ressort de cour d'appel	Total	Exerçant à titre individuel	Exerçant en qualité d'associé	Exerçant en qualité de collaborateur	Exerçant en qualité de salarié
<b>Cour d'appel de POITIERS</b>	<b>913</b>	<b>252</b>	<b>442</b>	<b>177</b>	<b>42</b>
DEUX-SEVRES	92	28	49	11	4
LA ROCHELLE	247	70	118	44	15
LA ROCHE-SUR-YON	136	26	71	28	11
LES SABLES-D'OLONNE	56	21	26	5	4
POITIERS	289	81	126	74	8
SAINTES	93	26	52	15	0
<b>Cour d'appel de REIMS</b>	<b>483</b>	<b>190</b>	<b>181</b>	<b>87</b>	<b>25</b>
ARDENNES	64	24	25	12	3
AUBE	90	52	23	7	8
CHALONS EN CHAMPAGNE	57	15	37	5	0
REIMS	272	99	96	63	14
<b>Cour d'appel de RENNES</b>	<b>2 919</b>	<b>792</b>	<b>1 138</b>	<b>722</b>	<b>267</b>
BREST	223	66	89	52	16
LORIENT	121	60	47	13	1
NANTES	1 116	254	411	323	128
QUIMPER	137	56	48	32	1
RENNES	860	186	351	216	107
SAINT-BRIEUC	139	43	65	26	5
SAINT-MALO	85	42	27	13	3
SAINT-NAZAIRE	115	43	50	22	0
VANNES	123	42	50	25	6
<b>Cour d'appel de RIOM</b>	<b>620</b>	<b>232</b>	<b>250</b>	<b>88</b>	<b>50</b>
AURILLAC	39	21	11	7	0
CLERMONT-FERRAND	418	131	183	62	42
CUSSET-VICHY	57	29	19	4	5
HAUTE LOIRE	43	22	17	4	0
MONTLUCON	35	18	9	6	2
MOULINS	28	11	11	5	1
<b>Cour d'appel de ROUEN</b>	<b>857</b>	<b>292</b>	<b>364</b>	<b>150</b>	<b>51</b>
DIEPPE	47	13	19	11	4
EVREUX	144	47	62	20	15
LE HAVRE	147	50	79	17	1
ROUEN	519	182	204	102	31
<b>Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION</b>	<b>348</b>	<b>196</b>	<b>81</b>	<b>68</b>	<b>3</b>
MAYOTTE	30	17	7	6	0
SAINT-DENIS REUNION	230	141	44	42	3
SAINT-PIERRE REUNION	88	38	30	20	0
<b>Cour d'appel de TOULOUSE</b>	<b>1 924</b>	<b>799</b>	<b>588</b>	<b>482</b>	<b>55</b>
ALBI	96	26	44	15	11
ARIEGE	37	14	23	0	0
CASTRES	43	18	22	3	0
SAINT-GAUDENS	17	5	11	1	0
TARN-ET-GARONNE	95	52	32	8	3
TOULOUSE	1 636	684	456	455	41
<b>Cour d'appel de VERSAILLES</b>	<b>3 732</b>	<b>1 108</b>	<b>887</b>	<b>955</b>	<b>782</b>
CHARTRES	144	43	74	19	8
HAUTS DE SEINE	2 358	405	469	729	755
VAL D'OISE	472	235	144	85	8
VERSAILLES	758	425	200	122	11

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile -. "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -".

**Tableau A 9 - Nombre de sociétés mono-professionnelles par barreau et ressort de cour d'appel au 1er janvier 2020**

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SCP	SELARLU	Associations d'avocats à responsabilité professionnelle	SELAS	Associations	SARL	SELASU	SAS	SELEURL	SELAFSA	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	SASU	Sociétés en participation	Limited liability partnerships (LLP)	EURL	Partnerships	SA	SELCA
<b>TOTAL FRANCE ENTIERE</b>	<b>10 520</b>	<b>4 453</b>	<b>1 984</b>	<b>1 358</b>	<b>934</b>	<b>541</b>	<b>319</b>	<b>268</b>	<b>232</b>	<b>172</b>	<b>56</b>	<b>49</b>	<b>40</b>	<b>36</b>	<b>33</b>	<b>22</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>3</b>	<b>1</b>
<b>Cour d'appel d' AGEN</b>	<b>50</b>	<b>26</b>	<b>16</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
AGEN	24	16	6	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GERS	15	6	7	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
LOT	11	4	3	0	0	0	1	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel d' AIX-en-PROVENCE</b>	<b>836</b>	<b>426</b>	<b>165</b>	<b>11</b>	<b>78</b>	<b>47</b>	<b>66</b>	<b>14</b>	<b>3</b>	<b>10</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
AIX-en-PROVENCE	142	53	37	9	10	8	15	5	0	1	2	0	0	1	1	0	0	0	0	0
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	10	5	3	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DRAGUIGNAN	54	20	16	0	5	3	3	0	3	1	0	0	0	0	2	0	1	0	0	0
GRASSE	115	61	30	0	6	10	5	1	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
MARSEILLE	273	166	40	0	20	13	21	7	0	3	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0
NICE	148	84	29	0	17	11	4	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TARASCON	19	7	5	0	1	1	2	0	0	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0
TOULON	75	30	5	0	19	1	16	1	0	1	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel d' AMIENS</b>	<b>139</b>	<b>48</b>	<b>69</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
AMIENS	56	19	29	0	3	1	1	0	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0
BEAUVAIS	15	2	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
COMPIEGNE	25	16	5	0	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LAON	11	0	9	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-QUENTIN	11	2	8	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SENLIS	13	6	5	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOISSONS	8	3	0	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel d' ANGERS</b>	<b>124</b>	<b>68</b>	<b>42</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
ANGERS	68	45	19	0	0	2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LAVAL	19	9	4	0	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0
LE MANS	34	13	17	0	2	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
SAUMUR	3	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de BASSE-TERRE</b>	<b>53</b>	<b>34</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
GUADELOUPE	53	34	8	0	2	6	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de BASTIA</b>	<b>26</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
AJACCIO	10	3	5	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BASTIA	16	3	3	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	8	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de BESANCON</b>	<b>80</b>	<b>40</b>	<b>35</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
BELFORT	10	7	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BESANCON	37	18	16	0	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTE-SAONE	12	5	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
JURA	14	10	3	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MONTBELIARD	7	0	6	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de BORDEAUX</b>	<b>352</b>	<b>228</b>	<b>71</b>	<b>4</b>	<b>14</b>	<b>19</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
BERGERAC	13	4	6	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BORDEAUX	281	190	51	0	11	14	2	7	2	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CHARENTE	27	15	8	1	0	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LIBOURNE	11	8	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PERIGUEUX	20	11	4	3	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SCP	SELARLU	Associations d'avocats à responsabilité professionnelle	SELAS	Associations	SARL	SELASU	SAS	SELEURL	SELAFA	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	SASU	Sociétés en participation	Limited liability partnerships (LLP)	EURL	Partnerships	SA	SELCA
<b>Cour d'appel de BOURGES</b>	<b>38</b>	<b>14</b>	<b>20</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
BOURGES	11	4	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CHATEAUROUX	11	5	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NEVERS	16	5	7	0	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de CAEN</b>	<b>116</b>	<b>54</b>	<b>27</b>	<b>0</b>	<b>15</b>	<b>2</b>	<b>14</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
ALENCON	5	1	1	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ARGENTAN	9	1	5	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAEN	71	37	9	0	15	2	7	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CHERBOURG	11	9	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
COUTANCES	10	5	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LISIEUX	10	1	6	0	0	0	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de CAYENNE</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
GUYANE	9	0	0	3	2	1	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de CHAMBERY</b>	<b>168</b>	<b>107</b>	<b>35</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
ALBERTVILLE	12	4	6	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ANNECY	54	41	4	0	2	4	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BONNEVILLE	22	16	4	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CHAMBERY	54	30	16	0	0	5	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0
THONON-les-BAINS	26	16	5	1	0	2	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de COLMAR</b>	<b>162</b>	<b>88</b>	<b>27</b>	<b>3</b>	<b>20</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
COLMAR	16	10	3	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MULHOUSE	33	10	12	1	3	2	0	0	0	2	0	0	0	0	1	0	2	0	0	0
SAVERNE	4	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
STRASBOURG	109	66	10	0	17	6	5	0	0	4	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de DIJON</b>	<b>135</b>	<b>52</b>	<b>48</b>	<b>0</b>	<b>9</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
CHALON-sur-SAONE	23	11	8	0	1	2	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DIJON	87	26	33	0	5	1	0	11	0	0	0	2	0	0	1	0	0	8	0	0
HAUTE-MARNE	9	4	4	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MACON-CHAROLLES	16	11	3	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de DOUAI</b>	<b>355</b>	<b>173</b>	<b>90</b>	<b>0</b>	<b>31</b>	<b>17</b>	<b>21</b>	<b>13</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
ARRAS	24	18	4	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AVESNES-sur-HELPE	12	7	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BETHUNE	29	10	11	0	2	0	5	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BOULOGNE-sur-MER	24	13	6	0	0	2	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CAMBRAI	7	4	1	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DOUAI	17	12	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DUNKERQUE	19	3	14	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LILLE	192	98	25	0	24	13	13	11	0	7	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
SAINT-OMER	7	1	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VALENCIENNES	24	7	13	0	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de FORT-de-FRANCE</b>	<b>45</b>	<b>21</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
MARTINIQUE	45	21	1	0	6	6	0	0	4	0	4	2	0	0	0	0	1	0	0	0
<b>Cour d'appel de GRENOBLE</b>	<b>214</b>	<b>131</b>	<b>63</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
BOURGOIN-JALLIEU	7	1	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GRENOBLE	128	76	41	0	0	2	0	6	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTES-ALPES	10	3	7	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VALENCE	58	42	7	0	1	0	0	0	4	3	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
VIENNE	11	9	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de LIMOGES</b>	<b>64</b>	<b>37</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
CORREZE	21	15	4	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SCP	SELARLU	Associations d'avocats à responsabilité professionnelle	SELAS	Associations	SARL	SELASU	SAS	SELEURL	SELAFA	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	SASU	Sociétés en participation	Limited liability partnerships (LLP)	EURL	Partnerships	SA	SELCA
CREUSE	3	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LIMOGES	33	22	7	0	0	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0
TULLE	7	0	1	0	0	1	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de LYON</b>	<b>693</b>	<b>534</b>	<b>60</b>	<b>2</b>	<b>21</b>	<b>46</b>	<b>1</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
AIN	35	30	2	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LYON	571	439	51	2	20	37	0	10	0	9	0	1	0	0	0	0	1	0	0	1
ROANNE	12	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-ETIENNE	64	44	6	0	1	7	0	0	1	4	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	11	9	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de METZ</b>	<b>64</b>	<b>18</b>	<b>24</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>15</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
METZ	52	13	20	0	3	2	13	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0
SARREGUEMINES	7	4	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
THIONVILLE	5	1	1	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de MONTPELLIER</b>	<b>291</b>	<b>120</b>	<b>123</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>3</b>	<b>14</b>	<b>4</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
AVEYRON	14	3	8	0	1	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
BEZIERS	29	11	12	2	1	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CARCASSONNE	18	11	5	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MONTPELLIER	164	68	63	0	3	4	2	14	3	2	0	1	0	1	3	0	0	0	0	0
NARBONNE	14	6	7	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
PYRENEES ORIENTALES	52	21	28	0	0	2	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de NANCY</b>	<b>97</b>	<b>34</b>	<b>43</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
BRIEY	3	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EPINAL	23	9	9	1	2	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
MEUSE	4	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NANCY	67	23	29	0	7	3	1	1	0	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de NIMES</b>	<b>182</b>	<b>98</b>	<b>48</b>	<b>4</b>	<b>9</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
ALES	9	3	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ARDECHE	7	4	2	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
AVIGNON	63	38	16	0	1	4	0	0	0	1	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0
CARPENTRAS	15	9	3	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
LOZERE	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NIMES	86	44	23	0	8	3	0	1	0	0	6	0	0	1	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de NOUMEA</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
NOUVELLE CALEDONIE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel d'ORLEANS</b>	<b>122</b>	<b>64</b>	<b>44</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
BLOIS	10	4	5	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MONTARGIS	7	3	2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ORLEANS	40	19	17	0	1	1	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOURS	65	38	20	1	1	0	0	3	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de PAPEETE</b>	<b>14</b>	<b>13</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
POLYNESIE	14	13	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de PARIS</b>	<b>3 950</b>	<b>910</b>	<b>355</b>	<b>1 291</b>	<b>592</b>	<b>209</b>	<b>128</b>	<b>92</b>	<b>185</b>	<b>95</b>	<b>7</b>	<b>14</b>	<b>40</b>	<b>2</b>	<b>8</b>	<b>21</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
AUXERRE	14	2	8	0	0	3	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
ESSONNE	70	45	12	0	2	5	0	1	1	0	2	0	0	1	1	0	0	0	0	0
FONTAINEBLEAU	13	8	4	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MEAUX	45	25	11	0	5	3	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MELUN	21	8	9	0	1	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PARIS	3 675	777	291	1 286	566	191	120	88	180	94	0	13	40	0	7	21	0	1	0	0
SEINE-SAINT-DENIS	41	9	11	5	10	1	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SENS	7	2	3	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SCP	SELARLU	Associations d'avocats à responsabilité professionnelle	SELAS	Associations	SARL	SELASU	SAS	SELEURL	SELAFA	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	SASU	Sociétés en participation	Limited liability partnerships (LLP)	EURL	Partnerships	SA	SELCA
VAL DE MARNE	64	34	6	0	8	2	3	3	2	1	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de PAU</b>	<b>152</b>	<b>75</b>	<b>53</b>	<b>5</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
BAYONNE	54	28	18	0	1	0	0	6	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DAX	15	5	3	5	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MONT-de-MARSAN	18	10	4	0	2	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
PAU	48	25	20	0	0	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TARBES	17	7	8	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de POITIERS</b>	<b>194</b>	<b>111</b>	<b>54</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>10</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
DEUX-SEVRES	22	9	9	0	1	2	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LA ROCHELLE	55	42	10	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LA ROCHE-SUR-YON	29	17	1	0	1	5	1	3	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
LES SABLES-D'OLONNE	15	11	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0
POITIERS	47	14	25	0	1	2	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0
SAINTE	26	18	7	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de REIMS</b>	<b>106</b>	<b>54</b>	<b>39</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
ARDENNES	17	5	11	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AUBE	12	4	7	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CHALONS EN CHAMPAGNE	19	8	9	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
REIMS	58	37	12	0	2	6	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de RENNES</b>	<b>577</b>	<b>360</b>	<b>77</b>	<b>13</b>	<b>22</b>	<b>15</b>	<b>8</b>	<b>52</b>	<b>3</b>	<b>9</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
BREST	37	29	7	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LORIENT	31	17	6	3	0	0	1	1	0	0	0	1	0	0	2	0	0	0	0	0
NANTES	238	129	15	8	13	6	4	44	2	9	2	1	0	3	1	0	1	0	0	0
QUIMPER	31	25	3	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
RENNES	157	108	22	0	8	6	1	6	0	0	3	0	0	2	1	0	0	0	0	0
SAINT-BRIEUC	29	18	9	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-MALO	16	11	2	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-NAZAIRE	18	11	6	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VANNES	20	12	7	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de RIOM</b>	<b>116</b>	<b>47</b>	<b>45</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>
AURILLAC	6	3	1	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CLERMONT-FERRAND	79	31	32	0	3	4	0	0	4	1	1	0	0	1	0	0	0	0	2	0
CUSSET-VICHY	12	5	5	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTE LOIRE	9	6	1	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MONTLUCON	5	2	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MOULINS	5	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de ROUEN</b>	<b>188</b>	<b>106</b>	<b>49</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>12</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
DIEPPE	12	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	10	0	0	0	0	0	0	0	0
EVREUX	36	13	19	0	0	2	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LE HAVRE	36	21	12	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ROUEN	104	72	18	1	3	8	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION</b>	<b>53</b>	<b>35</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
MAYOTTE	5	2	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-DENIS REUNION	31	18	2	1	4	1	0	0	0	0	0	0	0	0	3	0	2	0	0	0
SAINT-PIERRE REUNION	17	15	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de TOULOUSE</b>	<b>289</b>	<b>118</b>	<b>96</b>	<b>9</b>	<b>19</b>	<b>23</b>	<b>3</b>	<b>11</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
ALBI	17	0	11	0	0	1	0	3	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
ARIEGE	13	6	5	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CASTRES	14	2	10	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-GAUDENS	8	1	5	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de sociétés mono-professionnelles	SELARL	SCP	SELARLU	Associations d'avocats à responsabilité professionnelle	SELAS	Associations	SARL	SELASU	SAS	SELEURL	SELAFA	Sociétés étrangères autres que les partnerships et LLP	SASU	Sociétés en participation	Limited liability partnerships (LLP)	EURL	Partnerships	SA	SELCA
TARN-ET-GARONNE	17	9	5	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOULOUSE	220	100	60	9	18	17	2	7	4	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de VERSAILLES</b>	<b>466</b>	<b>203</b>	<b>132</b>	<b>3</b>	<b>22</b>	<b>40</b>	<b>34</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>12</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
CHARTRES	35	13	20	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTS DE SEINE	116	48	14	0	14	27	0	2	0	0	2	3	0	5	0	1	0	0	0	0
VAL D'OISE	207	94	75	2	0	7	29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VERSAILLES	108	48	23	0	7	6	5	5	3	1	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -".

**Tableau A 10 - Nombre de sociétés pluri-professionnelles par barreau au 1er janvier 2020**

<b>Barreau*</b>	<b>Nombre total de sociétés pluri-professionnelles</b>	<b>SAS</b>	<b>SELARL</b>	<b>SARL</b>	<b>SELAS</b>	<b>SASU</b>
<b>TOTAL FRANCE ENTIERE</b>	<b>37</b>	<b>13</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>3</b>	<b>2</b>
PARIS	13	9	1	2	1	0
AIX-en-PROVENCE	7	0	7	0	0	0
TOULOUSE	3	1	1	1	0	0
MEAUX	2	0	0	2	0	0
CARPENTRAS	1	0	0	0	0	1
BASTIA	1	0	0	0	0	1
BORDEAUX	1	0	0	1	0	0
CHAMBERY	1	1	0	0	0	0
LILLE	1	0	0	0	1	0
LYON	1	1	0	0	0	0
MONTPELLIER	1	0	0	1	0	0
NARBONNE	1	0	0	1	0	0
PYRENEES ORIENTALES	1	0	0	0	1	0
AVIGNON	1	1	0	0	0	0
NIMES	1	0	1	0	0	0
ROUEN	1	0	0	1	0	0

*\*Les barreaux présentés dans ce tableau sont ceux qui comptaient au moins une société pluri-professionnelle au 1er janvier 2020.*

*Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile -. "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -".*

**Tableau A 11 - Nombre de sociétés de participations financières de profession libérale par barreau au 1er janvier 2020**

Classement des barreaux par ordre décroissant du nombre total de SPFPL

Barreau*	TOTAL		dont le capital est détenu exclusivement par des avocats	dont le capital est ouvert à d'autres professions
	Nombre	%		
<b>TOTAL FRANCE ENTIERE</b>	<b>794</b>	<b>100,0</b>	<b>681</b>	<b>34</b>
PARIS	263	33,1	247	16
LYON	117	14,7	117	0
RENNES	50	6,3	nd	nd
NANTES	32	4,0	32	0
BORDEAUX	20	2,5	18	2
SAINT-ETIENNE	18	2,3	18	0
LA ROCHE-SUR-YON	14	1,8	14	0
ROUEN	14	1,8	14	0
MARSEILLE	13	1,6	12	1
TOURS	13	1,6	13	0
TOULOUSE	12	1,5	12	0
BESANCON	11	1,4	11	0
ANNECY	11	1,4	11	0
LILLE	11	1,4	11	0
GRASSE	10	1,3	9	1
STRASBOURG	10	1,3	10	0
GRENOBLE	10	1,3	10	0
CLERMONT-FERRAND	10	1,3	10	0
AGEN	9	1,1	9	0
CAEN	9	1,1	nd	nd
BAYONNE	9	1,1	nd	nd
DIJON	8	1,0	8	0
AVIGNON	8	1,0	8	0
REIMS	6	0,8	5	1
THONON-les-BAINS	5	0,6	5	0
HAUTES-ALPES	5	0,6	5	0
LA ROCHELLE	5	0,6	5	0
BREST	5	0,6	5	0
HAUTS DE SEINE	5	0,6	5	0
VERSAILLES	5	0,6	nd	nd
COMPIEGNE	4	0,5	4	0
AIN	4	0,5	4	0
PAU	4	0,5	nd	nd
SAINT-BRIEUC	4	0,5	4	0
VANNES	4	0,5	4	0
AMIENS	3	0,4	3	0
ANGERS	3	0,4	0	3
LAVAL	3	0,4	3	0
COUTANCES	3	0,4	3	0
MARTINIQUE	3	0,4	3	0
NANCY	3	0,4	3	0
SAINT-DENIS REUNION	3	0,4	3	0
DRAGUIGNAN	2	0,3	2	0

Barreau*	TOTAL		dont le capital est détenu exclusivement par des avocats	dont le capital est ouvert à d'autres professions
	Nombre	%		
TOULON	2	0,3	2	0
MACON-CHAROLLES	2	0,3	0	2
ARRAS	2	0,3	1	1
BOULOGNE-sur-MER	2	0,3	2	0
ORLEANS	2	0,3	1	1
ESSONNE	2	0,3	0	2
SAINTES	2	0,3	2	0
LORIENT	2	0,3	nd	nd
CUSSET-VICHY	2	0,3	2	0
CHARTRES	2	0,3	0	2
BEAUVAIS	1	0,1	1	0
BASTIA	1	0,1	1	0
BOURGES	1	0,1	1	0
CHERBOURG	1	0,1	1	0
COLMAR	1	0,1	1	0
MULHOUSE	1	0,1	1	0
ROANNE	1	0,1	1	0
BEZIERS	1	0,1	1	0
SEINE-SAINT-DENIS	1	0,1	1	0
VAL DE MARNE	1	0,1	0	1
CHALONS EN CHAMPAGNE	1	0,1	0	1
HAUTE LOIRE	1	0,1	1	0
MONTLUCON	1	0,1	1	0

\*Les barreaux présentés dans ce tableau sont ceux qui comptaient au moins une société de participations financières de profession libérale en 2020.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -".

**Tableau A 12 - Nombre de mentions de spécialisation par barreau et ressort de cour d'appel au 1er janvier 2020**

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de mentions de spécialisation																											
	Droit du travail	Droit fiscal et droit douanier	Droit des sociétés	Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	Droit immobilier	Droit commercial, des affaires et de la concurrence	Droit public	Droit pénal	Droit de la propriété intellectuelle	Procédure d'appel	Droit du dommage corporel	Droit des garanties, des sûretés et des mesures d'exécution	Droit des nouvelles technologies, de l'informatique et de la communication	Droit du crédit et de la consommation	Droit international et de l'Union européenne	Droit rural	Droit de l'environnement	Droit bancaire et boursier	Droit des associations et des fondations	Droit des assurances	Droit de la santé	Droit des étrangers et de la nationalité	Droit de l'arbitrage	Droit du sport	Droit des transports	Droit de la fiducie	
<b>TOTAL FRANCE ENTIERE</b>	<b>7 990</b>	<b>1 463</b>	<b>877</b>	<b>729</b>	<b>714</b>	<b>664</b>	<b>649</b>	<b>568</b>	<b>398</b>	<b>361</b>	<b>258</b>	<b>252</b>	<b>245</b>	<b>154</b>	<b>129</b>	<b>103</b>	<b>97</b>	<b>76</b>	<b>68</b>	<b>53</b>	<b>48</b>	<b>25</b>	<b>16</b>	<b>14</b>	<b>12</b>	<b>8</b>	<b>5</b>	<b>4</b>
<b>Cour d'appel d'AGEN</b>	<b>20</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
AGEN	18	4	2	3	1	1	0	2	0	1	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GERS	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LOT	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel d'AIX-en-PROVENCE</b>	<b>792</b>	<b>101</b>	<b>100</b>	<b>80</b>	<b>51</b>	<b>85</b>	<b>73</b>	<b>80</b>	<b>39</b>	<b>37</b>	<b>23</b>	<b>16</b>	<b>24</b>	<b>27</b>	<b>15</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>14</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>0</b>
AIX-en-PROVENCE	94	15	5	8	4	8	10	10	4	2	1	13	4	3	0	1	0	2	2	1	1	0	0	0	0	0	0	0
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	2	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
DRAGUIGNAN	30	1	3	1	2	2	6	5	0	3	0	0	0	4	0	0	0	0	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0
GRASSE	79	11	10	11	1	9	10	9	2	3	1	0	3	4	0	1	1	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0
MARSEILLE	397	53	44	33	29	51	35	44	18	20	20	2	8	10	14	0	1	1	0	7	1	0	0	0	2	1	3	0
NICE	135	13	27	21	10	11	9	10	7	9	0	1	4	5	1	1	0	0	1	2	0	1	2	0	0	0	0	0
TARASCON	5	1	0	0	0	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOULON	50	7	10	5	5	4	2	1	7	0	1	0	5	1	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel d'AMIENS</b>	<b>97</b>	<b>15</b>	<b>7</b>	<b>11</b>	<b>6</b>	<b>11</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
AMIENS	50	10	4	3	4	4	3	3	6	1	0	4	3	1	0	1	0	2	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
BEAUVAIS	12	1	1	1	0	4	1	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
COMPIEGNE	19	1	0	5	1	2	1	1	0	0	0	0	1	5	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0
LAON	4	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-QUENTIN	3	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SENLIS	8	2	0	1	1	1	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SOISSONS	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel d'ANGERS</b>	<b>120</b>	<b>20</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
ANGERS	76	14	4	2	5	5	11	5	4	7	1	6	1	1	1	2	0	2	1	1	2	0	0	1	0	0	0	0
LAVAL	8	2	1	1	1	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LE MANS	32	4	3	4	0	7	3	1	2	2	0	0	3	0	0	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAUMUR	4	0	0	0	0	3	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de BASSE-TERRE</b>	<b>10</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
GUADELOUPE	10	1	1	2	0	1	0	3	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de BASTIA</b>	<b>18</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
AJACCIO	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BASTIA	17	1	2	1	1	2	1	0	3	2	0	1	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de BESANCON</b>	<b>93</b>	<b>19</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>11</b>	<b>14</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
BELFORT	10	1	1	2	1	1	1	2	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BESANCON	60	13	2	2	8	9	5	4	3	4	0	7	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTE-SAONE	6	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	3	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
JURA	14	4	0	1	2	3	0	2	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MONTBELIARD	3	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1



Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de mentions de spécialisation	Droit de la spécialisation																										
		Droit du travail	Droit fiscal et droit douanier	Droit des sociétés	Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	Droit immobilier	Droit commercial, des affaires et de la concurrence	Droit public	Droit pénal	Droit de la propriété intellectuelle	Procédure d'appel	Droit du dommage corporel	Droit des garanties, des sûretés et des mesures d'exécution	Droit des nouvelles technologies, de l'informatique et de la communication	Droit du crédit et de la consommation	Droit international et de l'Union européenne	Droit rural	Droit de l'environnement	Droit bancaire et boursier	Droit des associations et des fondations	Droit des assurances	Droit de la santé	Droit des étrangers et de la nationalité	Droit de l'arbitrage	Droit du sport	Droit des transports	Droit de la fiducie
LILLE	266	60	20	24	30	20	25	21	14	11	9	1	7	5	4	1	4	2	3	3	1	0	0	0	1	0	0	0
SAINT-OMER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VALENCIENNES Cour d'appel de FORT-de-FRANCE	9 13	3 3	2 3	2 0	0 0	2 0	0 2	0 1	0 2	0 1	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 1	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0
MARTINIQUE Cour d'appel de GRENOBLE	13 84	3 14	3 9	0 9	0 0	0 10	2 10	1 6	2 10	1 3	0 0	0 5	0 3	0 2	0 0	1 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 1	0 1	0 0	0 0	0
BOURGOIN- JALLIEU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GRENOBLE	75	14	8	7	0	8	9	6	8	3	0	5	3	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0
HAUTES-ALPES	3	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VALENCE	2	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VIENNE Cour d'appel de LIMOGES	4 82	0 19	1 8	1 12	0 3	2 14	0 2	0 6	0 2	0 4	0 0	0 4	0 3	0 5	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0
CORREZE	21	5	4	9	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CREUSE	4	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LIMOGES	52	12	3	2	2	11	2	5	2	3	0	4	3	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TULLE Cour d'appel de LYON	5 635	1 163	1 63	1 70	0 109	1 26	0 42	0 33	0 27	1 11	0 13	0 11	0 21	0 2	0 14	0 1	0 11	0 3	0 4	0 3	0 2	0 1	0 2	0 0	0 2	0 1	0 0	0
AIN	18	5	1	4	2	1	3	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LYON	513	134	49	48	90	20	37	23	24	7	13	10	18	1	14	1	10	0	3	3	2	1	2	0	2	1	0	0
ROANNE	11	3	3	2	0	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-ETIENNE VILLEFRANCHE- sur-SAONE Cour d'appel de METZ	87 6 114	21 0 23	10 0 5	16 0 10	17 0 4	3 1 15	2 0 15	7 0 3	2 1 2	3 0 5	0 0 0	0 1 0	0 0 3	0 0 0	0 0 1	0 0 23	0 0 2	0 3 0	0 0 0	0 0 2	0 0 1	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0	0
METZ	85	18	3	8	4	7	13	0	2	5	0	0	2	0	1	18	1	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0
SARREGUEMINES	19	2	2	1	0	5	1	2	0	0	0	0	0	0	0	5	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
THIONVILLE Cour d'appel de MONTPELLIER	10 428	3 73	0 32	1 33	0 27	3 40	1 38	1 32	0 40	0 24	0 6	0 12	0 17	0 11	0 6	0 7	0 3	0 2	0 11	0 2	0 5	0 2	0 4	0 0	0 0	0 0	0	0
AVEYRON	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
BEZIERS	28	5	2	3	2	7	0	1	0	4	0	0	0	2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CARCASSONNE	4	0	0	0	2	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MONTPELLIER	297	55	21	15	17	24	29	24	22	19	6	12	16	7	6	4	1	2	8	2	2	2	3	0	0	0	0	0
NARBONNE PYRENEES ORIENTALES Cour d'appel de NANCY	16 82 114	2 11 21	2 7 6	0 15 13	1 5 8	2 6 13	2 6 8	0 6 4	4 14 9	0 1 12	0 0 0	0 0 10	0 1 4	0 1 1	0 0 0	0 2 2	0 0 0	0 1 0	0 2 1	0 0 0	0 3 2	0 0 0	0 1 0	0 0 0	0 0 0	0 0 0	0	0
BRIEY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EPINAL	35	7	3	4	3	5	2	0	4	4	0	0	2	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MEUSE	3	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
NANCY Cour d'appel de NIMES	76 144	14 35	3 11	9 23	5 15	7 10	6 6	3 10	5 3	8 15	0 1	10 4	2 1	0 4	0 1	2 3	0 0	0 0	0 1	0 1	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0 0	0	0
ALES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ARDECHE	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
AVIGNON	48	13	4	12	3	3	0	3	1	6	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CARPENTRAS	3	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de mentions de spécialisation																											
	Droit du travail	Droit fiscal et droit douanier	Droit des sociétés	Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	Droit immobilier	Droit commercial, des affaires et de la concurrence	Droit public	Droit pénal	Droit de la propriété intellectuelle	Procédure d'appel	Droit du dommage corporel	Droit des garanties, des sûretés et des mesures d'exécution	Droit des nouvelles technologies, de l'informatique et de la communication	Droit du crédit et de la consommation	Droit international et de l'Union européenne	Droit rural	Droit de l'environnement	Droit bancaire et boursier	Droit des associations et des fondations	Droit des assurances	Droit de la santé	Droit des étrangers et de la nationalité	Droit de l'arbitrage	Droit du sport	Droit des transports	Droit de la fiducie	
LOZERE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
NIMES	92	21	7	10	12	7	6	6	2	8	0	4	1	3	0	3	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	
Cour d'appel de NOUMEA	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
NOUVELLE CALEDONIE	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Cour d'appel d'ORLEANS	76	13	8	6	7	3	4	6	5	4	0	7	0	4	0	2	0	4	1	1	0	0	0	1	0	0	0	
BLOIS	12	3	0	2	3	0	0	0	1	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	
MONTARGIS	2	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
ORLEANS	35	2	2	2	0	1	4	5	3	3	0	6	0	2	0	2	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	
TOURS	27	8	5	2	4	2	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Cour d'appel de PAPEETE	5	0	0	1	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
POLYNESIE	5	0	0	1	0	1	1	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Cour d'appel de PARIS	1	23	0	128	178	119	172	117	98	80	168	57	69	14	68	9	43	4	17	11	12	6	2	5	5	3	0	2
AUXERRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
ESSONNE	77	7	6	6	2	23	11	6	2	6	2	1	5	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
FONTAINEBLEAU	3	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
MEAUX	55	13	1	1	2	14	7	5	2	4	0	0	1	2	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
MELUN	13	3	0	3	2	1	1	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
1																												
PARIS SEINE-SAINT-DENIS	715	320	219	106	166	64	135	96	90	54	164	56	62	6	68	5	42	4	17	10	10	6	2	3	5	3	0	2
35	6	0	3	2	9	3	3	1	6	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	
SENS	3	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
VAL DE MARNE	77	11	3	7	4	8	15	7	2	9	1	0	1	3	0	1	1	0	0	0	2	0	0	2	0	0	0	
Cour d'appel de PAU	106	16	14	18	9	9	11	5	3	1	1	1	2	1	0	5	0	1	0	3	4	1	1	0	0	0	0	
BAYONNE	75	10	14	16	7	3	9	0	3	1	1	1	0	0	0	4	0	1	0	1	2	1	1	0	0	0	0	
DAX	7	2	0	1	1	0	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
MONT-de-MARSAN	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
PAU	13	0	0	0	0	5	0	4	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	
TARBES	10	4	0	1	1	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	
Cour d'appel de POITIERS	202	43	11	25	17	26	11	21	13	10	2	7	6	6	1	1	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	
DEUX-SEVRES	11	3	0	1	0	2	3	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
LA ROCHELLE	65	15	2	11	5	9	3	7	2	4	1	1	1	2	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	
LA ROCHE-SUR-YON	23	4	3	2	0	2	3	3	1	0	0	1	2	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	
LES SABLES-D'OLONNE	8	2	0	2	0	1	0	0	2	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
POITIERS	82	17	4	7	12	9	1	8	8	5	1	5	2	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
SAINTE	13	2	2	2	0	3	1	1	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Cour d'appel de REIMS	77	13	8	10	2	8	5	9	5	7	1	2	1	1	0	1	0	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	
ARDENNES	11	2	1	1	0	2	1	1	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
AUBE	6	1	2	2	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
CHALONS EN CHAMPAGNE	5	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
REIMS	55	10	5	7	2	6	4	7	3	4	1	2	1	0	0	1	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	
Cour d'appel de RENNES	475	91	45	35	45	42	50	32	32	17	4	11	16	7	3	6	5	10	9	3	5	4	0	1	1	1	0	
BREST	44	9	2	3	6	7	4	3	3	2	0	0	1	0	0	1	0	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	
LORIENT	16	3	4	1	0	1	2	1	0	0	0	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	

Barreau et ressort de cour d'appel	Nombre total de mentions de spécialisation																											
	Droit du travail	Droit fiscal et droit douanier	Droit des sociétés	Droit de la sécurité sociale et de la protection sociale	Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine	Droit immobilier	Droit commercial, des affaires et de la concurrence	Droit public	Droit pénal	Droit de la propriété intellectuelle	Procédure d'appel	Droit du dommage corporel	Droit des garanties, des sûretés et des mesures d'exécution	Droit des nouvelles technologies, de l'informatique et de la communication	Droit du crédit et de la consommation	Droit international et de l'Union européenne	Droit rural	Droit de l'environnement	Droit bancaire et boursier	Droit des associations et des fondations	Droit des assurances	Droit de la santé	Droit des étrangers et de la nationalité	Droit de l'arbitrage	Droit du sport	Droit des transports	Droit de la fiducie	
NANTES	163	37	8	15	17	13	19	13	17	4	1	0	4	2	2	0	4	1	2	0	2	0	0	1	0	1	0	0
QUIMPER	33	7	2	2	3	2	3	5	1	3	1	0	0	0	1	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
RENNES	163	23	23	10	14	9	17	9	9	7	2	11	6	0	1	3	1	8	4	0	2	3	0	0	1	0	0	0
SAINT-BRIEUC	18	4	3	1	1	3	2	1	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-MALO	7	1	2	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-NAZAIRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
VANNES	31	7	1	3	4	5	2	0	2	1	0	0	2	2	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de RIOM</b>	<b>122</b>	<b>26</b>	<b>11</b>	<b>13</b>	<b>17</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
AURILLAC	6	1	2	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CLERMONT-FERRAND	92	22	8	11	14	3	3	6	6	1	2	5	5	1	0	2	1	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
CUSSET-VICHY	7	2	1	1	2	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTE LOIRE	7	0	0	1	0	2	0	1	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MONTLUCON	2	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
MOULINS	8	1	0	0	1	1	1	0	0	2	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de ROUEN</b>	<b>137</b>	<b>31</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>14</b>	<b>13</b>	<b>13</b>	<b>2</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
DIEPPE	4	1	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
EVREUX	32	10	3	2	2	6	2	1	0	3	0	0	0	2	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
LE HAVRE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ROUEN	101	20	6	8	11	8	9	12	2	3	0	3	3	1	1	5	2	3	0	2	0	1	1	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
MAYOTTE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-DENIS REUNION	5	1	2	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-PIERRE REUNION	7	0	1	2	0	0	0	1	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de TOULOUSE</b>	<b>283</b>	<b>57</b>	<b>20</b>	<b>25</b>	<b>30</b>	<b>19</b>	<b>32</b>	<b>15</b>	<b>16</b>	<b>13</b>	<b>7</b>	<b>10</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
ALBI	20	5	1	2	4	1	2	0	1	0	1	0	1	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
ARIEGE	2	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CASTRES	14	4	1	1	0	2	2	0	1	1	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAINT-GAUDENS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TARN-ET-GARONNE	9	1	1	1	0	1	1	0	0	1	0	0	1	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOULOUSE	238	47	16	21	26	15	27	14	14	11	5	10	6	7	4	1	0	3	3	2	3	2	1	0	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de VERSAILLES</b>	<b>455</b>	<b>66</b>	<b>108</b>	<b>39</b>	<b>35</b>	<b>50</b>	<b>31</b>	<b>28</b>	<b>14</b>	<b>25</b>	<b>1</b>	<b>13</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	
CHARTRES	31	6	3	3	0	4	0	4	0	4	0	1	1	0	0	0	3	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
HAUTS DE SEINE	263	37	94	23	28	19	18	7	5	6	1	0	1	5	3	1	8	0	2	0	3	0	1	1	0	0	0	0
VAL D'OISE	32	5	3	2	0	8	3	2	0	4	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0
VERSAILLES	129	18	8	11	7	19	10	15	9	11	0	13	2	2	0	3	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -".

**Tableau A 13 - Répartition des avocats étrangers selon leur nationalité de 2010 à 2020 (Taux d'accroissement 2010-2020 (%))**

Nationalité	2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2010-2020 (%)
	Nbre	%																					
<b>TOTAL</b>	<b>1 569</b>	<b>100,0</b>	<b>1 709</b>	<b>100,0</b>	<b>1 801</b>	<b>100,0</b>	<b>1 942</b>	<b>100,0</b>	<b>1 987</b>	<b>100,0</b>	<b>2 102</b>	<b>100,0</b>	<b>2 177</b>	<b>100,0</b>	<b>2 232</b>	<b>100,0</b>	<b>2 333</b>	<b>100,0</b>	<b>2 422</b>	<b>100,0</b>	<b>2 579</b>	<b>100,0</b>	<b>64,4</b>
<b>TOTAL Union Européenne</b>	<b>812</b>	<b>51,8</b>	<b>892</b>	<b>52,2</b>	<b>934</b>	<b>51,9</b>	<b>982</b>	<b>50,6</b>	<b>1020</b>	<b>51,3</b>	<b>1085</b>	<b>51,6</b>	<b>1106</b>	<b>50,8</b>	<b>1125</b>	<b>50,4</b>	<b>1153</b>	<b>49,4</b>	<b>1147</b>	<b>47,4</b>	<b>1190</b>	<b>46,1</b>	<b>46,6</b>
Allemagne	204	13,0	214	12,5	218	12,1	217	11,2	219	11,0	226	10,8	219	10,1	215	9,6	210	9,0	204	8,4	216	8,4	5,9
Autriche	10	0,6	11	0,6	12	0,7	11	0,6	12	0,6	13	0,6	13	0,6	15	0,7	15	0,6	16	0,7	16	0,6	60,0
Belgique	92	5,9	102	6,0	110	6,1	122	6,3	113	5,7	121	5,8	120	5,5	125	5,6	123	5,3	123	5,0	128	5,0	39,1
Bulgarie	25	1,6	30	1,8	39	2,2	42	2,2	46	2,3	48	2,3	51	2,3	55	2,5	57	2,4	60	2,5	65	2,5	160,0
Chypre	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,2	1	0,0	-
Croatie									0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	1	0,1	0	0,0	-
Danemark	10	0,6	10	0,6	13	0,7	12	0,6	11	0,6	10	0,5	10	0,5	9	0,4	13	0,6	11	0,5	9	0,3	-10,0
Espagne	54	3,4	59	3,5	62	3,4	70	3,6	76	3,8	83	3,9	88	4,0	91	4,1	96	4,1	90	3,8	88	3,4	63,0
Estonie	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	-
Finlande	2	0,1	2	0,1	2	0,1	6	0,3	3	0,2	3	0,1	3	0,1	4	0,2	4	0,2	4	0,2	3	0,1	50,0
Grèce	29	1,8	32	1,9	31	1,7	30	1,5	33	1,7	38	1,8	43	2,0	47	2,1	51	2,2	54	2,2	51	2,0	75,9
Hongrie	2	0,1	2	0,1	4	0,2	6	0,3	9	0,5	11	0,5	12	0,6	12	0,5	11	0,5	11	0,5	9	0,3	350,0
Irlande	6	0,4	6	0,4	7	0,4	10	0,5	10	0,5	10	0,5	11	0,5	14	0,6	16	0,7	15	0,6	17	0,7	183,3
Italie	92	5,9	102	6,0	109	6,1	117	6,0	125	6,3	128	6,1	143	6,6	152	6,8	155	6,6	147	6,2	159	6,2	72,8
Lettonie	1	0,1	1	0,1	1	0,1	2	0,1	3	0,2	5	0,2	5	0,2	6	0,3	5	0,2	5	0,2	6	0,2	500,0
Lituanie	2	0,1	2	0,1	2	0,1	1	0,1	1	0,1	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	-50,0
Luxembourg	16	1,0	15	0,9	15	0,8	19	1,0	21	1,1	26	1,2	20	0,9	15	0,7	19	0,8	23	1,1	18	0,7	12,5
Malte	0	0,0	2	0,1	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	-
Pays-Bas	23	1,5	26	1,5	28	1,6	25	1,3	27	1,4	33	1,6	35	1,6	31	1,4	29	1,2	32	1,4	30	1,2	30,4
Pologne	10	0,6	13	0,8	15	0,8	19	1,0	20	1,0	20	1,0	22	1,0	17	0,8	19	0,8	21	0,9	26	1,0	160,0
Portugal	24	1,5	28	1,6	27	1,5	28	1,4	32	1,6	37	1,8	39	1,8	40	1,8	38	1,6	38	1,6	44	1,7	83,3
République Tchèque	6	0,4	7	0,4	6	0,3	7	0,4	5	0,3	4	0,2	5	0,2	5	0,2	8	0,3	7	0,4	8	0,3	33,3
Roumanie	22	1,4	27	1,6	29	1,6	33	1,7	37	1,9	42	2,0	48	2,2	57	2,6	60	2,6	60	2,6	65	2,5	195,5
Royaume-Uni	168	10,7	185	10,8	189	10,5	187	9,6	199	10,0	206	9,8	200	9,2	195	8,7	202	8,7	204	8,4	212	8,2	26,2
Slovaquie	0	0,0	1	0,1	1	0,1	4	0,2	4	0,2	5	0,2	6	0,3	7	0,3	8	0,3	6	0,2	7	0,3	-
Slovénie	2	0,1	2	0,1	2	0,1	0	0,0	2	0,1	2	0,1	2	0,1	2	0,1	3	0,1	4	0,5	3	0,1	50,0
Suède	12	0,8	13	0,8	12	0,7	14	0,7	12	0,6	13	0,6	10	0,5	9	0,4	9	0,4	9	0,4	8	0,3	-33,3
<b>TOTAL hors Union Européenne *</b>	<b>757</b>	<b>48,2</b>	<b>817</b>	<b>47,8</b>	<b>867</b>	<b>48,1</b>	<b>960</b>	<b>49,4</b>	<b>967</b>	<b>48,7</b>	<b>1017</b>	<b>48,4</b>	<b>1071</b>	<b>49,2</b>	<b>1107</b>	<b>49,6</b>	<b>1180</b>	<b>50,6</b>	<b>1275</b>	<b>52,6</b>	<b>1389</b>	<b>53,9</b>	<b>83,5</b>
Europe occidentale hors UE	24	1,5	20	1,2	23	1,3	25	1,3	26	1,3	36	1,7	32	1,5	35	1,6	44	1,9	48	2,0	49	1,9	104,2
- Confédération suisse	10	0,6	9	0,5	12	0,7	13	0,7	15	0,8	18	0,9	17	0,8	17	0,8	19	0,8	21	0,9	17	0,7	70,0
- Islande	0	0,0	0	0,0	1	0,1	1	0,1	0	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	1	0,0	-
- Liechtenstein	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	-
- Norvège	3	0,2	2	0,1	2	0,1	2	0,1	1	0,1	2	0,1	1	0,0	1	0,0	3	0,1	4	0,2	3	0,1	0,0
- Autres pays d'Europe occidentale hors UE**	11	0,7	9	0,5	8	0,4	9	0,5	10	0,5	15	0,7	13	0,6	16	0,7	21	0,9	22	0,9	28	1,1	154,5
Europe centrale et orientale	17	1,1	32	1,9	31	1,7	36	1,9	31	1,6	45	2,1	50	2,3	55	2,5	63	2,7	69	2,8	86	3,3	405,9

Nationalité	2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020		2010-2020 (%)
	Nbre	%																					
Amérique du Nord	165	10,5	170	9,9	169	9,4	184	9,5	199	10,0	192	9,1	188	8,6	185	8,3	184	7,9	201	8,3	222	8,6	34,5
- Etats-Unis	140	8,9	140	8,2	138	7,7	145	7,5	149	7,5	142	6,8	134	6,2	132	5,9	126	5,4	134	5,5	145	5,6	3,6
- Canada	25	1,6	30	1,8	31	1,7	39	2,0	50	2,5	50	2,4	54	2,5	53	2,4	58	2,5	67	2,8	77	3,0	208,0
Amérique centrale et du Sud	23	1,5	34	2,0	42	2,3	44	2,3	43	2,2	52	2,5	62	2,8	62	2,8	74	3,2	74	3,1	86	3,3	273,9
Afrique - Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie)	435	27,7	465	27,2	509	28,3	538	27,7	557	28,0	570	27,1	595	27,3	628	28,1	664	28,5	715	29,5	756	29,3	73,8
- Afrique hors Maghreb	200	12,7	213	12,5	227	12,6	239	12,3	247	12,4	240	11,4	246	11,3	255	11,4	263	11,3	275	11,4	304	11,8	52,0
Proche et Moyen-Orient	235	15,0	252	14,7	282	15,7	299	15,4	310	15,6	330	15,7	349	16,0	373	16,7	401	17,2	440	18,2	452	17,5	92,3
Asie - Asie francophone (Cambodge, Laos, Vietnam)	47	3,0	51	3,0	50	2,8	50	2,6	54	2,7	59	2,8	66	3,0	69	3,1	69	3,0	73	3,0	66	2,6	40,4
- Asie non francophone (hors Chine et Japon)	42	2,7	41	2,4	37	2,1	77	4,0	50	2,5	53	2,5	72	3,3	65	2,9	76	3,3	88	3,6	85	3,3	102,4
- Chine	3	0,2	5	0,3	3	0,2	3	0,2	5	0,3	5	0,2	6	0,3	5	0,2	6	0,3	5	0,2	5	0,2	66,7
- Japon	11	0,7	8	0,5	5	0,3	43	2,2	10	0,5	6	0,3	18	0,8	13	0,6	16	0,7	24	1,0	21	0,8	90,9
Australie	19	1,2	18	1,1	18	1,0	20	1,0	24	1,2	29	1,4	33	1,5	33	1,5	37	1,6	42	1,7	44	1,7	131,6
Océan indien (Maurice, Madagascar, Comores)	9	0,6	10	0,6	11	0,6	11	0,6	11	0,6	13	0,6	15	0,7	14	0,6	17	0,7	17	0,7	15	0,6	66,7
	4	0,3	4	0,2	6	0,3	6	0,3	7	0,4	10	0,5	6	0,3	8	0,4	6	0,3	7	0,3	7	0,3	75,0
																					32	1,2	-

\* Pour les années 2005 à 2015, hors pays entrés dans l'Union Européenne après le 1er mai 2004.

\*\* Pour les années 2005 à 2008, y compris Islande, Liechtenstein et Norvège qui ont été isolés en 2009.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -".

**Tableau A 14 - Répartition des avocats de l'Union Européenne, de la Confédération Suisse, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège selon le titre sous lequel ils exercent au 1er janvier 2020 et leur nationalité - % d'avocats exerçant sous le titre français d'avocat**

Nationalité	TOTAL	Avocats exerçant sous le titre français d'avocat*	Avocats exerçant sous leur titre d'origine**	% d'avocats exerçant sous le titre français d'avocat
<b>TOTAL</b>	<b>1 211</b>	<b>977</b>	<b>234</b>	<b>80,7</b>
<b>TOTAL Union Européenne</b>	<b>1 190</b>	<b>961</b>	<b>229</b>	<b>80,8</b>
Allemagne	216	176	40	81,5
Autriche	16	12	4	75,0
Belgique	128	106	22	82,8
Bulgarie	65	60	5	92,3
Chypre	1	1	0	100,0
Croatie	0	0	0	-
Danemark	9	8	1	88,9
Espagne	88	61	27	69,3
Estonie	0	0	0	-
Finlande	3	3	0	100,0
Grèce	51	44	7	86,3
Hongrie	9	7	2	77,8
Irlande	17	12	5	70,6
Italie	159	132	27	83,0
Lettonie	6	5	1	83,3
Lituanie	1	1	0	100,0
Luxembourg	18	15	3	83,3
Malte	0	0	0	-
Pays-Bas	30	25	5	83,3
Pologne	26	24	2	92,3
Portugal	44	37	7	84,1
République Tchèque	8	7	1	87,5
Roumanie	65	53	12	81,5
Royaume-Uni	212	156	56	73,6
Slovaquie	7	6	1	85,7
Slovénie	3	2	1	66,7
Suède	8	8	0	100,0
<b>Confédération Suisse</b>	<b>17</b>	<b>13</b>	<b>4</b>	<b>76,5</b>
<b>Islande</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>100,0</b>
<b>Liechtenstein</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-</b>
<b>Norvège</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>66,7</b>

\*Avocats ayant passé l'examen de l'article 99 du décret du 27/11/1991 ou ayant bénéficié de l'assimilation de l'article 89 de la loi du 31/12/1971 (Réforme de la loi du 11/02/2004).

\*\*Article 83 et s. de la loi du 31/12/1971 (Réforme de la loi du 11/02/2004).

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -".

**Tableau A 15 - Répartition des avocats de l'Union Européenne, de la Confédération Suisse, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège selon le titre sous lequel ils exercent au 1er janvier 2020 par barreau - % d'avocats exerçant sous le titre français d'avocat**

Classement des barreaux par ordre décroissant du nombre d'avocats

Barreau	TOTAL	Avocats exerçant sous le titre français d'avocat*	Avocats exerçant sous leur titre d'origine**	% d'avocats exerçant sous le titre français d'avocat
<b>TOTAL France entière</b>	<b>1 211</b>	<b>977</b>	<b>234</b>	<b>80,7</b>
PARIS	952	758	194	79,6
HAUTS DE SEINE	35	35	0	100,0
LYON	32	27	5	84,4
TOULOUSE	22	20	2	90,9
BORDEAUX	19	17	2	89,5
MARSEILLE	18	18	0	100,0
STRASBOURG	18	12	6	66,7
LILLE	18	15	3	83,3
NANTES	9	9	0	100,0
VERSAILLES	9	7	2	77,8
NICE	7	7	0	100,0
AIX-en-PROVENCE	6	6	0	100,0
VAL DE MARNE	5	3	2	60,0
ESSONNE	4	2	2	50,0
ROUEN	4	0	4	0,0
GRASSE	3	1	2	33,3
MONTPELLIER	3	3	0	100,0
PYRENEES ORIENTALES	3	3	0	100,0
SEINE-SAINT-DENIS	3	2	1	66,7
BAYONNE	3	2	1	66,7
RENNES	3	2	1	66,7
AMIENS	2	1	1	50,0
DIJON	2	1	1	50,0
SAINT-BRIEUC	2	2	0	100,0
SAINT-DENIS REUNION	2	2	0	100,0
GERS	1	1	0	100,0
DRAGUIGNAN	1	0	1	0,0
BEAUVAIS	1	1	0	100,0
COMPIEGNE	1	1	0	100,0
LE MANS	1	1	0	100,0
GUADELOUPE	1	1	0	100,0
BESANCON	1	0	1	0,0
CHATEAUROUX	1	1	0	100,0
THONON-les-BAINS	1	0	1	0,0
COLMAR	1	1	0	100,0
ARRAS	1	1	0	100,0
GRENOBLE	1	1	0	100,0
LIMOGES	1	1	0	100,0
ALES	1	1	0	100,0
ARDECHE	1	1	0	100,0
NIMES	1	1	0	100,0
DAX	1	0	1	0,0
PAU	1	0	1	0,0
LA ROCHELLE	1	1	0	100,0

<b>Barreau</b>	<b>TOTAL</b>	<b>Avocats exerçant sous le titre français d'avocat*</b>	<b>Avocats exerçant sous leur titre d'origine**</b>	<b>% d'avocats exerçant sous le titre français d'avocat</b>
POITIERS	1	1	0	100,0
REIMS	1	1	0	100,0
LORIENT	1	1	0	100,0
QUIMPER	1	1	0	100,0
SAINT-MALO	1	1	0	100,0
LE HAVRE	1	1	0	100,0
SAINT-PIERRE REUNION	1	1	0	100,0
SAINT-GAUDENS	1	1	0	100,0

\* Avocats ayant passé l'examen de l'article 99 du décret du 27/11/1991 ou ayant bénéficié de l'assimilation de l'article 89 de la loi du 31/12/1971 (Réforme de la loi du 11/02/2004).

\*\* Article 83 et s. de la loi du 31/12/1971 (Réforme de la loi du 11/02/2004).

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile -. "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -".

**Tableau A 16 - Répartition des avocats également inscrits à un barreau étranger au  
1er janvier 2020**

Pays	Nombre	%
<b>TOTAL</b>	<b>3 033</b>	<b>100,0</b>
<b>TOTAL Union Européenne</b>	<b>1 774</b>	<b>58,5</b>
Allemagne	177	5,8
Autriche	5	0,2
Belgique	364	12,0
Bulgarie	13	0,4
Chypre	3	0,1
Croatie	1	0,0
Danemark	4	0,1
Espagne	134	4,4
Estonie	0	0,0
Finlande	0	0,0
Grèce	28	0,9
Hongrie	7	0,2
Irlande	11	0,4
Italie	93	3,1
Lettonie	1	0,0
Lituanie	1	0,0
Luxembourg	183	6,0
Malte	1	0,0
Pays-Bas	23	0,8
Pologne	12	0,4
Portugal	17	0,6
République Tchèque	7	0,2
Roumanie	28	0,9
Royaume-Uni	654	21,6
Slovaquie	1	0,0
Slovénie	2	0,1
Suède	4	0,1
<b>TOTAL hors Union Européenne</b>	<b>1 259</b>	<b>41,5</b>
Europe occidentale hors UE	132	4,4
- Confédération Suisse	118	3,9
- Islande	1	0,0
- Liechtenstein	1	0,0
- Norvège	1	0,0
- Autres pays d'Europe occidentale hors UE	11	0,4
Europe centrale et orientale	22	0,7
Amérique du Nord	760	25,1
- Etats-Unis	652	21,5
- Canada	108	3,6
Amérique centrale et du Sud	72	2,4
Afrique	131	4,3
- Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie)	67	2,2
- Afrique hors Maghreb	64	2,1
Proche et Moyen-Orient	72	2,4
Asie	54	1,8
- Asie francophone (Cambodge, Laos, Vietnam)	0	0,0
- Asie non francophone (hors Chine et Japon)	41	1,4

<b>Pays</b>	<b>Nombre</b>	<b>%</b>
- Chine	4	0,1
- Japon	9	0,3
Australie	7	0,2
Océan indien ( <i>Maurice, Madagascar, Comores</i> )	9	0,3

Rq : Pour Paris, y compris avocats inscrits sur la liste des avocats communautaires à l'étranger en application de la Dir. 98/5/CE.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -".

**Tableau A 17 - Evolution du nombre d'avocats également inscrits à un barreau étranger de 2010 à 2020**

Classement des barreaux par ordre décroissant du nombre d'avocats également inscrits à un barreau étranger en 2020

Barreau	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>TOTAL</b>	<b>2 185</b>	<b>2 368</b>	<b>2 506</b>	<b>1 604</b>	<b>2 293</b>	<b>2 433</b>	<b>2 485</b>	<b>2 636</b>	<b>2 731</b>	<b>2 848</b>	<b>3 033</b>
<b>Total hors Paris</b>	<b>135</b>	<b>127</b>	<b>140</b>	<b>158</b>	<b>124</b>	<b>131</b>	<b>121</b>	<b>136</b>	<b>155</b>	<b>125</b>	<b>123</b>
PARIS	2 050	2 241	2 366	1 446	2 169	2 302	2 364	2 500	2 576	2 723	2 910
MARSEILLE	14	22	24	24	24	22	10	18	17	15	18
STRASBOURG	9	9	9	9	10	10	10	11	12	13	14
BORDEAUX	7	7	8	8	7	7	11	9	9	9	10
LILLE	1	7	7	6	5	4	4	5	5	7	6
HAUTS DE SEINE	37	8	9	9	9	9	9	0	13	0	6
AIX-en-PROVENCE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
THONON-les-BAINS	1	1	2	1	1	1	3	3	3	4	4
METZ	14	0	0	10	0	13	4	7	5	4	4
THIONVILLE	3	2	2	4	4	3	5	0	6	5	4
PYRENEES ORIENTALES	0	0	4	4	4	5	5	6	7	9	4
DIJON	2	2	2	3	3	4	3	3	3	0	3
AIN	0	0	0	1	0	0	0	0	0	3	3
DRAGUIGNAN	3	3	2	2	2	1	1	1	1	1	2
BESANCON	0	1	2	2	2	2	2	3	3	1	2
ANNECY	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	2
MULHOUSE	0	0	2	2	2	2	2	3	2	2	2
SAINT-ETIENNE	1	1	0	1	1	1	3	1	1	3	2
SARREGUEMINES	0	0	2	0	2	2	2	2	2	2	2
NANCY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
BLOIS	0	0	0	0	0	0	2	2	3	1	2
POLYNESIE	1	1	1	2	2	2	2	2	2	2	2
ESSONNE	1	2	1	1	2	1	1	2	2	2	2
MEAUX	2	3	2	3	3	3	2	3	3	3	2
CLERMONT-FERRAND	2	0	0	2	2	2	2	3	1	1	2
TOULOUSE	3	3	4	5	6	4	3	5	7	4	2
AMIENS	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1
CORREZE	2	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1
BRIEY	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1
MEUSE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
ARDECHE	0	1	1	1	0	0	0	0	0	0	1
NIMES	0	0	0	0	0	0	1	0	1	1	1
TOURS	0	0	0	0	0	0	0	1	1	2	1
DAX	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
PAU	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
ARDENNES	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
AUBE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
LORIENT	1	0	0	0	0	1	0	1	1	1	1
QUIMPER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
RENNES	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1
VANNES	0	0	1	1	1	1	1	1	1	1	1
SAINT-DENIS REUNION	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1	1
VAL D'OISE	1	2	1	1	1	3	4	5	5	5	1

Note : Les barreaux présentés dans ce tableau sont ceux dans lesquels au moins un avocat était inscrit à un barreau étranger en 2020.

Rq : Pour Paris, depuis 2014, y compris avocats inscrits sur la liste des avocats communautaires à l'étranger en application de la Dir. 98/5/CE.

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -".

**Tableau A 18 - Nombre de bureaux secondaires et de sociétés inter-barreaux par  
barreau et ressort de cour d'appel au 1er janvier 2020**

<b>Barreau et ressort de cour d'appel</b>	<b>Bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats non inscrits à ce barreau</b>	<b>Bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats inscrits au barreau</b>	<b>Bureaux secondaires ouverts dans un autre barreau par des avocats inscrits au barreau</b>	<b>Sociétés inter-barreaux inscrites au tableau</b>
<b>TOTAL FRANCE ENTIERE</b>	<b>1 330</b>	<b>1 866</b>	<b>1 806</b>	<b>1 058</b>
<b>Cour d'appel d' AGEN</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>8</b>
AGEN	1	0	0	8
GERS	3	0	0	0
LOT	1	6	0	0
<b>Cour d'appel d' AIX-en-PROVENCE</b>	<b>156</b>	<b>182</b>	<b>50</b>	<b>81</b>
AIX-en-PROVENCE	35	105	31	7
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	13	14	1	3
DRAGUIGNAN	7	0	0	16
GRASSE	17	19	11	10
MARSEILLE	48	0	0	36
NICE	24	0	0	0
TARASCON	7	5	1	5
TOULON	5	39	6	4
<b>Cour d'appel d' AMIENS</b>	<b>20</b>	<b>39</b>	<b>7</b>	<b>16</b>
AMIENS	4	29	4	4
BEAUVAIS	2	0	0	2
COMPIEGNE	2	0	0	3
LAON	0	4	1	2
SAINT-QUENTIN	0	0	0	3
SENLIS	10	5	2	2
SOISSONS	2	1	0	0
<b>Cour d'appel d' ANGERS</b>	<b>20</b>	<b>19</b>	<b>17</b>	<b>21</b>
ANGERS	12	12	15	13
LAVAL	6	6	0	0
LE MANS	1	0	0	0
SAUMUR	1	1	2	8
<b>Cour d'appel de BASSE-TERRE</b>	<b>16</b>	<b>33</b>	<b>11</b>	<b>1</b>
GUADELOUPE	16	33	11	1
<b>Cour d'appel de BASTIA</b>	<b>11</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>3</b>
AJACCIO	11	3	0	3
BASTIA	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de BESANCON</b>	<b>24</b>	<b>51</b>	<b>15</b>	<b>15</b>
BELFORT	3	2	0	0
BESANCON	6	24	13	10
HAUTE-SAONE	7	10	1	1
JURA	3	9	1	4
MONTBELIARD	5	6	0	0
<b>Cour d'appel de BORDEAUX</b>	<b>113</b>	<b>244</b>	<b>73</b>	<b>62</b>
BERGERAC	7	1	0	2
BORDEAUX	73	206	52	49
CHARENTE	4	21	7	4
LIBOURNE	18	9	14	4

Barreau et ressort de cour d'appel	Bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats non inscrits à ce barreau	Bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats inscrits au barreau	Bureaux secondaires ouverts dans un autre barreau par des avocats inscrits au barreau	Sociétés inter-barreaux inscrites au tableau
PERIGUEUX	11	7	0	3
<b>Cour d'appel de BOURGES</b>	<b>4</b>	<b>21</b>	<b>2</b>	<b>11</b>
BOURGES	2	8	1	2
CHATEAUROUX	0	10	0	5
NEVERS	2	3	1	4
<b>Cour d'appel de CAEN</b>	<b>22</b>	<b>32</b>	<b>5</b>	<b>34</b>
ALENCON	1	2	0	1
ARGENTAN	0	4	0	2
CAEN	11	22	3	17
CHERBOURG	1	0	2	3
COUTANCES	7	0	0	5
LISIEUX	2	4	0	6
<b>Cour d'appel de CAYENNE</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>
GUYANE	3	1	0	1
<b>Cour d'appel de CHAMBERY</b>	<b>42</b>	<b>20</b>	<b>17</b>	<b>25</b>
ALBERTVILLE	6	7	0	3
ANNECY	23	3	2	11
BONNEVILLE	0	1	3	2
CHAMBERY	5	1	9	7
THONON-les-BAINS	8	8	3	2
<b>Cour d'appel de COLMAR</b>	<b>15</b>	<b>24</b>	<b>7</b>	<b>22</b>
COLMAR	3	12	5	1
MULHOUSE	10	12	2	4
SAVERNE	2	0	0	0
STRASBOURG	nd	nd	nd	17
<b>Cour d'appel de DIJON</b>	<b>7</b>	<b>19</b>	<b>7</b>	<b>10</b>
CHALON-sur-SAONE	0	0	0	0
DIJON	7	17	7	10
HAUTE-MARNE	0	2	0	0
MACON-CHAROLLES	0	0	0	0
<b>Cour d'appel de DOUAI</b>	<b>47</b>	<b>101</b>	<b>23</b>	<b>37</b>
ARRAS	0	2	6	4
AVESNES-sur-HELPE	3	6	0	0
BETHUNE	1	13	1	2
BOULOGNE-sur-MER	5	15	0	3
CAMBRAI	1	2	0	0
DOUAI	5	6	0	2
DUNKERQUE	5	7	0	3
LILLE	22	24	15	20
SAINT-OMER	4	4	1	0
VALENCIENNES	1	22	nd	3
<b>Cour d'appel de FORT-de-FRANCE</b>	<b>8</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>3</b>
MARTINIQUE	8	4	1	3
<b>Cour d'appel de GRENOBLE</b>	<b>32</b>	<b>42</b>	<b>12</b>	<b>2</b>
BOURGOIN-JALLIEU	8	2	0	0
GRENOBLE	6	29	10	0
HAUTES-ALPES	9	4	2	1
VALENCE	1	0	0	1
VIENNE	8	7	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats non inscrits à ce barreau	Bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats inscrits au barreau	Bureaux secondaires ouverts dans un autre barreau par des avocats inscrits au barreau	Sociétés inter-barreaux inscrites au tableau
<b>Cour d'appel de LIMOGES</b>	<b>13</b>	<b>20</b>	<b>15</b>	<b>10</b>
CORREZE	5	8	5	4
CREUSE	1	1	0	0
LIMOGES	1	5	3	2
TULLE	6	6	7	4
<b>Cour d'appel de LYON</b>	<b>96</b>	<b>144</b>	<b>212</b>	<b>104</b>
AIN	19	30	11	8
LYON	60	72	181	80
ROANNE	6	0	0	1
SAINT-ETIENNE	6	39	15	8
VILLEFRANCHE-sur-SAONE	5	3	5	7
<b>Cour d'appel de METZ</b>	<b>3</b>	<b>11</b>	<b>5</b>	<b>4</b>
METZ	0	7	2	3
SARREGUEMINES	2	2	2	0
THIONVILLE	1	2	1	1
<b>Cour d'appel de MONTPELLIER</b>	<b>22</b>	<b>79</b>	<b>11</b>	<b>39</b>
AVEYRON	4	6	0	3
BEZIERS	6	11	7	6
CARCASSONNE	4	8	0	5
MONTPELLIER	2	54	4	21
NARBONNE	1	0	0	0
PYRENEES ORIENTALES	5	0	0	4
<b>Cour d'appel de NANCY</b>	<b>14</b>	<b>52</b>	<b>19</b>	<b>6</b>
BRIEY	1	0	0	0
EPINAL	5	9	4	1
MEUSE	0	0	0	0
NANCY	8	43	15	5
<b>Cour d'appel de NIMES</b>	<b>40</b>	<b>72</b>	<b>25</b>	<b>40</b>
ALES	3	5	2	1
ARDECHE	2	19	2	9
AVIGNON	13	6	10	12
CARPENTRAS	5	10	3	4
LOZERE	0	2	1	0
NIMES	17	30	7	14
<b>Cour d'appel de NOUMEA</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
NOUVELLE CALEDONIE	3	0	0	0
<b>Cour d'appel d' ORLEANS</b>	<b>26</b>	<b>52</b>	<b>16</b>	<b>21</b>
BLOIS	6	9	0	8
MONTARGIS	2	3	0	0
ORLEANS	12	15	0	9
TOURS	6	25	16	4
<b>Cour d'appel de PAPEETE</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
POLYNESIE	1	1	0	0
<b>Cour d'appel de PARIS</b>	<b>280</b>	<b>93</b>	<b>970</b>	<b>179</b>
AUXERRE	6	1	0	4
ESSONNE	26	34	11	2
FONTAINEBLEAU	0	0	0	0
MEAUX	10	27	0	5
MELUN	8	4	0	7

Barreau et ressort de cour d'appel	Bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats non inscrits à ce barreau	Bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats inscrits au barreau	Bureaux secondaires ouverts dans un autre barreau par des avocats inscrits au barreau	Sociétés inter-barreaux inscrites au tableau
PARIS	225	14	952	143
SEINE-SAINT-DENIS	1	3	2	8
SENS	3	1	1	0
VAL DE MARNE	1	9	4	10
<b>Cour d'appel de PAU</b>	<b>40</b>	<b>47</b>	<b>21</b>	<b>37</b>
BAYONNE	23	9	7	17
DAX	7	9	1	4
MONT-de-MARSAN	5	9	8	2
PAU	4	12	5	11
TARBES	1	8	0	3
<b>Cour d'appel de POITIERS</b>	<b>26</b>	<b>68</b>	<b>10</b>	<b>41</b>
DEUX-SEVRES	2	10	0	6
LA ROCHELLE	7	17	5	13
LA ROCHE-SUR-YON	10	11	1	9
LES SABLES-D'OLONNE	3	4	0	4
POITIERS	4	26	4	3
SAINTES	0	0	0	6
<b>Cour d'appel de REIMS</b>	<b>10</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	<b>17</b>
ARDENNES	0	0	0	1
AUBE	5	6	0	1
CHALONS EN CHAMPAGNE	1	7	0	8
REIMS	4	0	0	7
<b>Cour d'appel de RENNES</b>	<b>88</b>	<b>78</b>	<b>54</b>	<b>42</b>
BREST	7	1	0	7
LORIENT	13	9	2	0
NANTES	20	10	21	11
QUIMPER	3	4	3	4
RENNES	14	39	20	16
SAINT-BRIEUC	6	7	2	2
SAINT-MALO	5	2	1	1
SAINT-NAZAIRE	12	0	0	0
VANNES	8	6	5	1
<b>Cour d'appel de RIOM</b>	<b>21</b>	<b>57</b>	<b>17</b>	<b>8</b>
AURILLAC	2	7	1	1
CLERMONT-FERRAND	8	47	11	4
CUSSET-VICHY	nd	nd	nd	nd
HAUTE LOIRE	5	0	0	2
MONTLUCON	2	2	2	0
MOULINS	4	1	3	1
<b>Cour d'appel de ROUEN</b>	<b>23</b>	<b>72</b>	<b>20</b>	<b>52</b>
DIEPPE	2	1	5	0
EVREUX	10	19	3	5
LE HAVRE	2	0	0	6
ROUEN	9	52	12	41
<b>Cour d'appel de SAINT-DENIS REUNION</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>
MAYOTTE	0	0	0	2
SAINT-DENIS REUNION	4	0	0	3
SAINT-PIERRE REUNION	0	0	0	0

Barreau et ressort de cour d'appel	Bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats non inscrits à ce barreau	Bureaux secondaires ouverts dans le ressort du barreau par des avocats inscrits au barreau	Bureaux secondaires ouverts dans un autre barreau par des avocats inscrits au barreau	Sociétés inter-barreaux inscrites au tableau
<b>Cour d'appel de TOULOUSE</b>	<b>45</b>	<b>87</b>	<b>66</b>	<b>24</b>
ALBI	0	0	0	0
ARIEGE	5	2	1	2
CASTRES	3	4	0	5
SAINT-GAUDENS	5	0	0	1
TARN-ET-GARONNE	4	1	1	0
TOULOUSE	28	80	64	16
<b>Cour d'appel de VERSAILLES</b>	<b>30</b>	<b>79</b>	<b>98</b>	<b>77</b>
CHARTRES	6	8	2	2
HAUTS DE SEINE	5	28	78	36
VAL D'OISE	17	16	0	7
VERSAILLES	2	27	18	32

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile -. "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -".

Tableau A 19 - Statistiques relatives à la discipline des avocats 2019-2020

	France entière*	
	Nombre	%
<b>Enquêtes déontologiques</b>		
<b>Total</b>	<b>204</b>	<b>100,0</b>
Enquêtes initiées par le <b>Bâtonnier</b> au cours de l'année 2019	190	93,1
Enquêtes initiées à la demande du <b>Procureur général</b> au cours de l'année 2019	14	6,9
Enquêtes en cours au 1er janvier 2020	80	
Enquêtes clôturées au cours de l'année 2019	146	
<b>Issues de la procédure d'enquête déontologique</b>		
<b>Total</b>	<b>162</b>	<b>100,0</b>
Enquêtes ayant donné lieu à classement au cours de l'année 2019	129	79,6
Enquêtes ayant donné lieu à ouverture d'une procédure disciplinaire au cours de l'année 2019	31	19,1
Enquêtes ayant donné lieu en parallèle à suspension provisoire au cours de l'année 2019	2	1,2
<b>Saisines de l'instance disciplinaire</b>		
<b>Saisine du conseil de discipline</b> au cours de l'année 2019	<b>118</b>	<b>100,0</b>
- par le <b>Bâtonnier</b>	112	94,9
- par le <b>Procureur général</b>	6	5,1
Procédures disciplinaires en cours au 1er janvier 2020	148	
Décisions disciplinaires prononcées au cours de l'année 2019	91	
<b>Motifs de saisine du conseil de discipline</b>		
- sans lien avec une procédure pénale	112	
- en lien avec une procédure pénale	21	
<b>Décisions rendues en matière disciplinaire</b>		
<b>Total</b>	<b>151</b>	<b>100,0</b>
Relaxe	13	8,6
Avertissement	16	10,6
Blâme	6	4,0
Interdiction temporaire avec sursis	23	15,2
Interdiction temporaire pour partie avec sursis	9	6,0
Interdiction temporaire sans sursis	16	10,6
Radiation	15	9,9
Retrait de l'honorariat	0	0,0
Peine accessoire de publication de la peine	17	11,3
Peine assortie d'une privation	36	23,8
<b>Recours exercés</b>		
Appels à l'encontre des décisions du conseil de discipline rendues en 2019	44	

\* hors barreaux de Grasse, Montpellier et Reims

Source : Ministère de la justice, DACS - Pôle d'évaluation de la justice civile - "Statistiques sur la profession d'avocat - situation au 1er janvier 2020 -".